

**UNIVERSITÉ DE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS SUR LA
TRANSCAUCASIE APRÈS LA GUERRE FROIDE**

THÈSE DE MASTER DE RECHERCHE

Gülden ALTINTAÇ

Directeur de recherche : Doç. Dr. Erhan BÜYÜKAKINCI

Mémoire pour l'obtention du DEA « Relations Internationales »

FÉVRIER 2007

TABLES DES MATIERES

TABLES DES MATIERES	I
ABBREVIATIONS	IV
LISTE DES TABLEAUX	V
INTRODUCTION	1
I. L'EMERGENCE DES ETATS DE LA TRANSCAUCASIE DANS LA SCENE POLITIQUE INTERNATIONALE	4
A. La situation politique de la Transcaucasie	5
1. La période soviétique et le démembrement de l'Union soviétique	5
2. L'apparition des nouveaux Etats indépendants et leurs vies politiques	8
a. Trois présidents de l'Azerbaïdjan	10
b. Le chaos politique et la Géorgie	12
c. Une stabilité relative : l'Arménie	13
B. La situation économique des nouveaux Etats indépendants de la Transcaucasie	15
1. Les dynamiques économiques de la région	15
2. Les enjeux énergétiques et les réserves pétrolières	17
II. LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS ENTRE 1991-1996	20
A. La politique étrangère américaine sur la Transcaucasie après la fin de la Guerre Froide	20
1. Les préoccupations américaines juste après la Guerre Froide	20
2. L'héritage du système soviétique et les objectifs de la politique américaine	23
a. L'approche américaine relative à la priorité de la Russie : « <i>Russia first approach</i> »	25
b. La construction de la démocratie et l'Acte pour le soutien de la liberté	28

B. La perception américaine face à la politique étrangère de la Russie	32
C. L'implication de la politique américaine à la Transcaucasie	37
1. Les conflits régionaux et le rôle des organisations internationales	37
a. Le conflit de l'Ossétie du sud	38
b. Le conflit de l'Abkhazie et les efforts de l'ONU ...	39
c. Le problème fondamental de l'Azerbaïdjan : le Haut Karabakh	41
2. Le nouveau domaine dans les relations : l'industrie pétrolière et le contrat du siècle	44
 III. LES NOUVEAUX ENJEUX DE LA POLITIQUE AMERICAINE SUR LA TRANSCAUCASIE	52
A. La nouvelle approche américaine sur la région	52
1. Les nouvelles priorités de la politique américaine sous l'administration de Clinton	52
2. L'ancienne rivalité américaine russe dans une différente perspective	57
B. L'implication de la politique américaine	65
1. Les enjeux pétroliers et le nouveau domaine de la compétition dans la région de la Transcaucasie	65
a. La place des compagnies américaines dans les contrats pétroliers	67
b. L'exportation des ressources énergétiques et les options de transportation	69
1) La voie du nord : Bakou- Novorossiisk	69
2) La route de Bakou-Soupsa : une option géorgienne	71
3) La possibilité des routes iraniennes et l'opposition américaine	72
4) Une évolution moderne : l'oléoduc de Bakou- Tbilissi- Ceyhan	75
2. Les engagements sur la sécurité régionale : le GUUAM et l'OTAN dans le même camp	82
a. GUUAM : entre le soutien américain et la Russie.	83
b. L'OTAN et les relations bilatérales avec les Etats-Unis sur la sécurité	86
 CONCLUSION	95

BIBLIOGRAPHIE	99
ANNEXES	107
ANNEXE I : La carte de la Transcaucasie	107
ANNEXE II : La carte des gisements du bassin caspien et les compagnies internationales	108
ANNEXE III : La carte des oléoducs de la région caspienne	108
ANNEXE IV : La carte des options de transportation du pétrole pourcontourner le Bosphore	110

ABBREVIATIONS :

BTC	: Bakou- Tbilissi-Ceyhan
CCNA	: Conseil de coopération nord- atlantique
CEI	: Communauté d'États indépendants
CIPCO	: Caspian International Petroleum Company
CPEA	: Conseil de partenariat euro atlantique
CSCE	: Conférence sur la sécurité et la coopération en europe
FMI	: Fond monétaire international
ILSA	: Loi de sanction à l'encontre de l'Iran et La Libye (<i>Iran Libya Sanction Act</i>)
IPAP	: Plan d'action individuel pour le partenariat
NEI	: Nouveaux États indépendants
OCDE	: Organisation de coopération et de développement économique
OCE	: Organisation de coopération économique
OCI	: Organisation de la Conférence islamique
ONG	: Organisations non gouvernementales
ONU	: Organisation des Nations unies
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	: Organisation du traité de l'Atlantique nord
OTSC	: Organisation du traité de sécurité collective
OSCE	: Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PPP	: Partenariat pour la paix au siège de l'OTAN
PSA	: Accord sur la partage de la production (<i>Production Sharing Agreement</i>)
START	: Négociations sur la limitation des armes stratégiques (<i>Strategic Arms Limitation Talks</i>)
START I	: Traité de réduction des armes stratégiques I (<i>Strategic Arms Limitation Treaty I</i>)
START II	: Traité de réduction des armes stratégiques II (<i>Strategic Arms Limitation Treaty II</i>)
URSS	: Union des républiques socialistes soviétiques
USAID	: Agence des Etats-Unis pour le développement internationale (<i>US Agency For International Development</i>)

LISTE DES TABLEAUX

		<u>Page</u>
Tableau I.1	Les réserves du pétrole dans la Mer Caspienne	19
Tableau I.2	Les réserves du gaz naturel dans la Mer Caspienne	19
Tableau II.1	Les portions des campagnes de l' « <i>Azerbaidjan International Operating Company</i> » au moment de la signature du « contrat du siècle »	47
Tableau III.1	La comparaison des coûts de transportation du pétrole d'Azerbaidjan vers l'Italie	73
Tableau III.2	La comparaison des coûts de transportation du pétrole d'Azerbaidjan vers Rotterdam	73

INTRODUCTION

Le démembrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques n'a pas seulement causé la fin d'un Etat qui avait régné sur un vaste territoire pour soixante quatorze ans, mais il a aussi transformé, d'un système bipolaire à un inconnu, la structure politique de l'Eurasie et de l'ordre international. La question que tout le monde posait, était ce que allait se passer suivant ce point.

Cette question était le problème principal des nouveaux Etats indépendants du territoire ex-soviétique comme la Transcaucasie, qui tentait de survivre dans les cendres de l'Union soviétique. Ces Etats qui n'avaient aucune expérience politique et aucune source financière avaient un seul but qui était de fournir la continuité de leurs marchés, de leurs indépendances et leurs raisons d'être dans un environnement qui attirait l'attention des plusieurs acteurs régionaux et en dehors de la région. La faiblesse politique et économique de ces Etats a créé un vide politique. Cet espace serait alors rempli par qui ?

Lors des années 90, la rivalité pour remplir ce vide politique était entre la Fédération de Russie qui est la locomotive de la Communauté des Etats indépendants et le monde occidental mené par les Etats-Unis d'Amérique. Au début des années 90, la Russie possédait des orientations divers sur la nouvelle situation parmi ses élites politiques et militaires. Elle était à la recherche d'une définition d'identité. Les Etats-Unis, respectant à son vieil adversaire, ne voulaient pas changer l'état politique existant puisqu'ils ne connaissent pas bien les nouvelles conditions de la nouvelle structure. Donnant la priorité à la Russie et aux problèmes post-soviétiques comme la non-prolifération des armes nucléaires dans la politique étrangère sur la région ex-soviétique, les Etats-Unis ont soutenu les réformes démocratiques et le développement des économies libres surtout en Russie qui était considérée comme un modèle pour les nouveaux Etats indépendants. Tant que la Russie ne menaçait pas les intérêts américains, les Etats-Unis évaluaient la Transcaucasie dans la sphère d'influence russe.

Dans la deuxième moitié des années 90, la politique étrangère américaine a commencé à se transformer et la position prioritaire de la Russie dans ses affaires étrangères a changé de cap en faveur des nouveaux Etats indépendants qui présentent bien les avantages avec leurs réserves des sources énergétiques; mais les tendances hégémoniques de la Russie étaient toujours présentes dans cette région. Vers les années 2000 la bifurcation dans les affaires étrangères de Washington s'est bien approfondie et suivant les politiques de Clinton, l'administration de George W. Bush a attribué une importance spéciale à la Transcaucasie après les attentats du 11 septembre 2001.

L'objectif de cette étude est d'explorer les orientations et les priorités de la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie. Il est important de se demander si les Etats-Unis prennent les décisions sur la région seulement en considération des profits économiques. Ou bien poursuivent ils les conceptions géopolitiques et géostratégiques parallèlement à leur rôle principal comme un acteur stratégique dans le système international?

Autour de cette problématique, cette recherche constituée de trois parties prendra en main en première partie du travail l'analyse sur l'environnement politique et économique des Etats de la Transcaucasie juste après la rupture de l'ancien système en jetant un coup d'œil à la situation générale avant le démembrement de l'Union soviétique. Cela est nécessaire pour mieux comprendre les conditions politiques de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie qui seront traités séparément. Après avoir décrit la situation économique généralement, les ressources d'hydrocarbure de la région seront examinées étant la source économique la plus importante de la région.

La deuxième partie du travail sera consacrée à l'étude de la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie dès l'apparition des nouveaux Etats indépendants jusqu'à la deuxième administration de Clinton. Dans cette phase initiale, les objectifs de la politique américaine seront analysés en considérant les perceptions américaines pendant la Guerre Froide et l'approche américaine sur la priorité de la Russie après la disparition de l'Union soviétique. Ils seront suivis par le résumé de la conception américaine de la Russie qui était le champ de bataille des avis différents sur le

fonctionnement de la Russie et l'avenir de la région. En combinant la priorité de la politique américaine avec les orientations russes au regard des Etats-Unis, il sera possible de conclure la partie avec l'étude du rôle des Etats-Unis dans les organisations internationales pour la résolution des conflits régionaux et l'initiative américaine autour de richesse énergétique qui déterminerait la direction de l'ère suivante.

La troisième partie englobe la toute nouvelle approche américaine sur la Transcaucasie qui a pris ces origines de la rivalité entre la Russie et les Etats-Unis qui ont achevé une période d'un partenariat prématuré. Le reflet de cette compétition qui a des raisons différentes pour les parties, est remarquable dans tous les domaines comprenant les enjeux pétroliers et les engagements de la sécurité régionaux ou internationaux. Dans un environnement où les profits économiques et les intérêts géostratégiques se croisent, les options d'exportation des ressources pétrolières et les engagements sécuritaires ont été traités comme des applications de la politique américaine.

Puisque les attentats du 11 septembre 2001 sont considérés comme un phénomène qui influence le système internationale de nos jours, les événements après cette date sont évalués seulement au fur et à mesure qu'ils constituent un modèle pour l'initiative américaine.

I. L'ÉMERGENCE DES ÉTATS DE LA TRANSCAUCASIE DANS LA SCENE DE POLITIQUE INTERNATIONALE

La Transcaucasie étant une région dont l'importance a beaucoup changé après la Guerre Froide grâce à sa location géographique, est située au nord de l'Iran, au sud de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) et entre la mer Noire et la mer Caspienne. Pendant la Guerre Froide, elle ressemblait à une boîte seulement contrôlée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS).¹ Après la dissolution du système soviétique suivant *la Perestroïka* et *la Glasnost* du président Gorbatchev qui avaient créé un environnement convenable pour l'indépendance des Etats de la Transcaucasie, elle est devenue une région où les intérêts des acteurs régionaux et internationaux se croisent dans des conditions adversaires. On peut citer sa location géopolitique et sa richesse de ressources d'énergie comme les raisons principales de cette concurrence.

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en 1985 et ses tentatives de restructurer le système communiste et centraliste de l'Union soviétique avaient changé le destin de l'Union et en même temps du système mondial. Son but avec *la Perestroïka* et *la Glasnost* était de révolutionner radicalement le système soviétique, tout en évitant les discontinuités et les violences. La *Perestroïka* accentuait trois objectifs fondamentaux : réduire les dépenses militaires, augmenter la production et revitaliser la société à travers un langage plus vrai qui fut appelé *Glasnost*. La démocratisation de cette dernière politique a causé la déformation du pouvoir central et ces deux ont été par la suite traduites dans des mouvements nationalistes et violents. La distance entre l'absence culturelle et concrète des institutions pour la participation politique démocratique et l'incrément voulu dans la participation même a été comblé par les partis claniques, qui adoptaient une rhétorique nationaliste pour mobiliser les grandes masses.

Pour bien comprendre la transition de ces Etats depuis la dissolution à nos jours, il faut juste analyser la situation politique antérieure et postérieure des indépendances.

¹ Hakan Kantarcı, "Kafkasya Jeopolitiğinde Kriz Alanları ve Güç Mücadelelerinin Türkiye'ye Etkileri", *İkibinyirmiüç*, le 15 Eylül 2005, No. 53, p.33

A. LA SITUATION POLITIQUE DE LA TRANSCAUCASIE

1. La période soviétique et le démembrement de l'Union Soviétique

Le progrès de transition économique et politique des Etats de la Transcaucasie suivant la décomposition de l'Union, était en corrélation avec les agents du système soviétique et les résultats des politiques appliquées. Leurs positions politiques et économiques sous le règne soviétique ont influencé la formation des politiques après l'indépendance dans tous les domaines. Les caractéristiques principales de cette période seront expliquées en bref pour qu'on puisse dessiner le tableau des situations des ces Nouveaux Etats Indépendants (NEI).

Le plus important changement suivant la désintégration de l'URSS en 1991 était la fin du contrôle politique, économique et militaire de l'Union soviétique. Ce contrôle était centralisé par le gouvernement soviétique à Moscou par l'intermédiaire du Parti communiste.² L'administration soviétique a créé un environnement qui s'étayait sur la dépendance des républiques soviétiques au gouvernement centrale. Les républiques avaient ni système industriel indépendant, ni infrastructures suffisantes pour assurer leurs développements. On peut considérer que la trajectoire du pétrole dès sa production jusqu'à sa consommation en est un bon exemple. Le pétrole produit dans l'une des républiques soviétiques n'était pas raffiné, il était transporté à une autre avec l'équipement avancé et les experts de la Russie.

La vie culturelle et politique de la population sous la dominance de l'URSS était fermée au monde. Les républiques soviétiques n'avaient pas d'expérience à propos de la participation populaire à la vie politique et du concept de l'opposition. Tous ceux-ci seraient un inconvénient sur le progrès de démocratisation des Etats après l'indépendance. Leurs vies culturelles étaient limitées aussi par le Parti communiste qui avait pour but de détruire toutes les formes d'identité comme traditionnelles, religieuses et culturelles au nom de la création de l'identité soviétique.³ La région

² Scott A. Jones, « Introduction » dans Bertch, Craft et Scott A. Jones (ed), *Crossroads and Conflicts, Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York ; Routledge, 2000, pp.8-11.

³ Audrey Alstadt, "Azerbaijan's struggle towards democracy" dans Karen Dawisha et Bruce Parrott (ed), *Conflicts, cleavage and change in Central Asia and the Caucasus*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p.125-127.

était fragmentée territorialement ; sa population était isolée culturellement de ses liens historiques ; les croyances religieuses étaient éliminées. Ces facteurs allaient compliquer les problèmes ethniques de l'avenir et la formation des identités nationales autour d'un Etat.

Cette situation générale pessimiste pour l'avenir des Etats de la région a pris une direction différente avec la présidence de Gorbatchev. Après avoir assuré son pouvoir avec le changement des membres du Politburo, Gorbatchev a lancé une campagne destinée à réformer la société soviétique. Ses mots de passe étaient : *Perestroïka* (restructuration) de l'économie nationale et *Glasnost* (transparence) dans les affaires politiques et culturelles. Lors de la 19^e Conférence du parti en juin 1988, il a proposé une série de réformes constitutionnelles qui devaient transférer le pouvoir du parti à des représentants élus par le peuple, réduire le rôle du Parti dans la gestion de l'économie locale et accroître largement le pouvoir du président. Trois mois plus tard, Andreï A. Gromyko a démissionné du poste de président qu'il occupait depuis 1985. Gorbatchev étant son successeur disposait d'une plus grande latitude pour réformer la société soviétique.

Entre 1985 et 1990 Gorbatchev a pris des initiatives principalement sur la suppression d'un parti unique, la nouvelle loi électorale, la démocratisation de la presse, l'amorce d'une réforme économique reconnaissant le rôle du marché et de la propriété privée, la lutte contre l'alcoolisme. En mars 1989, les électeurs soviétiques ont participé à leur première élection nationale depuis 1917 et ont désigné le nouveau Congrès des députés du peuple. A son tour, celui-ci s'est réuni en mai pour élire le Soviet suprême et Gorbatchev pour un mandat présidentiel de cinq ans. Ce dernier a transféré le pouvoir du Parti communiste aux assemblées législatives élues dans les républiques de l'Union.

La *Perestroïka* et la *Glasnost* se sont terminées avec le démembrement du système soviétique lequel n'avait plus la possibilité de se renouveler. Les réformes intérieures ouvrant la voie à la démocratisation de l'URSS, n'ont pas pu améliorer la situation économique et sociale du pays qui s'était déjà aggravée. Le facteur le plus efficace de cette dissolution était les courants nationalistes sous-estimés par Gorbatchev et les responsables soviétiques. Dans l'environnement de liberté créé par la *Perestroïka*, les demandes nationalistes considérées comme réprimées et dissolues, se réunissaient et

se développaient.⁴ Le 11 mars 1990, défiant Moscou et ses menaces de sanctions, la Lituanie a proclamé son indépendance. Cependant, des mouvements nationalistes et indépendantistes ou autonomistes touchaient aussi d'autres républiques comme l'Estonie, la Lettonie, l'Ouzbékistan, l'Arménie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan. Cela créait la multiplication des explosions de violence et des hostilités entre les groupes ethniques. En novembre 1990, Gorbatchev, a tenté de nouveau d'augmenter ses privilèges exécutifs en tant que président de la république et de mettre en place un nouveau train pour les réformes politiques et économiques sans savoir tous seraient en vain.

Les premiers jours de 1991, l'URSS s'est trouvée dans une tourmente. En mars, tandis que la Géorgie a fait sécession, neuf des quinze républiques ont accepté de participer à un référendum sur l'organisation d'une « Union rénovée ». Tous ces facteurs ont coûté le poste de président à Gorbatchev, auquel Boris Eltsine y a succédé le 12 juin. Gorbatchev poursuivait cependant activement sa diplomatie de détente avec les Etats-Unis.

Le 19 août au soir, un communiqué de l'agence TASS a annoncé qu'il était « incapable d'assumer ses fonctions pour des raisons de santé », voici pourquoi Gorbatchev a été remplacé par Guennadi Ianaev. En fait, Gorbatchev venait d'être victime d'un soulèvement fomenté par un groupe de communistes irréductibles comprenant de nombreux officiers de haut rang. Il a été placé en résidence surveillée. Menés par le président Boris Eltsine, les réformateurs qui s'appuyaient sur un fort soutien populaire anti-putschiste, ont réussi à maîtriser le coup d'Etat et ont commencé à démanteler l'appareil du parti.

Avec l'URSS au bord de l'explosion, le Congrès des députés du peuple a accepté, le 5 septembre, l'instauration d'un gouvernement de transition au sein duquel un Conseil d'Etat, dirigé par Gorbatchev et comprenant les présidents des Républiques participantes, qui exercerait des pouvoirs d'exception. Le lendemain, le Conseil a reconnu l'indépendance totale des trois pays Baltes. Le 17 décembre, Gorbatchev et Eltsine ont annoncé que l'URSS cesserait d'exister avant la fin de l'année. Le 21 décembre, l'URSS a cessé formellement d'exister, lorsque les représentants des onze républiques restantes qui furent l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le

⁴ Kamil Ağacan, "Bağımsızlığın 10. Yılında Gürcistan: ABD'nin Kafkasya'daki Kalesi mi?", *Stratejik Analiz*, Vol.1, No.11, Mars 2001, p.33.

Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, la Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan et de la Géorgie étant l'observateur, ont accepté, lors du sommet d'Alma-Ata en Kazakhstan, de former la Communauté des Etats indépendants (CEI). Gorbatchev a démissionné le 25 décembre et le Parlement soviétique a reconnu la dissolution de l'URSS le 26, mettant ainsi fin à soixante-quatorze ans de régime communiste

2. L'apparition des nouveaux Etats indépendants et leurs vies politiques

Pendant la période de l'indépendance, les républiques n'étaient pas prêtes à rester debout sans aide des autres Etats à cause de leurs problèmes sur le développement économique et le statut d'être une nation indépendante. L'absence de l'expérience de gouvernance a poussé la situation au chemin facile à perdre. Comme les Etats ont gagné leurs souverainetés, le nouveau statut a obligé la création d'un système politique stable. Parmi d'autres facteurs, la création d'un système politique solide dépendait principalement du progrès économique dans chaque Etat qui était rattaché à la hausse des investissements étrangers, particulièrement à l'industrie pétrolière étant la plus importante source économique à la fin du processus dès la phase de production jusqu'à la consommation contenant la transportation, en vue d'établir la circulation de l'argent - liquide (*cash-flow*) à la région.

Le vide politique qui s'est produit pendant la fracture de l'Union soviétique, était l'aspect le plus remarquable de la politique de la région. Il est devenu le plus grand défi pour les Etats transcaucasiens. Les NEI qui sont fondés dans les cendres du système soviétique qui était centraliste et autoritaire, devaient former leurs propres structures politiques et se débrouiller avec les problèmes culturels, économiques et politiques eux-mêmes. La question du développement et de la création d'un système politique dépendait non seulement du développement de la structure économique de la région, mais aussi des politiques des autres acteurs internationaux qui aspiraient à influencer le remodelage de la région où les problèmes sur la création et la consolidation de la conscience nationale, devenaient plus complexes à cause de la diversité ethnique.

On peut résumer que les NEI devaient surmonter leurs problèmes domestiques et économiques pour le bien-être de leurs Etats et pour les sauver du chaos et de la pauvreté. Tous ceux là étaient la conséquence de l'absence d'expérience suffisante pour la formation des institutions nécessaires et de l'environnement démocratique. Les républiques de l'ex-URSS n'étaient ni économiquement ni politiquement prêtes à l'indépendance. La situation après 1991 avec la participation des pouvoirs internes et externes se constituait un défi pour les Etats et les a menés à chercher des chemins pour remplir le vide du pouvoir dans la région et franchir leurs problèmes économiques. Par conséquent, quand les effets domestiques, culturels, régionaux et internationaux et les défis ont combinés, le dernière aspect était beaucoup plus compliqué et donc c'était beaucoup plus difficile pour ces Etats de franchir les problèmes qui étaient toujours en corrélation.

Pour les NEI la monopolisation du pouvoir par les chefs courants liée à la personnalité, à la vigueur et à la vie du leader a assuré la stabilité dans le court terme. Puisque cette situation ne contenait pas la participation nationale qui est en général dans la nature de la démocratie, elle n'était pas appropriée et était un signe de faiblesse à l'égard de la société internationale. D'un autre côté, la continuité du leadership aidait à contrôler les probables disputes ethniques. Mais elle n'était pas suffisante pour empêcher la corruption qui avait déjà pénétré dans le système politique et économique de la région durant l'administration soviétique. Le problème de corruption était un autre obstacle devant la démocratisation et la distribution égale de la richesse.

Bien que les Etats ex-soviétiques de la Transcaucasie aient des expériences pareilles après l'indépendance, une courte analyse de chaque Etat sera nécessaire. L'indication des conditions politiques et économiques de chaque Etat est essentielle pour la détermination de ses propres faiblesses dans la scène internationale. En plus, avec les effets étrangers, la production et la transportation du pétrole et du gaz naturel gagnent une importance pour attirer l'attention des investisseurs. Ainsi, on peut dire que le développement dans les projets du pétrole et du gaz naturel est allié aux conditions politiques et économiques des Etats et aux attitudes des acteurs internationaux comme les Etats-Unis et la Russie. C'est pourquoi il sera nécessaire

de décrire les conditions des trois Etats transcaucasien ; l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie séparément.

a. Trois Présidents de l'Azerbaïdjan

Le premier président de l'Azerbaïdjan après l'indépendance qui a été élu président sans permettre à l'opposition de registrer aux élections en septembre 1991, est Aïaz Moutalibov .Il était le premier secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan. . Donc le caractéristique de sa présidence qui a duré sept mois, a été marqué par la rivalité entre Moutalibov et le Front populaire d'Azerbaïdjan. Après la perte de Khodjali en Haut Karabakh à la suite d'une attaque brutale, il a résigné en mars 1992. Pendant sa présidence, l'Azerbaïdjan est devenue membre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)⁵ et de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Bien que Moutalibov ait revenu à sa mission, il s'est enfui à Moscou après l'occupation du parlement par les partisans du Front populaire d'Azerbaïdjan dirigé par Aboulfaz Eltchibey. Les événements vécus ont montré la faiblesse du système politique d'un nouvel Etat indépendant.⁶

Aboulfaz Eltchibey, deuxième président ayant un manque d'expérience du gouvernement, avait fait un discours nationaliste et avait donné de l'importance aux sujets économiques. Il avait signé un accord en 1993 avec des firmes pétrolières occidentales pour l'exploitation du pétrole de l'Azerbaïdjan.⁷ Il avait aussi essayé de mobiliser aussi les ressources fiscales et morales à fin de soutenir l'effort de la guerre du Haut Karabakh contre les Arméniens, qui achevait aucun succès. L'irrationalité économique et la corruption ont empêché l'Azerbaïdjan de profiter de ses ressources énergétiques pour gagner la guerre.⁸ De coté de l'armée étant habituée à exercer une fonction répressive, l'absence de discipline et la corruption ont causé de grandes défaites. Enfin les victoires arméniennes conduisaient le pays à une révolte

⁵ CSCE est devenue l' Organisation pour la Sécurité et la Cooperation en Europe (OSCE) en 1994.

⁶“Azerbaycan Halk Cephesi ve Elçibey”, <http://www.nihalatsiz.org/elcibey.htm>

⁷ Economist Intelligence Unit, County Profile, Azerbaïdjan, 1994-1995.

⁸ Anne Tinguay, “Les nouveaux États indépendants et la caspien: l'apprentissage d'une nouvelle vie internationale”,*Cahier d'études sur Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, no.23, janvier-juin 1997, p.6.

par Surat Husseïnov et par la suite au transfert du pouvoir à Gaïdar Aliev par le Conseil national.

Le renversement d'Eltchibey a prouvé le degré l'affection de la structure domestique de l'Azerbaïdjan par les acteurs régionaux, car le coup a été supporté par la Russie qui n'avait pas eu de part dans l'accord pétrolier signé par Eltchibey. Malgré la signature de quelques accords commerciaux entre l'Azerbaïdjan et les Etats-Unis, Washington avait donné la priorité à la Russie d'après l'approche politique nommée « *Russia first* » jusqu'au milieu des années 90. C'est pourquoi les effets de la Russie sur la région étaient négligés par les Etats-Unis et de ce fait, la situation avantageuse de la région avait été laissée à la Russie.

Gaïdar Aliev qui a été élu président à la suite d'Eltchibey, a essayé d'établir un pouvoir politique centralisé. Pour fortifier sa position, il a accepté la participation de l'Azerbaïdjan aux Communauté d'Etats indépendants (CEI). Au début, l'adhésion d'Azerbaïdjan à la CEI a été évaluée comme l'entrée d'Azerbaïdjan dans l'orbite russe. Mais ensuite, avec l'application des politiques étrangères dans lesquelles l'Azerbaïdjan a commencé à établir des dialogues avec les Etats de l'Ouest, il était possible de comprendre que l'Azerbaïdjan n'entrait pas dans l'orbite russe. Malgré ses promesses, Aliev n'a pas permis que les bases militaires russes établissent dans les territoires azéris. Voici pourquoi, l'importance donnée aux relations avec la Russie et également, l'établissement des dialogues avec les Etats de l'ouest étaient les deux pas importants pris par Aliev pour les intérêts nationaux.⁹ Mais il est sûr qu'il existait aussi une inévitable intervention étrangère au pays dans la période d'Aliev.

Le succès le plus important d'Aliev était son changement personnel, d'un communiste, ayant une position prosoviétique, à un homme politique modérément nationaliste.¹⁰ Il a éliminé ces deux identités qui allaient lui causer une instabilité dans la politique domestique et il a réussi à mener la continuité des mouvements diplomatiques entre les intérêts incompatibles de Russie et les Etats-Unis, la Turquie et l'Iran. Les politiques radicales ont été évitées et donc, toutes les menaces sécuritaires de la région ont été empêchées. Le pétrole de la Russie et ses entreprises

⁹ Svante E Cornell *Small Nations and Great Powers a study of ethno-political conflict in the caucasus*, Surrey, Curzon Press, 2001 p.357.

¹⁰ *Economist Intelligence Unit, Country Profile, Adzerbaïdjan, 1998–1999.*

du gaz naturel ont été inclus dans les affaires énergétiques avec l'inclusion des compagnies de l'Ouest.

Les Etats-Unis ont accueilli ces développements dans la première et deuxième année de la présidence d'Aliev, jusqu'à l'accord de l'affaire pétrolier pour la production et la transportation du pétrole d'Azerbaïdjan. L'établissement de bonnes relations avec la Russie était tout d'abord accepté par les Etats-Unis pour la création d'un environnement de coopération régionale. Cependant la Russie avait commencé à appliquer des politiques plus autoritaires dans la région. Suivant les accords pétroliers, la période de changement a été ouverte ; les corporations pétroliers supportés par leurs gouvernements, ont commencé à rivaliser pour obtenir des parts dans la production et l'exportation des ressources d'hydrocarbure.

Quant à la situation politique domestique à l'Azerbaïdjan, le problème de corruption est resté irrésolu. Des groupes politiques et sociaux ont été exclus des politiques domestiques et étrangères du pays.

b. Le chaos politique et la Géorgie

La Géorgie a déclaré son indépendance avec une manifestation nationaliste dans la capitale Tbilissi en avril 1991 précisément deux ans après la répression brutale par les autorités soviétiques.¹¹ Un mois après Zvad Gamsakhourdia, le nationaliste géorgien a été élu à la présidence du pays. Comme la CEI avait été formée, la Géorgie n'a montré aucun signe de volonté à participer à une communauté menée par la Russie en l'appelant comme rien qu'un empire soviétique ranimé.¹² Toutefois, le mouvement rationaliste a traversé une division profonde et Gamsakhourdia a perdu rapidement la garde nationale. En décembre 1991, il a été renversé par Edouard Chévardnadzé, ancien ministre soviétique des affaires étrangères sous le gouvernement Gorbatchev. Mais Gamsakhourdia a continué à organiser une résistance dans la partie occidentale de la Géorgie avec l'assistance des troupes restées loyales à lui.

¹¹Dag Sourander, "Sur la Géorgie: Situation politique et économique relations avec l'UE", Bruxelles, Parlement européen, Juillet 2006

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/nt/624/624987/624987fr.pdf

¹² Swante E. Cornell, *Small Nations...., op.cit.*, p.344.

Le deuxième président de la Géorgie Chévardnadzé a essayé d'établir des bonnes relations avec l'Occident et les pays voisins comme la Russie et la Turquie. La Géorgie est devenue membre de la CSCE en mars 1992. Bien que Chévardnadzé n'ait pas voulu que la Géorgie reste sous l'influence russe et qu'il ait refusé quelque fois d'être membre de la CEI, il a pu résister jusqu'à 1993 à cause des conflits régionaux provoqués par la Russie.

Gamsakhourdia et Chévardnadzé avaient un dénominateur commun : ils demandaient le retrait des troupes russes du territoire géorgien. Tandis que la Russie refusait ces demandes à cause de leurs importances géostratégiques à l'égard de sa frontière avec la Turquie et leurs locations sur la mer Noire.¹³

Le renversement de Gamsakhourdia était un cas dans lequel il était possible de voir l'influence russe sur les affaires domestiques d'un pays indépendant puisque la Russie avait aidé discrètement aux troupes qui ont organisé le coup. Les armes qui ont été utilisées, avaient été fournies par des anciennes bases militaires soviétiques qui étaient sous l'autorité de Moscou.¹⁴ Les problèmes ethniques étaient aussi utilisés par la Fédération de Russie pour tenir la région sous son influence. Dans le cas de la Géorgie, la Russie a pris l'avantage des problèmes des régions autonomes, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie en soutenant les nationalistes de deux zones.

c. Une stabilité relative : l'Arménie

En 1990, avant les conséquences du coup d'août 1991, l'Arménie s'était renommée la République d'Arménie et avait affirmée la continuité de la République démocratique arménienne de 1918-1920. En septembre 1991, à la suite de l'indépendance, des chefs arméniens se sont éloignés initialement de la Russie et ont espéré du rapprochement avec la Turquie.¹⁵ Mais l'Arménie, étant un pays enclavé et sans richesses naturelles, a été menée par les mouvements nationalistes à une direction plus différente que les autres républiques transcaucasiennes. L'Azerbaïdjan et la Géorgie avaient pour but d'établir les Etats démocratiques et indépendants, alors que

¹³ ibid ,p.344.

¹⁴ ibid ,p346.

¹⁵ ibid p.354.

l'Arménie suivait des politiques irrédentistes dans le but du développement économique. Toutefois, comme les difficultés dans le rapport turc-arménien ont été devenues apparentes, l'Arménie s'est réveillée d'un rêve et a aperçu la faiblesse de ses conditions géopolitiques qui obligeaient la Géorgie à être partenaire avec la Russie.¹⁶

Levon Ter-Petrossian était le premier président de la république qui était élu en octobre 1991. Dès le début de l'année 1992, il suivait une nouvelle politique vers la Russie. L'administration de Ter-Petrossian a été forcée à normaliser les relations avec ce pays voisin et à coopérer avec elle politiquement, économiquement et si nécessaire militairement. En effet, l'Arménie est devenue le seul pays qui s'est joint volontairement à la CEI et au Pacte de la sécurité mutuelle en mai 1992.¹⁷ La même année, l'Arménie est devenue membre de l'ONU. La présidence de Ter-Petrossian a continué jusqu'à sa résignation et sa place a été occupée par Robert Kotcharian, Premier ministre de l'Arménie.

Kotcharian qui avait joué un rôle important dans le Haut Karabakh au côté des séparatistes, a donné une importance primaire à résoudre des problèmes politiques au lieu des problèmes économiques car il avait hérité la question de Haut-Karabakh avec un traité de paix proposé par le Groupe de Minsk de l'OSCE, en faveur d'Azerbaïdjan d'après la majorité arménienne.

A côté des rapports avec la Russie, la diaspora arménienne jouait un rôle très important dans le développement politique et économique de l'Arménie. La pression qu'on dirigeait au système américain apportait d'immenses aides financières provenant des Etats-Unis. Malgré l'assistance américaine, l'Arménie n'hésitait pas à établir des bonnes relations avec l'Iran, grâce à la confiance en diaspora arménienne qui se trouve dans un autre continent.

¹⁶ Kamil Ağacan, "ABD'nin Kafkasya Politikası" dans Okan Yeşilot (ed) *Değişen Dünya Düzeninde Kafkasya*, İstanbul, Kitabevi, 2005, p.32.

¹⁷ Svante E. Cornell, *Small Nations...*, op.cit., 354.

B. LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES NOUVEAUX ÉTATS INDÉPENDANTS DE LA TRANSCAUCASIE

1. Les dynamiques économiques de la région

La crise économique était une situation habituelle dans tous les pays transcaucasiens après la chute de l'URSS. Avec la rupture du système soviétique, les liaisons économiques établies se sont rompues et ces Etats sont arrivés au seuil de la famine. Pour cette raison, les politiques appliquées pendant la période soviétique qui ont atrophié le talent d'entreprise et causé l'insuffisance des investissements domestiques, ont mené ces pays à la recherche des investissements étrangers pour surmonter leurs problèmes économiques.

Les points communs économiques entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie succédant l'éclatement de l'URSS, étaient la chute spectaculaire de la production enregistrée, la reprise consécutive aux premières reformes structurelles et les programmes d'assistance internationales. Il faut également mentionner le développement de l'économie parallèle et de la corruption à tous les niveaux. La présence des ressources énergétiques de l'Azerbaïdjan qui attire les investissements étrangers au pays, différait l'Azerbaïdjan des deux autres. Puisqu'il n'y avait pas d'infrastructures économiques développées et d'organisations industrielles, le pétrole et le gaz naturel devenaient des moyens encore plus importants afin d'établir la circulation de l'argent liquide.

Après la crise survenue au début de son indépendance, l'Azerbaïdjan a connu un redémarrage particulièrement tardif puisqu'il n'a pas pu mettre en œuvre un programme de stabilisation avant 1995. Les effets du programme ont été saisis à la deuxième moitié de l'année 1996 où les investissements étrangers ont commencé à affluer le secteur pétrolier, mais l'impact du boom pétrolier n'a profité qu'aux secteurs des fournisseurs d'équipements et de construction. D'autre part, l'économie était tributaire des fluctuations des cours du brut. C'est ainsi que les investissements ont fortement chuté à partir de la fin de 1998 et que plusieurs compagnies ont quitté le pays en 2000. La politique de stabilisation a porté ses fruits sur le plan de la réduction de l'inflation ; par contre, la restructuration du secteur bancaire et les

privatisations ont été conduites avec trop de lenteur. Le programme d'ajustement budgétaire était plus efficace que les autres pays de la CEI, le déficit étant en grande partie financé par les bonus pétroliers, mais au prix des coupes sévères dans les secteurs de la santé et de l'éducation. La restructuration du commerce extérieur s'est effectuée au profit des pays en dehors de la CEI, mais en même temps les échanges avec la Géorgie protégeaient sa position importante pour les économies nationales de ces deux pays.¹⁸

La Géorgie a aussi entamé ses réformes en 1995, après la fin des conflits internes qui lui ont laissé dans une situation économique catastrophique. L'agriculture et les services constituaient le rôle de moteur de l'économie. Le secteur de transportation devait être porteur à moyen terme. Ceci allait permettre à la Géorgie d'espérer à bénéficier de « corridor », en particulier pour le transport du pétrole d'Azerbaïdjan. Le tourisme qui était autrefois florissant, s'est effondré en raison de la situation politique et du manque d'infrastructures. Après avoir mis en place un programme de stabilisation avec d'aide des institutions financières internationales, la situation du pays s'est quelque peu redressée.

Après avoir traversé une période très noire dans les premières années suivant l'indépendance, l'Arménie a connu « une croissance en dent de scie »¹⁹ depuis 1994. Alors que celle-ci était tirée dans les premières années de la reprise par l'agriculture et les services, l'industrie y a contribué davantage au cours des deux dernières années. La part du secteur informel dans l'économie réelle était comme dans l'ensemble de la zone, très importante et difficile à chiffrer. La balance commerciale continuait à être fortement déficitaire, ce qui a aggravé le déficit du compte courant en dépit de l'importance des financements extérieurs.

Comme on dit auparavant, les aspirations sur le pétrole sont très importantes pour le développement économique de la Transcaucasie, spécialement pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie, mais ce sujet n'est pas seulement économique ; il est en même temps politique en raison de l'utilisation des ressources nationales et de l'intervention des

¹⁸ Michael Kahn, "L'économie du Sud Caucase A l'épreuve de dix ans d'indépendance", *Conférence: l'Europe et le Caucase du sud*, Bakou, 11 juin 2001

<http://www.ceri-sciencespo.com/archive/june01/kahn.pdf>

¹⁹ *ibid*

plusieurs acteurs régionaux et internationaux qui incluent leurs intérêts stratégiques à l'égard des Etats et les intérêts économiques des compagnies pétrolières. C'est pourquoi il est nécessaire de savoir la situation des ressources d'hydrocarbure en Azerbaïdjan en liaison avec la région caspienne parce que l'Azerbaïdjan est un de cinq pays se trouvant au bord de la mer Caspienne dont le statut légal est devenu un problème international.

2. Les enjeux énergétiques et les réserves pétrolières

La partie la plus attirante de la région pour la communauté internationale et surtout les Etats-Unis, est l'existence du pétrole et du gaz naturel dans la région. La question du pétrole et du gaz a introduit les politiques domestiques et les économies des nouveaux Etats aussi bien que les politiques des acteurs régionaux et internationaux. Les faits économiques et stratégiques au sujet de la mer Caspienne peuvent être différents de sorte qu'il y ait beaucoup de groupes d'intérêts qui ont des justifications contradictoires. Il est possible de constater cette différence dans des analyses des réserves.

L'estimation de réserves de pétrole du bassin caspien est un sujet complexe. D'après l'Administration d'information d'énergie des Etats-Unis, l'estimation des réserves prouvées a été considérée entre 17 et 33 milliards de barils.²⁰ Ces proportions sont comparables avec les réserves de pétrole prouvées des Etats-Unis comme 22 milliards barils et desquelles de la mer de Nord 17 milliards de barils. Quand on fait une recherche sur la réserve de pétrole de la région, il est possible de rencontrer aux proportions qui comparent les réserves caspiennes avec celles du Moyen Orient. D'après eux, les réserves de pétrole de la mer Caspienne contiennent 17 pourcent des réserves du monde et le bassin caspien se place au deuxième rang avec 200 milliards de barils de pétrole après le golfe Persique.²¹ Au contraire, les organisations hors des Etats-Unis, comme l'Institut international pour les études stratégiques à Londres critique ces nombres excessifs sur les réserves et énonce qu'elles ne sont pas égaux des figures totales des régions comme ils sont indiqués par les Etats-Unis ; par

²⁰ Voir le tableau I.1 et le tableau I.2.

²¹ İsmail Soysal, "Hazar Bölgesinde Petrol ve Gaz Kaynakları", Alaeddin Yalçınkaya (ed) *Türk Cumhuriyetleri ve Petrol boru Hatları* İstanbul, Bağlam Yayınları, novembre 1998, p..20.

exemple la baie de Prudhoe, le champ de l'ouest de Texas et le champ de Ghawar²² Parallèlement, l'Agence internationale d'énergie à Paris estiment la réserve totale de pétrole de la région comme 150 million de barils et de gaz naturel de 75 trillions mètres cubiques. Lorsqu'on compare les données de l'Administration d'information d'énergie des Etats-Unis à celles de l'Agence internationale d'énergie, il est possible d'apercevoir une grande différence entre ces deux. Les opinions des experts comme Robert Ebel du Centre des études stratégiques et internationales argumentent que la contribution caspienne sera moins de trois pour cent de la production globale en 2010.²³

L'exagération de la richesse énergétique de la région dérive souvent d'une confusion entre les réserves « prouvées » les réserves « possibles » et les réserves « probables » qui n'ont pas de définitions précises. D'après Robert Ebel et Rajan Menon, les réserves prouvées sont des ressources récupérables avec la technologie et le prix d'énergie courant et les réserves possibles sont des dépôts dont leur existence est considérée autour des modèles d'ordinateur ou bien qui pourrait être exploité selon les changements de prix d'énergie et de technologie.²⁴ Le lexique de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) définit les réserves prouvées comme des quantités de dépôts minéraux estimées à une date spécifique, et comme les analyses des données de l'ingénieur géologique démontrées avec certitude la possibilité d'une récupération ultérieure sous les mêmes conditions économiques et opérationnelles.²⁵ Celles-ci sont des réserves lesquelles ont la caractéristique d'être faisable et en même temps techniquement et économiquement viable pour l'extraction du pétrole. Le lexique donne aussi la définition des réserves probables et des réserves prouvées. Les réserves probables sont les ressources dont on sait l'existence avec les doutes sur leur viabilité technique et économique. Si les réserves sont en qualité de « possible », ces doutes sont beaucoup plus considérables.²⁶

²² Stephan Blank , “Every shark east of Suez: great power interests, policies and tactics in the Transcaspien energy wars”, *Central Asian Survey*, Vol.18, No. 2, 1999, p.159.

²³Robert Ebel and Rajan Menon, “Introduction: Energy, Conflict, and Development in the Caspian Sea Region” , Robert Ebel, Rajan Menon (ed),*Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus* EU, NBR The National Bureau of Asian Research, 2000 ,p.2.

²⁴.ibid., p.2.

²⁵ OECD Glossary of statistical terms, voir le site internet <http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=2187>

²⁶ OECD Glossary of statistical terms, voir le site internet <http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=6546>

Tableau I.1 : Les Réserves de pétrole dans la mer Caspienne²⁷

(Milliards barils)	Réserves prouvées de pétrole	Réserves possibles de pétrole	Réserves totales de pétrole
Azerbaïdjan	3.6 - 12.5	32	36 – 45
Iran	0.1	15	15
Kazakhstan	10.0 - 17.6	92	102 -110
Russie*	2.7	14	17
Turkménistan	1.7	80	82
Total	18.1 – 34,6	233	251-268

*Seulement des parties près de la Mer Caspienne

Tableau I.2 : Les Réserves de gaz naturel dans la mer Caspienne²⁸.

(Trillions mètres cubiques- tmc)	Réserves prouvées de gaz naturel	Réserves possibles de gaz naturel	Réserves totales de gaz naturel
Azerbaïdjan	11	35	46
Iran	0	11	11
Kazakhstan	53- 83	88	141-171
Russie*	-	-	-
Turkménistan	98-155	159	257-314
Total	162-249	293	455-542

*Seulement des parties près de la mer Caspienne

La manipulation politique des nombres est une autre raison de l'exagération des réserves pétrolières. Pour attirer plus d'attention à la région, les réserves ont été démontrées par les Etats-Unis plus qu'elles ne le sont. Le but était d'intégrer les corporations occidentales dans les affaires pétrolières pour prendre pied politiquement et économiquement à la région. Par contre, certaines compagnies de pétrole essayaient de profiter de bases quantités de pétrole pour améliorer leurs situations dans les accords sur le partage de la production de pétrole ou bien pour

²⁷ Source : L'Administration des Informations d'Énergie, le Département d'Énergie des Etats-Unis transmis par "Turkey: the key of Caspian oil and gaz",p.8 Voir:le site internet: <http://www.iasps.org/strategic/strat13.pdf>

²⁸ibid.,p.9.

retarder les investissements comme le projet de Bakou -Tbillisi - Ceyhan²⁹ En plus, quoiqu'il en a été su que la région possédait du gaz naturel et du pétrole, à cause de l'absence des explorations sérieuses, les essais d'identification des réserves de la région seraient comptés douteux et instables.³⁰ Les réserves explorées récemment font un effet supplémentaire sur l'instabilité des nombres.

En conclusion, il est possible de considérer les quantités et les opinions contradictoires sur les réserves du bassin caspien comme un bon exemple qui présente comment la politique influence les sujets de la région même s'ils paraient comme un sujet seulement technologique ou économique.

II. LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS UNIS SUR LA TRANSCAUCASIE ENTRE 1991-1996

A. LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE SUR LA TRANSCAUCASIE APRES LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

1. Les préoccupations américaines juste après la Guerre Froide

La rivalité entre l'URSS et les Etats-Unis étant le point central du système, a déterminé le caractère de la politique mondiale pour quatre décennies et demi. Le conflit mondial, qui a duré dès 1945 à 1990, entre les deux « superpuissances » était fondé sur l'opposition idéologique de deux différents systèmes économiques et politiques. La rigueur de cette dispute a mené les relations des deux sujets à la militarisation dans la période de paix. La course à l'armement et surtout la compétition sur l'acquisition de missiles nucléaires, a rapproché le système international à une guerre thermonucléaire; mais d'autre part la dissuasion de ce concours a assuré certaine stabilité dans la rivalité entre le Moscou et le Washington et évité une intervention directe. C'est pourquoi « la Guerre Froide » ne s'est pas transformée en confrontation militaire directe entre l'URSS et les Etats-Unis.

²⁹ Necdet Pamir, "Bakü-Ceyhan :Bitmeyen senfoni.", *Stratejik Analiz*, s.11, mars 2001, p.68

³⁰ Mehrad Mohsenin, "Pipeline Options for Exporting Oil and Gas from the Caspian Basin", *The Iranian Journal of International Affairs*, Vol.11, No.4, Hiver, 1999-2000, p.620.

L'impasse causée par cette rivalité, a créé un système bipolaire dominé par les deux superpuissances qui avaient de la supériorité économique, politique et surtout militaire sur les autres Etats. Bien que l'équilibre mondial ait changé graduellement et les différents acteurs aient apparu avec des tendances indépendants des autres comme les pays non-alignés, le système bipolaire a continué jusqu'au début des années 90. En outre, presque tous les conflits internationaux et domestiques ont été attirés dans le système international et devenus une des parties de la rivalité entre l'URSS et les Etats-Unis avec le soutien anti-américain et anti-impérialiste ou anti-soviétique et anti-communiste respectivement. Mais hormis quelques événements par interposition, la période de la Guerre Froide s'est déroulée sans grand conflit entre les Etats-Unis et l'URSS. Non seulement l'histoire mondiale mais aussi le destin de l'humanité étaient reliés aux relations entre l'URSS et les Etats-Unis³¹

En 1985, dans le cadre de la *Perestroïka* et de la *Glasnost*, Gorbatchev, le nouveau dirigeant soviétique, a annoncé la fin de l'ingérence de l'URSS dans les pays communistes. Le régime communiste a entamé alors sa disparition progressive en Europe de l'Est, en débutant par la Pologne et l'Hongrie qui se libéralisaient vers la deuxième moitié des années 80 et, dans une moindre mesure, par la Yougoslavie, qui gardait depuis des années une certaine distance par rapport à l'emprise soviétique. Ces courants libéraux s'étendaient dans les autres Etats communistes et les républiques soviétiques de l'URSS se déclarant les une après les autres indépendantes. Quant aux Etats-Unis, la préoccupation principale de Washington qui fut l'élimination de la menace soviétique, était à cette époque retarder ou même éviter la dissolution de l'Union soviétique. Une seule menace affaiblie a été adoptée logiquement à la pluralité des acteurs instables apparus sur la carte politique

La *Perestroïka* et la *Glasnost* avaient des effets sur la politique étrangère de l'URSS et donc le système internationale. Le président de l'URSS, Gorbatchev et le président des Etats-Unis, Ronald Reagan ont entamé une série de rencontres en novembre 1985 et en octobre 1986. Ces rencontres furent l'occasion de renouer le dialogue et réduire le déficit budgétaire en partie imputable aux dépenses militaires. Le résultat était la signature du premier véritable accord de désarmement : le traité de Washington sur les forces nucléaires intermédiaires en décembre 1987. Il a prévu la

³¹ Sergei Rogov, "Russia and United States at the Threshold of the Twenty-first Century (I), *Russian Social Sciences Review*, vol.40, no:30, mai -juin 1999, p.12.

destruction sous contrôle réciproque et dans un délai de trois ans de tous les missiles terrestres ayant une portée de 500 km à 3000 km, basés en Europe. De même le deuxième sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a abouti en novembre 1990 avec l'engagement de vingt-deux pays s'approchant à réduire les forces conventionnelles en Europe. Ayant des objectifs pareils avec les négociations pour le Traité de réduction des armes stratégiques –START- (*Strategic Arms Reduction Treaty*) qui ont commencé en 1982 et qui ont été bloquées entre 1983 et 1985, toutes ces négociations ont abouti au Traité de réduction des armes stratégiques, START I signé en juillet 1991 à Moscou entre le nouveau président George Bush et Gorbatchev. Cet accord, concernant les armes stratégiques, prévoyait pour la première fois la destruction de 15 à 30 pourcent des arsenaux nucléaires des deux grands acteurs et l'URSS acceptait une procédure de contrôle sur son potentiel militaire. Après le démembrement de l'Union soviétique, le nouveau président de la Russie, Boris Eltsine et le Président G. Bush ont signé en janvier 1993 START II, un autre accord sur la destruction des deux tiers des armes stratégiques comprenant celles de l'Ukraine, du Belarus et du Kazakhstan qui prévoyait une réduction des arsenaux stratégiques au terme de laquelle les Etats-Unis ne devraient pas disposer de plus de 3 500 têtes nucléaires stratégiques. Ce nombre serait 3000 pour la Russie.³²

L'effondrement de l'Union soviétique et la fin consécutive de la Guerre Froide a nécessité une nouvelle stratégie qui ne considérait plus la Russie comme un adversaire. George Bush a formulé « la fondation d'un nouvel ordre mondial sur des bases plus conformes aux principes et aux valeurs de la démocratie » dans son discours devant le Congrès le 6 mars 1991.³³ Même si juste après la chute de l'URSS, la politique étrangère américaine sur l'ancien Union soviétique n'était pas plus précise, la nouvelle stratégie a commencé à se former. Les Etats-Unis ont limité ses intérêts à court terme sur le territoire post-soviétique avec le contrôle des armes, la reformation de la Russie pour la démocratie et l'économie de marché libre et la stabilité.

³² Faruk Sönmezoğlu, *Uluslararası Politika ve Dış Holitika Analizi*, Filiz Kitabevi, İstanbul, 1995, p.399-400.

³³ Discours de la victoire du président américain George Bush devant le Congrès (06/03/1991). Ce discours était sur l'opération militaire menée contre l'Irak (la Tempête de désert), voir le site Internet <http://www.mondediplomatique.fr/cahier/irak/posusa03>

Le but de prévenir l'expansion soviétique de la Guerre Froide a été remplacé par l'idée d'association avec la Russie ayant des notions démocratiques. La stratégie de collaboration attribuait la priorité aux aides pour le gouvernement d'Eltsine afin de fortifier l'amour propre et la confiance de ce gouvernement en accentuant la responsabilité spéciale partagée par les Etats-Unis et la Russie. Pour cette collaboration, l'émergence d'un système russe démocratique et stable basée sur le marché libre était essentielle.³⁴ De ce fait, la Russie est devenue la priorité de la politique étrangère américaine au début de la période post-soviétique et ce point de vue s'est refléchi au comportement sur l'ancienne région soviétique. Les Etats-Unis qui n'avaient aucune histoire d'engagement considérable dans la Transcaucasie avant le déclin de l'URSS et pour qui la région n'avait pas eu beaucoup d'importance pour les rapports bilatéraux avec l'Union soviétique, la Turquie ou l'Iran pendant la Guerre Froide, n'adoptaient pas une vision précise même après la démembrement de l'Union soviétique.

La préoccupation de l'administration de Clinton après la dissolution du système soviétique autrement dit juste après la Guerre Froide, était l'avenir de la Russie comme l'héritier de l'Union soviétique et des armes nucléaires dans les anciens territoires soviétiques. Avec la signature du Protocole de Lisbonne en mai 1992, le Belarus, le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine sont devenus des parties de START I comme les successeur de l'Union soviétiques, et ils ont adhéré au Traité de non-prolifération (*Nuclear Non-Proliferation Treaty*, NPT). Ces priorités de la nouvelle période ont barré la route à la définition précise d'une politique indépendante de la Russie sur l'ancienne région soviétique comprenant la Transcaucasie jusqu'au milieu des années 90.

2. L'héritage du système soviétique et les objectifs de la politique américaine

La première période de la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie était basée sur la priorité de la Russie étant la locomotive de l'ancienne région soviétique. C'est pourquoi qu'au début, il n'est pas possible de dire qu'il y avait des politiques précises et différentes pour les trois Etats nouveaux indépendants du Caucase du Sud même si d'une politique étrangère généralisée pour la région. Les

³⁴ Zbigniew Brzezinski, "The Premature Partnership", *Foreign Affairs*, vol.73, No.2, Mars-Avril 1994, p.68.

politiques sont devenues plus claires après 1994, suivant les développements pétroliers de la région et le changement de la politique américaine sur la Russie qui allait suivre ses ambitions impérialistes et monopolistes pour la région.

Bien que les décideurs de la politique étrangère américaine n'aient pas eu une politique précise et prévue pour la région, juste après la proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie, les autorités américaines ont immédiatement déterminé quatre points nécessaires : la reconnaissance de ces Etats comme des entités viables et indépendantes, le soutien pour leurs transitions aux économies de marché libres et aux sociétés démocratiques, la promotion de leurs intégrations aux institutions internationales et l'encouragement des arrangements coopératives régionales.

Le plus important et stratégique but de la politique étrangère américaine sur la région était de contester les régimes radicaux qui ont eu l'intention de gagner l'influence sur la région. Les autorités politiques américains pensaient que l'incorporation des anciens Etats soviétiques dans la communauté économique occidentale, et le développement de la démocratie fourniraient la stabilité et la sécurité nécessaire pour la région et aideraient à la coopération des Etats et en même temps, préviendraient des orientations qui apporteraient le désordre à la région. Cette approche stratégique américaine était exprimée par Sestanovich, l'Ambassadeur de la CEI à Washington, avec ces mots : « La politique des Etats-Unis ne commence pas par l'évaluation de nos intérêts économiques mais plutôt par un point de vue stratégique. »³⁵

Un des efforts de l'administration américaine pour développer la situation économique des NEI et de la Russie, était l'adoption d'une stratégie fondée sur le soutien des réformes dans la Russie après le démembrement de l'URSS. Le Président George Bush avait envoyé l'Acte du support de la liberté (*Freedom Support Act*) au Congrès. L'Acte a été approuvé avec quelques changements par le Congrès le 24 octobre 1992 durant l'administration du Président Bill Clinton qui allait engager des aides économiques, techniques et humanitaire à la région surtout à la Russie. Ces aides seront détaillées dans les sections suivantes.

³⁵Stephan Blank, "Every shark....op.cit.", p.149.

A la phase initiale de la politique américaine, il faut toujours rappeler que la priorité des politiques américaines était la perception russe sur la région. La politique des Etats-Unis sur la Transcaucasie n'était pas indépendante de celle sur la Russie parce que surtout jusqu'au milieu des années 90, la Russie a été considérée comme un modèle pour tous les NEI. Il ne faut pas oublier que l'ombre de l'Union soviétique était sur la Russie même si elle s'est déjà couchée.

a. L'approche américaine relative à la priorité de la Russie : « *Russia first approach* »

Les Etats Unis ont essayé de poursuivre une politique ayant l'intention de stabiliser toute la région sans défier la hégémonie de la Russie en raison de son rôle ancien dans l'Union soviétique. Washington a refusé d'entrer dans les engagements sérieux concernant les Etats locaux et l'image entière de la politique américaine vers la Transcaucasie qui a été principalement considérée dans le cadre des relations entre les Etats-Unis et la Russie.

Les politiques américaines envers les anciennes républiques soviétiques jusqu'à 1994 avaient pour but de les soutenir afin de créer des notions démocratiques et des économies de marché libres dans chacun des républiques, et de faire pression pour ouvrir la porte à l'investissement américain et à la coopération avec la Russie en la favorisant comme un modèle et un chef dans la région pour les développements.³⁶ Les responsables de la politique américaine ont reconnu le rôle historique de la Russie dans la région et donc Moscou a été considéré comme la clé de la stabilité durable dans la région.³⁷ Si une participation constructive russe dans la région a été accomplie, cela contribuerait à un résultat nommé « *win-win situation* » pour toute la région et pour les Etats-Unis. C'est-à-dire elle créerait des profits pour tout le monde. La terminologie générale pour la politique américaine dans la période de 1991 jusqu'au milieu des années 90 était appelée « *Russia first approach* », l'approche relative à la priorité de la Russie.

³⁶ Stephan Blank, "Energy, economics and security in Central Asia: Russia and its rival", *Central Asian Survey*, vol.14, no.3, 1995, p.397.

³⁷ Tadeusz Swietochowski, "Azerbaijan: perspectives from the crossroads", *Central Asian Survey*, vo.18, no.4, 1999, p.421.

Un environnement convenable pour la collaboration avec la Russie allait être créé par le développement de la démocratie en Russie à l'aide de l'économie de marché libre. D'après cette perspective Boris Eltsine était un chef démocratique et devait être soutenu en tous cas. La nouvelle constitution russe a été acclamée par le Président Clinton comme l'exemple de la démocratie constitutionnelle malgré que l'arrangement du droit de vote ne fût pas en vérité démocratique.

Dans ce contexte, la nécessité de la transformation économique de la Russie était une conséquence inévitable pour l'administration américaine. Le soutien pour la stabilisation économique et la transformation de l'économie russe a eu plus de priorité que les aides aux nouveaux Etats non russes. En 1992, le Fonds monétaire international (FMI) a transmis 23 milliards de dollars à la Russie pour son besoin du financement étranger, mais les Etats non russes ont reçu presque 20 milliards de dollars au total. En juillet 1993, lors du sommet du Groupe de Sept (G7), les Etats-Unis ont insisté pour obtenir la promesse pour une aide de 28 milliards de dollars seulement pour la Russie.³⁸

L'idée d'une association proche entre les deux pays a créé l'expectation pour la Russie d'être le nouveau partenaire économique et politique des Etats-Unis. À l'égard des Etats-Unis, jusqu'à 1994, la Russie était un marché potentiel et un partenaire commercial important. En plus, la Russie était le seul pays dans le monde ayant plus de ressources naturelles (y compris des réserves de pétrole et de gaz naturel) que les Etats-Unis. L'échange des besoins russes pour les produits alimentaires, le procédé de fabrication et l'assistance technique dans la production des sources d'hydrocarbure avec le pétrole et le gaz produits, a constitué la base de la coopération commerciale entre la Russie et les Etats-Unis.

La politique étrangère optimiste sur l'ancienne région soviétique privilégiant la Russie, était considérable pour avancer la poursuite d'un objectif plus spécifique et important pour les Etats-Unis : le désarmement nucléaire russe américain. La politique fondée sur la priorité de la Russie allait faciliter la diminution d'arsenal nucléaire russe et en même temps elle allait agrandir les profits pour la Russie dans

³⁸ Zbigniew Brzezinski, "Premature....., op.cit.", p.70.

le régime de non-prolifération. Il serait possible d'appliquer une double pression sur les NEI possédant spécialement sur l'Ukraine pour renoncer aux armes nucléaires.³⁹

D'après les responsables de la politique américaine, l'intérêt majeur de la Russie sur les NEI était la stabilité régionale et donc la politique russe était compatible avec la perspective américaine. En plus, puisque la Russie était le seul pouvoir capable à créer la stabilité dans le territoire de l'ancien Union soviétique où il se trouvait des conflits régionaux, les efforts russes pour la solution des conflits auraient une grande importance. Le Président Clinton dans son discours au peuple russe, en janvier 1994 avait décrit la mission du maintien de paix de l'armée russe comme très utile pour la stabilisation de la situation politique de la Géorgie et il a exprimé la ressemblance de cette sorte d'engagement dans l'entourage de la Russie avec l'engagement américain dans le Panama et le Grenada qui se trouvaient dans l'entourage américain.⁴⁰ C'est-à-dire que la Transcaucasie et l'Asie centrale ont été considérées par le gouvernement américain comme l'arrière cours de la Russie⁴¹ qui avaient besoin des conseils russes.

Les administrations de Bush et de Clinton étaient principalement intéressées à changer la structure politique et économique de la région vers la démocratie et l'économie de marché libre, à la dénucléarisation de chaque Etat ex-soviétique et à libérer la région des influences extrémistes qui se trouvaient dans des tendances islamiques.⁴² En donnant l'importance fondamentale à l'idée de la situation « *win-win* », la situation de gagner pour tout le monde, pour atteindre aux buts déterminés, les Etats-Unis ont supporté l'idée de la réforme en Russie. Selon le projet, la manière occidentale de la Russie allait assister les Etats de la Transcaucasie. La coopération avec Moscou était par conséquent essentielle dans ce chemin puisqu'elle formait un exemple et une base pour les autres. « Si la réforme réussit en Russie, c'est plus possible qu'il réussisse dans les Etats avoisinants ». Cette idée régnait dans la politique américaine envers la région dans la première partie des années 90. Comme le secrétaire d'Etat adjoint américain Strobe Talbott a exprimé dans la Conférence d'affaire des Etats-Unis d'Amérique et d'Asie Centrale du 3 mai 1994, « le succès

³⁹ *ibid.*

⁴⁰ *ibid.*

⁴¹ Brenda Shaffer, "US Policy", *The South Caucasus: A Challenge for EU Chaillot Papers* No: 65, EU Institute for Security Studies, Paris, December, 2003, p.55

⁴² Stephan Blank, "Energy....op.cit.", p.396

dans un pays aurait une influence sur les régions environnantes »⁴³ La déclaration de Bill Clinton en 1994 a prouvé aussi l'importance attribué à la Russie :

*« La Russie est un Etat clé dans cette considération. Si nous pouvons soutenir la consolidation des réformes démocratiques et du marché en Russie (et aussi des autres Etats de la Caspienne), nous pouvons aider à la transformation d'une menace précédente pour la région en un partenaire diplomatique et économique. De plus, nos efforts en Russie, en Ukraine et pour les autres Etats élèvent la probabilité de réductions soutenues pour les armes nucléaires et pour l'acquiescement aux accords de non-prolifération internationaux. »*⁴⁴

b. La construction de la démocratie et l'Acte pour le soutien de la liberté

Le soutien pour le développement des institutions démocratiques dans la région était l'une des plus importantes parties de la politique américaine étrangère sur la Transcaucasie. Ce sujet a été exprimé plusieurs fois dans les déclarations et a été considéré comme une étape nécessaire pour attirer les investissements étrangers à la région. D'après le point de vue américain, le développement de l'économie de marché ouvert et le système démocratique allaient encourager les investissements privés étrangers et l'interaction commerciale avec le monde.⁴⁵

En dépit des déclarations américaines sur la volonté et le soutien pour la démocratisation des Etats transcauciens, il n'était pas possible de réaliser aucun progrès en pratique à cause de la continuité des systèmes autoritaires dans ces Etats. Bien que les déclarations américaines aient accentué l'importance de la démocratie pour les relations stables avec les Etats-Unis, des politiques systématisées seulement pour la région n'ont pas pu être réalisées. Pour la promotion de la démocratisation, les programmes d'assistance techniques et d'instruction sur le pouvoir

⁴³ Stephan Blank, "Russia's Back in Central Asia", *Middle East Quarterly*, June 1995, vol.2, no.2, voir le site Internet <http://www.meforum.org/article/254> . Cette source réfère à "Strobe Talbott, "Promoting Democracy and Prosperity in Central Asia," le discours dans la conférence d'affaire des EU et d'Asie centrale (*the U.S.-Central Asia Business Conference*), Washington, D.C., le 3 mai 1994, dans U.S. Department of State Dispatch, V, no. 19, May 9, 1994, p. 280."

⁴⁴ Stephan Blank, "Energy...", op.cit., p.397.

⁴⁵ Silk Road Strategy Act of 1999- 106th Congress. Voir le site Internet: <http://www.eurasianet.org/resource/regional/silkroad.html>

gouvernemental, les parties politiques, les électeurs, les lois électorales et le respect de droit de l'homme auraient été appliqués. Mais la réussite de ces programmes est argumentative à cause des situations domestiques établies dans ces Etats qui étaient très difficiles à changer.

Les Etats-Unis imaginaient premièrement de réaliser la transition des élites politiques du système ancien, aux élites nationalistes, pro-occidentales et démocratiques. Les fonctionnaires de l'ancien Parti communiste dominaient les élites politiques des NEI et c'était un obstacle pour la démocratisation. Le président d'Azerbaïdjan Aliev et le président de la Géorgie Chévardnadzé étaient les anciens directeurs de KGB et ensuite le premier secrétaire de la Partie communiste de République soviétique d'Azerbaïdjan et de Géorgie respectivement. Aliev était le membre de Politburo, Chévardnadzé était le dernier ministre des Affaires étrangères d'URSS. En plus, en Azerbaïdjan les deux anciens présidents Moutalibov et Eltchibey avaient été obligés de résigner. Moutalibov s'est enfui de Bakou et Eltchibey avait reçu un coup militaire et avait quitté le pays. Malheureusement le changement des structures politiques était très difficile malgré que la démocratisation fût la priorité des Etats-Unis.

Le gouvernement américain était le premier gouvernement occidental ayant fourni de soutiens financiers pour le processus de transition des républiques anciennes soviétiques. La promotion de la démocratie et d'économie de marché a été appliquée par l'Agence des Etats-Unis pour le développement internationale (USAID -*US Agency for International Development*) dans le cadre de l'Acte pour le soutien de la liberté (*Freedom Support Act*) décrété en 1992 qui était un programme d'assistance de longue durée. Pendant les années fiscales entre 1992 et 2002, l'assistance du gouvernement américain dans le cadre de cet acte envers les Etats de la Transcaucasie, était de 2,9 milliards de dollars.⁴⁶

Les Etats Unis sont devenus le plus grand donneur pour l'Arménie et la Géorgie. La plupart des aides ont adressé le besoin d'alimentation, d'abri, de médecine et d'énergie. Les aides pour l'Arménie se sont aussi concentrées pour l'amélioration

⁴⁶ Zeyno Bararn, « The Caucasus : Ten Years after Independence : *The Washington Quarterly*, Vol.25, No.1, Winter 2001, p.233

des mauvaises conditions causées par le blocus⁴⁷ de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. En 1993, les Etats-Unis ont alloués 195 millions de dollars pour l'Arménie.⁴⁸ Les crédits de semence étaient spécialement importants pour que la Géorgie évite la famine juste après l'indépendance. La quantité d'assistance allait augmenter parallèlement avec l'importance de la Géorgie pour les intérêts américaines dans les années suivantes.

Dans la phase initiale de la politique américaine sur la Transcaucasie, le lobby arménien qui profite de la situation imprécise de la politique américaine sur la région a utilisé son influence sur le Congrès pour diluer l'Azerbaïdjan dans la politique internationale et donc l'Azerbaïdjan a été exclu du contenu de l'Acte pour le soutien de la liberté avec la section 907 qui interdisait l'assistance directe du gouvernement américaine au gouvernement d'Azerbaïdjan jusqu'à ce que le Président détermine que le blocus sur l'Arménie a été soulevé et l'Azerbaïdjan a cessé les actions agressives envers l'Arménie et le Haut Karabakh a amélioré la situation sur les droits de l'homme dans son territoire.⁴⁹ Cette décision du Congrès américain a diminué la compétitivité des compagnies américaines et a causé le ralentissement du développement des relations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Azerbaïdjan qui était l'une des parties du conflit du Haut Karabakh avec l'Arménie qui prenait la plus grande part des assistances américaines.

La section 907 était seulement pour la sanction de l'Azerbaïdjan qui était tout aussi coupable que l'Arménie dans ce conflit. En plus, les Etats-Unis n'ont pas remarqué que ni l'Azerbaïdjan, ni la Turquie n'étaient pas capables de bloquer l'Arménie qui avait des relations économiques avec la Russie et l'Iran. Ainsi, le terme « embargo » allait être mieux placé que le terme « blocus » comme l'Azerbaïdjan défendait dans le plateforme internationale.⁵⁰

La section 907 avait un aspect contradictoire avec la politique étrangère américaine. Les assistances des Etats-Unis pour les NEI dans le cadre de l'Acte pour le soutien

⁴⁷ D'après l'Azerbaïdjan, ce n'est pas blocus, mais bien plus un embargo à cause de la guerre entre deux pays.

⁴⁸ Voir Newsweek, le 8eme Août 1994

⁴⁹ *Country Anaysis Brief-Azerbaijan*, Août 2006, voir le site Internet <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Azerbaijan/Background.html>

⁵⁰ Svante Cornell., *Small Nations...op.cit.*, p. 369.

de la liberté étaient particulièrement aux niveaux gouvernementales pour la promotion des réformes économiques, politiques et sociales. Mais les aides américaines à l'Azerbaïdjan ont été envoyées à l'intermédiaire des organisations non gouvernementales (ONG) et la plupart aux organisations opposées de l'administration d'Azerbaïdjan. Malgré le discours pour la stabilité dans la région, les Etats Unis étaient en train de soutenir *de facto* les mouvements révolutionnaires dans l'Azerbaïdjan.⁵¹

La tendance du département d'Etat américain était toujours négative pour la section 907 en faveur de l'Azerbaïdjan de peur que l'Azerbaïdjan rentre dans l'orbite de l'Iran. En plus au début de sa présidence, Aliiev avait donné l'impression d'une politique étrangère contre les valeurs occidentales en saisissant les comptes bancaires des investisseurs étrangers parmi les quels il y avait des américaines. Après 1993, l'administration de Clinton a commencé à donner des propositions au Congrès pour élever la section 907. Clinton a aussi envoyé une lettre à Aliiev exprimant ses inquiétudes sur le problème du Karabakh et attirant l'attention aux négations dans les relations bilatérales affectées par la section 907, il promettait que l'assistance continuerait par des ONG. En plus, après que le conflit du Haut Karabakh avait intensifié en 1993, les Etats-Unis ont refusé enfin la réclamation arménienne qui exprimait que l'Arménie n'était pas l'une des parties du conflit.

Après les déclarations des indépendances, les Etats-Unis ont reconnu immédiatement les NEI et les relations diplomatiques ont été établies jusqu'au milieu de 1992. Les buts majeurs des politiques américaines envers les NEI contenaient premièrement, la stimulation de la stabilité avec la démocratisation ; deuxièmement le développement des économies de marché libre et de commerce dans les NEI ; troisièmement la dénucléarisation dans les Etats non russes, et pour finir, le développement sur les droits de l'homme. Plus précisément, les Etats-Unis s'étaient intéressés à quatre sujets dans la Transcaucasie qui furent l'avenir de la Russie et des armes nucléaire, le conflit du Haut Karabakh comme la cause de la déstabilisation et les ressources du bassin caspien au niveau régional en plaçant la Russie au centre de la politique étrangère.⁵²

⁵¹ Thomas Goltz, "Catch 907 in Caucasus", *The National Interest*, No.48, l'été 1997, p.41.

⁵² Kamil Ağacan "ABD'nin...., op.cit.", p.33

B. LA PERCEPTION AMERICAINE FACE A LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE

La politique russe sur la région n'a pas reflété une voix cohérente pour sa détermination des priorités même si elle n'a pas prouvé qu'elle désirait ou méritait le rôle de chef dans la région vers la démocratisation et la libéralisation de l'économie. Comme les Etats-Unis ont supporté le résultat de « *win-win situation* » dans sa politique étrangère, les développements ont montré qu'en phase pratique, rien n'était en ligne avec l'identification théorique de la politique. La Russie n'avait pas montré de bonne volonté pour tenir la place principale, pour ouvrir l'économie de la région aux investisseurs de l'Ouest ou incorporer les structures politiques des NEI aux structures politiques occidentales malgré sa volonté au début

La réaction immédiate au démembrement de l'Union soviétique était un état de confusion qui avait duré pendant la phase initiale de la construction de l'Etat russe. En effet, la Russie devait identifier son existence avant de définir les orientations politiques vers les républiques ex-soviétique. Cela voulait dire *de facto* que Moscou avait abandonné politiquement et militairement le contrôle sur les trois républiques du Caucase du Sud. Cependant, il n'y avait aucun consensus dans les cercles politiques russes sur ce développement⁵³

Il y a avait quatre idées principales dans la politique étrangère russe sur la région, dont les poids ont changé dans le temps, selon les acteurs politiques russes, la situation politique du pays et les développements politiques dans la structure politique mondiale qui affectent le statut et la position économique de la Russie. Une conclusion pourrait être exprimée dès le début : La Russie a vu la région comme une "grande arrière-cour du pouvoir" et n'a pas fait une tentative de coopération avec les pouvoirs de l'Ouest concernant les politiques de la région.

⁵³ Svante Cornell, *Small Nations...*, *op.cit.*, p.334.

Les politiques russes pourraient être groupées en quatre catégories ; les deux sont des points de vue idéalistes et les autres sont pragmatiques, incluant des subdivisions parmi eux, qui essaient d'affecter la politique étrangère.⁵⁴

La première catégorie idéaliste représentée par Andréi Kozyrev, et Yegor Gaidar, encourage les politiques pro-occidentales. L'idée principale de ce groupe est l'intégration politique, économique et si nécessaire militaire de la Russie à l'Ouest. D'après eux, il y a une corrélation entre les sujets globaux et régionaux, comprenant le contrôle des armes et la résolution des conflits. Ce groupe est indifférent aux relations avec son étranger proche (*near abroad*), particulièrement avec la Transcaucasie et les républiques de l'Asie Centrale.⁵⁵

Le deuxième groupe idéaliste est formé par les communistes actifs et les néo-impérialistes et représenté par Alexander Lebed et Konstantin Zatulin. Le but de ce groupe est la restauration de l'Union soviétique dans les affaires étrangères et la réunification politique, économique et militaires des nations ex-soviétiques. Bien qu'ils supportent l'idée de réunification, ils ne défendent pas la réunification en utilisant la force militaire. Le groupe est soupçonneux de l'Ouest et ils demandent que l'Ouest reconnaisse les intérêts spéciaux, les droits et les responsabilités russes dans l'étranger proche qui était sous la légitimité de l'Union soviétique auparavant. Le groupe propose la diversification des partenaires politiques et économiques avec l'Iran, la Chine et l'Inde et l'expansion dans exportations d'armes et de technologie nucléaire pour obtenir la devise forte nécessaire.⁵⁶

Le troisième groupe est le groupe libéral pragmatique représenté par Vladimir Lukin, Grigory Yavlinsky, Sergei Karaganow ve Alexei Arbatov. Leurs idées sont en faveur de l'Ouest, mais elles supportent les politiques et les priorités de sécurité fondées sur la position géopolitique et la situation transitionnelle de la Russie. Ce point de vue attribue la plus haute priorité aux relations avec les autres anciennes républiques soviétiques. D'après ce groupe, il doit exister des concessions et des flexibilités maximales dans les relations, avec l'exception sur la conservation du

⁵⁴ Alexei Arbatov, "Russian Domestic Politics, Foreign Affairs and Geopolitical Consideration", dans David Carlton and Paul Ingram (ed), *The Search for Stability in Russia and the Former Soviet Bloc*, England: Ashgate Publishing Company, 1997, p.15.

⁵⁵ *ibid.*

⁵⁶ *ibid.*, p.16

contrôle centralisé sur les armes nucléaires et de l'élimination de ceux qui sont en dehors de la Russie. Le groupe accueille les modèles de développement économique et politique de l'Ouest et ils défendent des relations plus fortes et plus stables avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN) et le Japon. Ils expriment que l'amélioration des relations avec l'Ouest n'est pas égale à l'acceptation de toutes les propositions des gouvernements occidentales. Le refus des espérances imaginaires pour le statut économique et politique de la Russie dans l'avenir est un point principal pour empêcher les déceptions de l'Etat russe.⁵⁷

Le quatrième groupe se compose des nationalistes radicaux et est caractérisé comme le groupe pragmatique réactionnaire. Dans la partie extrême, le groupe contient aussi le fascisme. Les défenseurs du groupe désire la renaissance de la supériorité russe avec les idées du grand nationalisme russe et le christianisme orthodoxe. Les politiques de ce groupe sont contre l'Ouest et les antisémites. La réformation de l'Union soviétique est préconisée, et si nécessaire, même la force militaire pourrait être utilisée pour ce but. Le groupe est préparé à former des alliances avec les régimes radicaux comme l'Irak, la Libye, la Corée du Nord et le Cuba et en plus, encourage la prolifération nucléaire à réduire le contrôle de l'Ouest. Ils préconisent aussi l'abolition de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la division du monde dans des sphères d'influence. Le groupe s'oppose au traité START II et au Traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (*Treaty on Conventional Forces in Europe- CFE*). Ils défendent l'intervention militaire ouverte à côtés des séparatistes dans les Etats Baltique, la Crimée, le Moldova et la Géorgie.⁵⁸

Svante Cornell regroupe ces différentes idées en deux écoles générales comme les « Euroatlantistes » qui ont des politiques pro-occidentales et réformistes et les « Néoeurasianistes » qui sont conservateurs.⁵⁹ Pendant la période initiale, les deux premières années après la dissolution du système soviétique, l'école des euroatlantistes dominait la politique étrangère de la Russie mais en 1993, les effets eurasiens ont commencé à influencer dans les affaires étrangères.

⁵⁷ *Ibid.*, p.16-17

⁵⁸ *ibid.*, p.17-19.

⁵⁹ Svante Cornell, *Small Nations...*, *op.cit.*, p.336.

Le ministre des Affaires étrangères de la Russie Andrei Kozyrev étant le représentant du premier groupe exprimé que l'intégration aux institutions occidentales devait être la priorité de la Russie, car les réformes économiques étaient vitales pour la formulation de la politique étrangère et le développement social. Cela allait faire de la Russie une puissance importante mais normale. Parallèlement à la perspective américaine, une Russie intégrée au système euroatlantique serait un exemple pour les Etats moins développés. Kozyrev a soutenu les efforts américains contre l'Irak, les sanctions américaines contre le Libye et a établi des relations diplomatiques avec l'Israël. Seulement sa politique envers l'Iran était plus différente que celle des Etats-Unis.⁶⁰ Les politiques pro-occidentales ont entraîné des responsabilités internationales à la Russie par la possession des armes nucléaires et de la chaise permanente dans le Conseil de sécurité de l'ONU en excluant les ambitions pour l'hégémonie mondiale que l'URSS possédait dans le passé.⁶¹ La coopération avec l'OTAN et l'initiative de défense stratégique des Etats-Unis sont des sujets de débats dans cette période.

Le problème principal de cette politique était la faiblesse de la plateforme politique dans le pays. Les institutions académiques, les think-thanks et le média ont été ignorées et leurs participations aux affaires étrangères n'ont pas été supportées. Cette politique est restée dominante seulement pendant que le ministère des Affaires étrangères soit le principal acteur dans la formulation de la politique étrangère car il y avait des organisations bureaucratiques qui étaient en compétition avec lui pour influencer la politique russe.

Pendant les deux années, suivant la fin de la Guerre Froide, cette politique moderne n'a pas créé des politiques précises sur plusieurs problèmes hérités du système soviétique. En plus, la reconnaissance de l'importance de la continuation des relations avec les anciennes républiques soviétiques de la Transcaucasie et l'Asie centrale, a échoué. Même James Baker a visité la région plus tôt que Kozyrev et la Russie a établi des ambassades dans cette région après les Etats-Unis, la Turquie et l'Iran. En même temps que le déclin de l'économie continuait, les rajustements structurels étaient au ralenti, l'assistance internationale était ineffective et les investissements privés étaient insignifiants. Ainsi les puissances conservatives

⁶⁰ *ibid*, p.337

⁶¹ *ibid*

comme l'armée, le complexe militaire industriel et les services de sécurité, sont devenus populaires et dominants.

Le point central du criticisme des eurosianistes pour Kozyrev, était sur son orientation occidentale. D'après eux, l'Ouest n'est pas nécessairement l'ami de la Russie ; dans leurs relations il n'y a pas d'amitié permanente, il y a seulement des intérêts permanents. Cet argument portant des ressemblances semblance à l'école néo-réaliste, affirme que l'Ouest favorise l'unipolarité au lieu d'un monde multipolaire et que les Etats-Unis remplaceront la Russie dans l'Europe centrale, le Caucase et l'Asie centrale. Le rôle de la Russie comme une grande puissance doit être fortifié et les alliances doivent être établies pour riposter contre les raisons de déstabilisations. « Selon les conservatistes, l'époque de la pensée optimiste romantique a duré trop longtemps et a causé la grave confusion des buts normatives tout comme celle de la démocratie et les droits humaines avec les intérêts nationales »⁶²

Le nouveau courant a commencé à influencer le gouvernement en décembre 1992. Le Premier ministre réformiste a été remplacé par le centriste Viktor Tchernomyrdine qui avait d'importantes liaisons avec l'industrie pétrolière. En même temps, pendant la conférence de CSCE à Stockholm, Kozyrev a critiqué l'influence occidentale dans les Etats baltiques et a demandé de terminer les sanctions contre le Serbie qui pourrait obtenir le support militaire de la Russie. Au début du mois janvier en 1993, Eltsine a critiqué lourdement le bombardement américain en Irak, et a renforcé les ventes militaires et les liens avec l'Iran et comme cela il a affirmé la priorité de la Russie dans l'espace post-soviétique. Malgré ce nouvel assaut politique d'Eltsine pour la recherche de l'équilibre entre les dynamiques domestiques et étrangères, l'opposition entre Eltsine et le parlement qui était conservateur, n'ont pas cessé. Enfin, Eltsine a ordonné à l'armée de prendre de mesures sérieuses envers le parlement. Ce succès a emmené Eltsine à suivre des politiques plus assertives et révisionnistes et il a signé la nouvelle doctrine militaire de la Russie qui identifie les menaces pour la sécurité nationale comme les guerres locales près de la frontière russe, les expansions des alliances militaires et la

⁶² ibid p.339

discrimination des citoyens russes à l'étranger.⁶³ Cette doctrine a attribué une importance spéciale à la stabilité des régions en frontière de la Fédération de Russie. Comme Richard F. Staar a exprimé, la Russie a déclaré une sphère d'influence qui se rencontre à laquelle de l'URSS.

Bien que la nouvelle doctrine soit la preuve de la concrétisation des orientations hégémoniques sur la région de la Transcaucasie, la Russie était considérée par les Etats-Unis comme un candidat pour le partenariat, spécialement dans la première moitié des années 90. La Russie était permissionnaire de ce qu'elle voulait faire dans son arrière cours, à moins qu'elle touche aux intérêts américains. Donc, la nouvelle doctrine militaire de la Russie n'a pas dérangé Washington en première étape.⁶⁴ Si la Russie était satisfaite de sa situation, cela ferait l'administration américaine aussi contente de sa situation, puisque la Russie était le premier acteur par qui les Etats-Unis étaient concernés d'après « *Russia first policy* ». Cette perspective changera parallèlement à celle de la Russie et aux développements énergétiques de la région.

C. L'IMPLICATION DE LA POLITIQUE AMERICAINE DANS LA TRANSCAUCASIE

1. Les conflits régionaux et le rôle des organisations internationales

Après le démembrement de l'Union soviétique, le control militaire et politique, centralisé par l'URSS a disparu et a causé un vide de pouvoir dans la région où il se trouvait une diversité ethnique. Ce vide a créé un environnement convenable à l'émergence des conflits ethniques et il a qualifié le Caucase des « Balkans de l'Eurasie »⁶⁵. Dans la phase initiale de la politique étrangère américaine sur la région, l'existence des organisations internationales n'était pas visible. La raison principale de ce fait se basait dans la priorité de la politique américaine qui abandonnait la région à la responsabilité de la Russie. La Transcaucasie était seulement un domaine d'intérêt au lieu d'être un domaine de responsabilités.

⁶³ Kamil Ağacan, "ABD'nin...", op.cit.", p.35

⁶⁴ Zbigniew Brzezinski,, "Premature ... , op.cit." p.70.

⁶⁵ Zbigniew Brzezinski, *Büyük Sanraç Tahtası, Amerika'nın Küresel Üstünlüğü ve Bunun Jeostratejik gereklilikleri*, İstanbul, İnkılap, Kitabevi, 2005,p.59

Les conflits de la région sont constitués par les mouvements séparatistes dans le Haut Karabakh, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Bien qu'il y ait beaucoup de différences entre eux, ils ont plusieurs points communs. Premièrement, tous ces conflits sont territoriaux et ethniques. Même s'ils sont considérés qu'ils sont religieux, ce n'est qu'un malentendu. Le conflit du Haut Karabakh est un problème entre les musulmans azéris et les chrétiens arméniens. Mais l'Azerbaïdjan, étant un Etat séculaire, ne possède pas de signe du fondamentalisme islamique. En plus l'Iran, un Etat islamique, soutient l'Arménie en toutes occasions. Dans le cas du conflit sur l'Ossétie du Sud, les deux parties du conflit, les Géorgiens et les Ossètes sont des chrétiens orthodoxes. Deuxièmement, tous ces conflits sont utilisés par la Russie pour intervenir politiquement et parfois militairement dans la région. L'adhésion à la CEI est un bon exemple de la pénétration russe dans la région car les problèmes ethniques ont obligé la Géorgie et l'Azerbaïdjan de participer à la CEI orientée par la Russie.

Quant aux différences, seulement le conflit sur le Haut Karabakh a causé à une guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie tandis que les autres sont restées dans le territoire d'un seul pays. En plus le conflit du Haut Karabakh a affecté les relations entre les Etats-Unis et l'Azerbaïdjan en raison de l'efficacité puissante du lobby arménien aux Etats-Unis.

a. Le conflit de l'Ossétie du sud

Les minorités ethniques de la Géorgie ont commencé les actions séparatistes à la fin des années 80. Les agitations ont débuté sur les demandes de proclamation de la langue ossète comme l'une des langues officielles de la Géorgie. Ensuite les idées de réunification avec l'Ossétie du Nord et de devenir une partie du territoire russe se sont étendues et en 1990, le changement du nom de cet oblast a eu lieu. Celui-ci est devenu la République de l'Ossétie du Sud. En décembre, le parlement géorgien a pris la décision de suspendre l'autonomie de l'Ossétie du Sud. Par la suite, les mesures répressives ont été prises par le président Gamsakhourdia et les forces géorgiennes et ossètes se sont confrontés environ 18 mois. Eltsine a pris la responsabilité de médiateur et en juillet 1992, l'accord du Dagomis a été signé où une force pour maintenir la paix a été arrangée, comprenant les ossètes, les géorgiens et les russes,

appelée la Force conjointe de maintien de la paix en Ossétie du Sud. En pratique, cette force allait être constituée principalement par des troupes russes.

Le peuple américain a connu le conflit de l'Ossétie du Sud grâce aux photographes de la répression géorgienne. La manière officielle américaine sur ce conflit était la même avec celle du Haut Karabakh. Les Etats-Unis étaient pour la prédominance de l'intégrité territoriale basée sur l'autodétermination.

Le rôle de Washington dans le conflit était déterminé seulement par les assistances humanitaires. Les Etats-Unis avaient confiance en programme d'assistance bilatérale pour développer l'administration et la gouvernance de Tbilissi et en financement des ONG comme la Commission internationale de la Croix rouge pour le progrès social. Les Etats-Unis ont soutenu les efforts des organisations internationales comme celles de l'OSCE.

b. Le conflit de l'Abkhazie et les efforts de l'ONU

La discussion sur l'indépendance de l'Abkhazie a commencé au début de 1989. Après que le Suprême Soviet d'Abkhazie a déclaré son indépendance, l'escalade des événements a obligé la Géorgie à une intervention militaire en Abkhazie en 1992.

Pendant la guerre, la Russie a essayé de prendre l'avantage à travers la faiblesse de la Géorgie. En effet elle a soutenu militairement les facteurs qui étaient contre le pouvoir géorgien comprenant le support à l'ancien président Gamsakhourdia en même temps que les abkhaz qui étaient en train de gagner une victoire à Soukhoumi en 1993. D'après le plan russe, la Géorgie allait être obligée de participer à la CEI ou de permettre à l'installation des bases militaires russe dans ses territoires. Enfin la Géorgie a demandé l'aide de la Russie aux prix de la promesse pour la participation à la CEI.⁶⁶

La Géorgie attendait le soutien occidental spécialement après l'élection de Chévardnadzé à la présidence. En octobre 1992, l'ONU a approuvé pour la première fois sa mission d'observateur dans un des NEI, nommé l'UNOMIG (*United*

⁶⁶Svante Cornell, *Small nations....op.cit.*, p.350-352.

Nations Observer Mission in Georgia) pour aider l'atteinte d'un accord entre les parties du conflit. Le premier groupe d'observateur sans armes a été envoyé le 27 juillet 1993 dans le but de contrôler l'application du premier armistice. Mais malheureusement l'armistice n'a été conclu qu'au milieu de septembre.

Les Etats-Unis ont soutenu les efforts multilatéraux pour la résolution des conflits qui étaient dans le territoire géorgien, comme le CSCE pour surveiller la situation et les efforts du Secrétaire générale de l'ONU. Les Etats-Unis ont participé aussi au groupe appelé les Amis de la Géorgie (*FOG-Friends of Georgie*). Les membres de ce groupe étaient les Etats-Unis, l'Allemagne, la France (comme le coordinateur), le Royaume-Uni et la Fédération de Russie et son but principale était « la formation des documents sur la distribution des qualifications constitutionnelles entre Soukhoumi et Tbilissi avec le respect pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie»⁶⁷. En 1997, les Amis de la Géorgie ont adopté le nom des Amis du Secrétaire générale pour la Géorgie. Le groupe a été reconnu comme l'observateur officiel au Forum de Genève qui est une initiative conjointe du Bureau Quaker auprès des Nations Unies.

Les Etats-Unis n'étaient pas actives dans la solution des conflits géorgiens contraire à leur manière dans le conflit du Haut Karabakh. Les efforts de la Russie pour la médiation ont limité le rôle américain. C'était une position concordante avec la politique étrangère basée sur la priorité de la Russie. Eltsine devait être soutenu à tout prix étant le symbole de la démocratisation et de la libération de la Russie. Également les Etats-Unis respectaient à la capacité militaire et stratégique de la Russie qui était l'héritier du pouvoir de l'Union soviétique.⁶⁸

⁶⁷Voir le site, <http://www.mfa.gov.ge/intorg.html>

⁶⁸ Svante Cornell, *Small nations ... op.cit.*, p.372.

c. Le problème fondamental de l'Azerbaïdjan : le conflit du Haut Karabakh

Le conflit du Haut Karabakh était un des conflits majeurs de la région qui est internationalisé, puisqu'il est présenté entre deux Etats indépendants comme l'Azerbaïdjan et l'Arménie qui sont devenus le membre du CSCE en 1992. En outre, il a attiré l'attention internationale au regard de la route projetée pour la transportation du pétrole et du gaz caspien au marché occidental.

La lutte a commencé en 1988 mais la guerre complète a éclaté en 1992 à cause des demandes arméniennes pour l'indépendance absolue du Karabakh ou bien son absorption par l'Arménie. Le 9 mai 1994, un armistice qui est encore en vigueur, a été déclaré. Le résultat du conflit était que l'Azerbaïdjan avait perdu 20 % de son territoire et à peu près 750,000 Azéris avaient été forcés de se déplacer. L'Azerbaïdjan a commencé à appliquer l'embargo économique en Haut Karabakh et en Arménie en tant que contre-mesure.

Actuellement le problème apparaît dans une situation ni de paix, ni de guerre (*neither-peace-nor-war mode*)⁶⁹ Il est possible que l'Azerbaïdjan utilise son revenu pétrolier pour augmenter sa capacité militaire si une solution diplomatique n'est pas trouvée. Dans ce cas, l'Arménie aussi essaiera à améliorer sa force militaire. C'est-à-dire, son revenu lié à la production pétrolière peut créer un environnement convenable aux instabilités.

Donc la solution du conflit est très importante comme auparavant. Dans la période juste après la fin de la Guerre Froide, l'efficacité des Etats-Unis était vitale. Mais le plus grand obstacle était la section 907 de l'Acte pour le soutien de la liberté qui interdisait l'assistance directe du gouvernement américain au gouvernement d'Azerbaïdjan jusqu'à ce que le Président détermine que le blocus sur l'Arménie a été soulevé et l'Azerbaïdjan a cessé les actions agressives vers l'Arménie et le Haut Karabakh et a amélioré la situation des droits de l'homme sur ses territoires. La

⁶⁹ Rajan Menon, "Treacherous Terrain: The political and Security Dimension of Energy Development in the Caspian Sea Zone", *NBR Analysis*, US The National Bureau of Asian Research, les Etats-Unis, Vol.9, No.1, Février, 1998, p.8-11.

section 907 a limité l'influence des Etats-Unis sur la solution du conflit et les développements des projets de pétrole et de gaz d'Azerbaïdjan.

Au début des années 90, l'engagement des Etats-Unis pour la résolution du conflit était au minimum puisqu'ils préféraient de jouer un rôle dans les efforts multilatéraux. Le secrétaire d'Etat américain James Baker après sa visite à Bakou, exprimait que le gouvernement américain s'intéressait à trouver une solution au problème dans le cadre de CSCE.⁷⁰ L'intervention politique américaine n'était pas possible à ce stade puisque les Etats-Unis n'avaient pas eu d'intérêts directs dans la région et qu'ils furent occupés par des autres sujets internationaux.

Dès le début de la guerre, les médiations ont été utilisées par les acteurs différents comme la Russie, le Kazakhstan, l'Iran, l'OTAN et la CSCE, mais aucune d'entre-elles n'avaient de réussi. Dès 1992, le processus de paix a été adopté par la CSCE dans laquelle le group de Minsk a été établi par l'Azerbaïdjan, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Arménie, la République tchèque, la République slovaque, la Russie, le Belarus, la Turquie, la Suisse, l'Italie et la France. Cette organisation a diminué l'importance des efforts de CEI pour la solution du conflit le 24 mars 1992. Le premier groupe d'observateur était dans la région après l'attaque arménienne et l'ancien secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, a été chargé comme le chef de la mission en raison de sa réussite au sujet de Yougoslavie. Les autres missions et les réunions ont suivit les uns aux autres, mais malheureusement aucune réussite n'a été achevée.

Parmi les membres du groupe de Minsk la différence des opinions était visible. La Russie et la France suivaient une politique en faveur de l'Arménie, en même temps la Turquie et certains Etats d'Europe étaient pour l'Azerbaïdjan. Il n'est pas possible de dire que les Etats-Unis avaient bien compris la nature du conflit.. Malgré que les demandes des Arméniens du Haut Karabakh sur la participation aux réunions avec le titre de la République du Haut Karabakh, les autorités américaines ont réagi dans la conférence de CSCE à Rome, James Baker leur a promis leurs participations aux négociations. Un autre exemple a été vécu pendant les disputes sur la proposition d'échange de territoire sous l'auspice des Etats-Unis. D'après le plan, l'Arménie

⁷⁰ Le monde, le 14 février 1992,

allait rendre Zangezur et recevoir le Haut Karabakh et le corridor reliant l'Arménie et le Haut Karabakh. L'Azerbaïdjan et l'Arménie n'ont pas accepté ce plan.

En 1993, G. Bush et Eltsine ont renouvelé le désir d'une solution dans le CSCE avec une déclaration commune. Après l'occupation du Kelbadjar, les Etats-Unis ont envoyé une lettre à l'Arménie et au représentant arménien du Haut-Karabakh en suivant les réactions parallèles du monde et la Turquie a immobilisé tous les aides destinées à l'Arménie. La position de Etats-Unis envers l'Arménie est devenue plus sévère qu'auparavant. Washington a retourné enfin les arguments arméniens en énonçant qu'Erevan était l'une des parties du conflit.

Dans la même année, l'ONU a répondu aux demandes de l'Azerbaïdjan et a adopté trois résolutions au sein Conseil de sécurité après avoir déclaré que l'Arménie était la deuxième partie en conflit qui se déroulait dans le territoire d'Azerbaïdjan. La première résolution numéro 822 exigeait « la cessation immédiate de toutes les hostilités et de tous les actes d'hostilité afin d'instaurer un cessez-le-feu durable, ainsi que le retrait immédiat de toutes les forces occupant le district de Kelbadjar et les autres régions de l'Azerbaïdjan récemment occupées » et demandait aux parties concernés de reprendre immédiatement les négociations en vue du règlement du conflit dans le cadre du processus de paix du Groupe de Minsk de la CSCE.⁷¹ Cette résolution n'as pas arrêté les attaques arméniennes et par conséquent le Conseil de sécurité a adopté d'autres résolutions numérotées 853 et 874, qui ont renouvelé généralement les points de la résolution numéro 822.

Dès 1994, même si les tentatives de la Russie pour la médiation ont accéléré, elle a dû voter pour la décision d'envoyer une force de maintien de la paix dans le cadre de la CSCE. En pratique il n'était pas possible d'appliquer ce plan jusqu'à ce qu'un accord de paix soit achevé.

La situation a changé un peu en 1996 quand les Etats-Unis a pris la position de co-présidents du Groupe de Minsk avec deux autres Etats dont la Russie et la France. Cela était une action parallèle au changement de la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie. La Russie s'est retirée de la Tchétchénie et les Etats-Unis avaient

⁷¹ Résolution 822 (1993) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3205e séance, le 30 avril 1993. voir le site Internet, <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/sres822.htm>

pris la plus grande portion dans les développements du pétrole caspien. La réapparition des actes de violence dans la région allait causer un chaos politique à Bakou; c'est pourquoi il était clair que la stabilité créait l'avantage pour les développements pétroliers. Le résultat de l'effectivité des Etats-Unis et le retrait de la Russie ont été observés lors du sommet de la CSCE à Lisbonne. La proposition de l'Azerbaïdjan a été approuvée par tous les membres de la CSCE à l'exception d'Arménie. Le communiqué final contenait trois principales qui étaient la reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, l'attribution au Haut Karabakh du degré le plus haut d'autodétermination à l'intérieur de l'Azerbaïdjan et la garantie de la sécurité pour l'ensemble de la population du Haut Karabakh. Le soutien américain était le plus important aspect de cette recherche de négociation.

Le sommet de Lisbonne a démontré que le rôle de Washington dans la résolution du conflit du Haut Karabakh a cultivé et les priorités stratégiques de la Maison Blanche ont commencé à influencer la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie.

2. Le nouveau domaine dans les relations : l'industrie pétrolière et le Contrat du siècle

Dans la phase initiale après la dissolution du système soviétique, les réserves pétrolières de la mer Caspienne ont été considérées au niveau régional pour le développement économique et social des Etats indépendants en même temps en créant des profits pour les investissements américains.

Les compagnies américaines ont commencé les négociations pétrolières de l'Azerbaïdjan pendant la période du gouvernement communiste en 1990. Durant l'administration de Moutalibov, les négociations se sont achevées au niveau de signer un accord. Le seul accord presque signé était avec *US Mega Oil Company*.⁷² Certaines recherches ne le considèrent pas comme un contrat réel et ils défendent

⁷² Les propriétaires de cette compagnie étaient trois vétérans des opérations américaines à Laos, Richard Secord, Heinie Adelhord et Ed Dearborn. Certaines recherches prétendent que c'est un appareil caché pour intervenir la région. Voir : Peter Dale Scott, "Al Qaeda, US Oil Companies and Central Asia An excerpt of a forthcoming book entitled The Road to 9/11", www.globalpolicy.org/security/natres/oil/2005/0730alqaeda.pdf

qu'il fût plutôt le financement de la protection du régime de Moutalibov contre l'instabilité dans la région.⁷³

Les initiatives au sujet d'énergie ont été accélérées par les dirigeants turques et azerbaïdjanais. Le 9 mars 1993, ils ont signé un accord visant à la construction d'un oléoduc qui relierait Bakou au terminal turc de Yumurtalik, au sud de Ceyhan, débouchant sur la mer Méditerranée. Puis, le 11 juin 1993, Aboulfaz Eltchibey a conclu un accord préliminaire concernant l'exploitation de gisements offshore avec les compagnies américaines l'Amoco, la McDermott, le Pennzoil, l'Unocal, ainsi qu'avec la compagnie britannique le British Petroleum (BP), la compagnie norvégienne la Statoil, et la Turkish Petroleum Corporation (TPAO), excluant toute compagnie russe du projet.⁷⁴

Le 18 juin 1993, un coup d'Etat a apporté au pouvoir Gaïdar Aliev, ancien membre du Parti communiste d'Azerbaïdjan. L'une des premières décisions qu'il a prise, était l'annulation des engagements de son prédécesseur. Le comportement des compagnies américaines et la politique étrangère des Etats-Unis se sont différenciés en ce point. Après que Eltchibey s'est enfui de Bakou, le consortium a accordé des aides financières au nouveau gouvernement.⁷⁵ Au contraire, les Etats-Unis soutenaient Eltchibey comme la Turquie et l'Union Européenne.

Au début, Aliev était prudent pour suivre une politique précisément anti-russe contrairement à Eltchibey. C'est pourquoi, il a annulé les accords signés entre l'Azerbaïdjan et le consortium. Comme on a mentionné, c'était une manœuvre pour gagner la confiance et l'aide de la Russie afin de sauver le pays de sa situation difficile. Dans un certain temps, cette politique allait se transformer en une politique de balance entre la Russie et l'Occident pour gagner la vraie indépendance. Mais la balance allait aussitôt changer en faveur des Etats-Unis grâce aux investissements pétroliers.

⁷³ Thomas Goltz, "Catch 907...op.cit." p.39-40.

⁷⁴ Annie Jafalian, L'"Oléoduc Bakou-Ceyhan", *Politique Etrangère*, No.1, Printemps 2004, p.152

⁷⁵ Edmund Herzig, *The New Caucasus, Armenia, Azerbaijan and Georgia*, Royal Institute of International Affairs, London, 1999, p.94.

Quand Aliev a commencé à renégocier les accords d'exploitation et de production du pétrole, l'Azerbaïdjan était en guerre avec l'Arménie et n'a pas pu trouver le support économique et politique de la Russie. Le pays devait fortifier sa situation économique et enfin Aliev a conclu un accord avec les représentants de onze compagnies pétrolières. Selon cet accord autrement dit le « Contrat du siècle », le consortium international alors créé « *Azerbaijan International Operating Company* » (AIOC) qui s'est engagé à investir 7,4 milliards de dollars sur une durée de trente ans pour exploiter trois gisements offshore Azéri, Chirag et Gunechli supposés contenir entre 9 milliards et 12 milliards de barils de pétrole⁷⁶

L'investissement total a été estimé entre 6 et 8 milliards de dollars et l'intention était la production de 4 milliards de barils de pétrole par année pour une période de trente ans. L'Azerbaïdjan allait recevoir le 80 pourcent de profit après la déduction des coûts des investissements et de la compensation de capitale. La compagnie russe, la Lukoil était aussi le membre de ce consortium.⁷⁷

Avec cet accord l'Azerbaïdjan a donné la première fois l'impression d'un Etat souverain et indépendant de la Russie. Après la signature de l'accord, l'Azerbaïdjan a rencontré des difficultés financières pour le commencement du projet dont le financement initial était 5 millions de dollars. L'Azerbaïdjan s'est figuré qu'il trouverait l'argent nécessaire en vendant une partie de la portion de SOCAR dans le consortium. L'Iran était prêt à payer 1.5 milliards de dollars à l'Azerbaïdjan. La plus grande réaction a été démontrée par les Etats-Unis et le 15 mars 1995, le Président des Etats-Unis Clinton a publié un décret-loi interdisant à toutes compagnies américaines d'investir dans l'exploitation des ressources pétrolières de l'Iran.⁷⁸ Au début du mois de mai, la mesure a été élargie, à quelques réserves près, à l'ensemble des importations et des exportations américaines en provenance ou à destination de ce pays. Les Etats-Unis ont prévenu la participation de l'Iran au consortium car les lois américaines avaient interdit à l'Iran de recevoir un soutien financier et des

⁷⁶ *Economist Intelligence Unit Country Profile –Azerbaijan, 1997-1998* p.21.

⁷⁷ Voir le tableau II.1.

⁷⁸ Annie Jaffalian, *La politique américaines concernant les enjeux énergétiques, dans la région de la mer caspienne, Analyse des interactions, entre les compagnies pétrolières, les pouvoirs publics, et les centre de réflexion*, Fondation pour la recherche stratégique, Février 2003, p.78. http://www.defense.gouv.fr/portal_repository/1744308598_0001/fichier/getData . La référence de la source pour le texte des décrets-lois adoptés par Bill Clinton les 15 mars et 6 mai 1995 concernant les relations commerciales avec l'Iran, voir respectivement : <http://www.iraniantrade.org/12957.htm> et <http://www.iraiantrade.org/12959.htm>

subventions, donc l'inclusion de l'Iran serait un obstacle pour recevoir l'aide financier des organisations internationales comme la Banque mondiale. La solution pour l'Azerbaïdjan a été fournie par le transfert égal de 10 % des parts de la SOCAR à la compagnie américaine l'Exxon et au TPOA après la compétition entre l'Exxon, la Mobil, l'Elf l'Aquitaine, l'Agip et la Shell. C'est ainsi que les firmes américaines comprenant 43, 8 % des parts du consortium étaient influents dans le consortium mais elles étaient en même temps des rivales qui avaient de intérêts différents et ils ne s'agissaient pas celles d'un group national.⁷⁹

Table II.1 : Les portions des compagnies d'AIOC au moment de la signature du contrat.⁸⁰

Compagnies	Parts	Pays
SOCAR	20 %	La Russie
British Petroleum (BP)	17,13 %	Le Royaume Uni
Amaco	17,1 %	Les Etats-Unis
Lukoil	10 %	La Russie
Penzoil	9,82 %	Les Etats-Unis
Unocal	9,52 %	Les Etats-Unis
Statoil	8,56 %	La Norvège
Mc Dermott	2,45 %	Les Etats-Unis
Ramco	2,08 %	Le Royaume Uni
Delta Nimir	1,68 %	L'Arabie Séoudite
TPAO	1,75 %	La Turquie

En 1995, l'Azerbaïdjan a rencontré à une autre difficulté à cause de la diminution de la production du pétrole du gisement Gunechli. Le crédit nécessaire était 20,8 millions de dollars pour les études de la faisabilité et pour la préparation des lois arrangeants la situation des compagnies pétrolières dans le pays et l'informatisation de l'industrie. Les Etats-Unis ont fourni le crédit par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui fait parti du groupe de la Banque mondiale en échange de la création d'un environnement légal pour faciliter l'opération des compagnies pétrolières américaines.

⁷⁹Rosemary Forsythe, *The politics of Oil in the Caucasus and Central Asia*, Adelphi Paper 300, UK, Oxford University Pres, Mars 1996, p.10

⁸⁰ *ibid.*, p.40.

Les corporations pétrolières se plaçaient dans une position très importante dès le financement jusqu'à l'exploitation du pétrole. Mais le voyage du pétrole continue avec sa transportation et sa distribution au marché mondiale. Bien que les corporations pétrolières soient dans le processus de la construction de l'oléoduc, le sujet de transportation du pétrole d'Azerbaïdjan était un sujet politique et constituait un autre part de la politique américaine.

Les projets de pétrole et de gaz naturel étaient les agents principaux pour influencer politiquement et économiquement la région surtout après 1994. Pour cette raison là, les Etats-Unis ont favorisé l'idée des nombreuses routes à la longue durée et au court terme pour l'exportation du pétrole de la région sans compter sur un seul oléoduc.⁸¹ Cette politique allait aider les Etats-Unis de diminuer les taux de douane et encourager la compétition commerciale dans la région. En même temps, de nombreuses routes d'exportation allaient protéger le marché mondial contre l'interruption de l'offre du pétrole. Par conséquent, la dépendance à une seule route allait donc être évitée par la politique américaine. Comme Sir Winston Churchill l'avait dit, « ...la sécurité et la certitude dans le pétrole se trouve seulement dans la variation. »⁸²

La politique américaine sur la transportation du pétrole et du gaz naturel peuvent être analysée par références aux deux phases de la production du pétrole Caspien ; le premier pétrole (*early oil*) et le pétrole principal (*main oil*). Les développements sur ce dernier seront analysés en détails dans la partie suivante du travail..

Dans phase du « premier pétrole », le pétrole allait être produit en petite quantité comme 80,000 de barils par jour pour la préparation du marché. Le premier pétrole procurait les études de la faisabilité pour la transportation et la vente du pétrole. C'est pourquoi les routes de transportation de pétrole aussi avaient deux phases : l'oléoduc pour le premier pétrole et l'oléoduc pour le pétrole principal. L'oléoduc de premier pétrole pourrait être en bas capacité de transportation. La réhabilitation des oléoducs existants était une option pour la transportation du premier pétrole. La raison

⁸¹ *ibid.* p.41

⁸² "On no one quality, on no one process, on no one country, on no one route, and on no one field must we be depend. Safetly and certainty in oil lie in variety and variety alone"
Daniel Yergin, *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*, New York: Simon&Schuster, 1991, p.160.

principale de la réhabilitation était totalement commerciale puisque le Consortium préférait l'option la plus avantageuse et facile à construire. Il demandait que la production et la commercialisation du pétrole commence le plus tôt possible.

Il se trouvait deux options principales pour la transportation de premier pétrole. C'étaient la route du nord et la route occidentale. La route du nord qui était le choix du Consortium constituait de la réhabilitation de l'oléoduc existant russe passant par la Tchétchénie à la porte russe de Novorossiisk. Mais la préférence des Etats-Unis était la route occidentale aussi dite la route géorgienne qui ne passe pas de la Russie. Après sa visite à Tbilissi, William White, le secrétaire d'Etat adjoint, a clairement déclaré que Washington supporterait l'option géorgienne si le gouvernement pouvait soutenir la sécurité de l'oléoduc.⁸³ Les Etats-Unis étaient en faveur de l'option géorgienne pour la construction de l'oléoduc de pétrole principale aussi. D'autre part, en soutenant l'option occidentale, l'administration américaine ne désirait pas exclure la Russie du projet parce que la coopération de la Russie avec l'Occident allait assister à la création d'un environnement plus stable.⁸⁴ Bien que les Etats-Unis soient en train de quitter son approche sur la priorité de la Russie dans la politique étrangère (*Russia first policy*), éloigner la Russie du système international serait un événement indésirable. L'engagement personnel de Bill Clinton à la discussion de l'oléoduc en était la preuve de l'intention américaine pour la coopération avec la Russie. Clinton a téléphoné à Aliiev en automne 1995 et lui a dit que l'oléoduc du nord pourrait être adopté en accord avec la route occidentale. Ce mouvement indiquait la tension de Clinton pour éviter l'hostilité entre la Russie et l'Azerbaïdjan.

La route de Bakou-Grozny-Novorossiisk avait quelques désavantages. Premièrement, elle donnerait au Moscou la possibilité de manipuler la transportation d'après ses intérêts. En dépit de cette constatation, cet oléoduc était la seule route fonctionnant, de l'autre côté, elle était dangereuse à cause du conflit tchétchène. Le deuxièmement désavantage pouvait être sur l'économie du région. Les données statistiques montraient que le revenu pétrolier de l'Azerbaïdjan pouvait être sur 2 milliards de dollars par année et la Géorgie pouvait obtenir minimum 500 millions de dollar par

⁸³ *Economist Intelligence Unit County Report-Azerbaijan*, 2e quarter, 1995, p.29.

⁸⁴ Michael P. Croissant, "US Intrests in the Caspian Sea Basin", *Comparative Strategy*, vol.16, 1997, p.359.

année grâce aux taxes de transit⁸⁵. Si on choisissait seulement la route du nord, la Géorgie serait dépourvue de cette ressource économique.

La Russie a essayé d'éviter la réalisation de la route géorgienne et a exercé une pression sur Chévardnadzé⁸⁶ Les Etats-Unis soutenait la Géorgie plus que possible. La position de l'Arménie dans le jeu de pétrole était modeste en raison du conflit du Haut Karabakh. Même s'il y avait des propositions pour partager le revenu du pétrole avec l'Arménie comme « la ligne de banana » de Jack Carter, ni Arménie ni Azerbaïdjan ont accepté cette proposition.⁸⁷

Finalement, le 9 octobre 1995, la décision sur le principe d'une double option a été annoncée par l'AOIC. L'option russe, l'oléoduc Bakou-Grozny-Novorossiisk a commencé à opérer en 1996 et l'option géorgienne, l'oléoduc Bakou-Soupsa en 1999. L'oléoduc du nord passait de la Tchétchénie avant l'intensification du conflit. La Russie a construit une autre route traversant la région puisque la résistance Tchétchène sabotait l'oléoduc précédent. Ce choix, contestable économiquement, présentait un double avantage géopolitique. Il permettait un compromis avec la Russie, réduisant sa capacité de nuisance mais reconnaissant son influence dans la région

Les relations bilatérales commerciales avec l'Iran et l'Azerbaïdjan et la location géographique de l'Iran ont causé la formation d'une autre alternative. Le Consortium considérait la possibilité de l'arrangement d'échange de pétrole avec l'Iran.⁸⁸ L'Iran allait recevoir le pétrole brut de l'Azerbaïdjan et en échange il enverrait le pétrole raffiné par le golfe Persique. Mais il était évident que la participation de l'Iran aux développements sur le pétrole créerait une contradiction avec la détermination et l'application de la politique étrangère américaine. Le but du Consortium était obtenir la circulation de l'argent liquide, jusqu'à l'établissement de l'oléoduc pour le pétrole principal.

⁸⁵ Rustam Mammedov, "Baku's Oil Diplomacy", *International Affairs*, Vol.47, No.3, 2001, p. 162.

⁸⁶ La tentative d'assassinat de Chevardnadze en 1995 se rencontre à cette période.

⁸⁷ Jack Carter proposait un autre oléoduc passant par l'Arménie. L'Arménie l'a refusé puis qu'il la considérait comme un échange entre le Haut Karabakh et le sujet de pétrole.

⁸⁸ L'Azerbaïdjan a accepté de fournir 1.5 millions de tonnes de pétrole raffiné. Voir Economist Intelligence Unit Country Profile-Azerbaijan, 1st Quarter 1995, p.27 et Economist Intelligence Unit Country Profile-Azerbaijan, 2nd Quarter 1995, p.30.

Le Contrat du siècle et les autres accords signé entre les Etats-Unis et les Etats caspiens avaient changé la situation des confits de la région. Après l'accord, les Etats-Unis a commencé à les considérer attentivement même si les efforts pour la résolution n'étaient pas suffisants pour achever à la paix. D'autre part, les développements sur la pétrole ont mis en danger les autres parties actives de la Caucase comme la Tchétchénie.

Le développement des projets de pétrole et la production du gaz dans la région et leurs transportations au marché mondial avaient une importante place dans la politique américaine sur la Transcaucasie. La signature du Contrat du siècle et des autres accords sur la mer Caspienne indiquait l'arrivée d'une nouvelle ère dans les affaires étrangères des Etats-Unis. Les accords et les profits des corporations ont encouragé les Etats-Unis à suivre des politiques plus actives et effectives qu'auparavant.

Les ressources existantes faciliteraient le développement de toute la région. Les accords du pétrole étaient bienfaisants pour les Etats possesseur du pétrole, dans ce cas l'Azerbaïdjan, en même temps pour les producteurs et les Etats transites comme les Etats-Unis et la Géorgie. Le pétrole et le gaz sont des produits stratégiques pour les Etats-Unis et les ressources énergétiques mondiale en raison de leurs contributions pour la diversification des ressources.

L'engagement des Etats-Unis dans la structure politique et économique de la région était au résultat de l'existence de pétrole et de gaz. Tous les agents et méthodes de la politique étrangère américaines ont été utilisés pour gagner de portion de ces réserves. Les accords signés ont encouragé les Etats-Unis à prendre de l'initiative dans le développement locale, économique et politique. En même temps la pénétration des Etats-Unis a poussé les compagnies américaines à la recherche des autres accords. En conséquence le sujet de l'énergie contient structurellement la politique et l'économie. D'autre part, l'économie et la politique contiennent le sujet de pétrole et de gaz dans sa structure.

III. LES NOUVEAUX ENJEUX DE LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE SUR LA TRANSCAUCASIE

La deuxième phase de la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie était plus différente que celle de la première phase. La réalisation de l'importance géostratégique du bassin caspien a conduit les Etats-Unis de suivre une politique active⁸⁹ même les corporations pétroliers et les organisations internationales à pénétrer dans la région.

La plus importante modification de la politique américaine était l'augmentation de la volonté des Etats-Unis pour améliorer sa légitimité dans la région. Jusqu'à ce temps là, l'administration américaine a défini la région de Transcaucasie politiquement, économiquement et stratégiquement subordonnée à toute l'Eurasie et à la politique de la Russie. Mais suivant les développements énergétiques, elle a été considérée comme des sujets propres à la politique de la région. C'est pourquoi un environnement stable sans conflit ethnique, prospère et convenable à l'amélioration économique allait être la priorité principale des Etats-Unis pour la sécurisation des ressources d'énergie et des voies d'exportation du pétrole et du gaz.

A. LA NOUVELLE APPROCHE AMERICAINE SUR LA REGION

1. Les nouvelles priorités de la politique américaine sous l'administration de Clinton

Au début de la deuxième phase de la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie, les affaires étrangères ont été formées par la composition de trois facteurs.⁹⁰ Le premier but américain était le soutien aux souverainetés et aux indépendances des Etats transcaucasiens. Les Etats-Unis considéraient le pétrole et le gaz caspien comme des facteurs vitaux pour l'amélioration de l'économie régionale et des notions démocratiques. Le pétrole et le gaz allait appuyer les indépendances en créant des profits économiques qui allaient subvenir aussi les

⁸⁹ James MacDougall, "A new stage in U.S.-Caspian Sea Basin Relations", *Central Asia*, Vol.11, No:2, 1997,p. 1, voir le site Internet http://www.ca-c.org/dataeng/st_04_dougall.shtml.

⁹⁰ Rosemary Forsythe, *The politics of oil...*, op.cit., p.17.

réformes démocratiques. La principale différence entre la première et la deuxième période était le rôle premier accordé au pétrole et au gaz comme les agents principaux de la politique américaine au lieu de l'approche relative à la priorité de la Russie. Autrement dit, au lieu de favoriser la Russie comme un modèle pour la démocratisation des NEI, les Etats-Unis ont commencé à donner la plus grande importance aux Etats de la région et à leurs indépendances réelles de la Russie dans le cadre des développements énergétiques et la sécurisation de la région.

Le deuxième but de la politique américaine sur la région était la recherche de soutenir l'engagement américain dans la production et l'exportation du pétrole et du gaz caspien. Les Etats-Unis ont assuré la participation des corporations américaines aux projets énergétiques qui allaient être au bénéfice des compagnies et même des Etats locaux. En plus, ces compagnies allaient aider à l'intégration de la région avec l'économie mondiale. La participation économique des corporations américaines allait causer en même temps des résultats politiques comme l'élargissement de la présence américaine et l'orientation des Etats-Unis dans la région. L'importance donnée à l'émergence d'un environnement favorable au commerce était accentuée pendant les réunions du Congrès. Promouvoir les réformes régionales nécessaires pour l'investissement étranger était la priorité américaine.⁹¹

La diversification des ressources pétrolières était un autre idéal pour les Etats-Unis. C'est pourquoi le pétrole caspien est devenu une alternative de pétrole du golfe Persique.⁹² La croissante dépendance du pétrole de Golfe a nécessité la diversification des ressources énergétiques. D'après Federico Pena, le Secrétaire d'Energie des Etats-Unis, la diversification des ressources causerait l'émergence des nouveaux acteurs sur la scène et agrandirait la compétition.

Le changement de la politique étrangère américaine a été concrétisé par la deuxième administration de Clinton. La première déclaration publique a été faite par le

⁹¹Sam Brownback, "U.S. Economic and Strategic Interests in the Caspian Sea Region: Policies and Implications", *Caspian Crossroad Magazine*, Vol.3, No.2, Automne, 1997, voir le site Internet <http://ourworld.compuserve.com/HOMEPAGES/USAZERB/321.htm>.

⁹²Brent Sasley, "Turkey's Energy Politics in the Post Cold War Era", *Middle East Review of International Affairs*, Vol.2, No.4, Novembre 1998, voir le site Internet, <http://meria.idc.ac.il/journal/1998/issue4/jv2n4a4.html>

Cette source se réfère à "Testimony of Federico Pena, Secretary, Department of Energy, Committee on International Relations, Hearings on "The US Role in the Caucasus and Central Asia", Received from Armenian News network 30 Avril 1998".

Conseiller national de sécurité Sandy Berger qui a proclamé que le bassin caspien serait au centre d'une importance spéciale.⁹³ Dans son discours fait au Centre pour les études stratégiques et internationales (*Centre for Strategic and International Studies, CSIS*), le 27 mars 1997, Berger attribuait une importance à la Chine, à la Turquie et au Caucase et accentuait que Washington avait l'intention de s'engager dans le Caucase et de soutenir la Turquie comme l'acteur régional clé. Elle a mentionné que la branche exécutive de l'administration était d'accord avec les majeures compagnies pétrolières sur l'importance de la région et sur la coopération. D'autre part, la nouvelle Secrétaire d'Etat Madeleine Albright a défini le Caucase et l'Asie centrale dans l'intérêt nationale américaine pour qu'ils aident les pays riches en énergie grâce à leurs locations stratégiques.⁹⁴

Les anciens décideurs politiques aussi ont commencé à favoriser la Transcaucasie, parmi lesquels il y avait Zbigniew Brzezinski (l'ancien Conseiller national de sécurité), Brent Scowcroft (l'ancien Conseiller national de sécurité), James Baker (l'ancien Secrétaire d'Etat) et Lloyd Bentsen (l'ancien Secrétaire à la Trésorerie). Ces derniers se sont engagés dans le développement pétroliers en attirant l'attention du Congrès et en coopérant avec les membres actuels du gouvernement pour la formation des politiques caucasiennes.

La nouvelle politique étrangère a excité les opinions des think-thanks sur la région.⁹⁵ Par exemple, *The Heritage Foundation*, dont la mission principale est de conseiller au Congrès, a commencé à publier régulièrement des analyses politiques sur la région caspienne, en signifiant son importance.

La formation du Groupe supérieur sur la Caspienne sous le Conseil national (*Senior interagency group on the Caspian under the National Security Council*) était une autre signification du changement du point de vu américain. L'administration a proposé au Congrès avec un rapport en 1997 dans lequel les visites de haut niveau seraient une étape importante pour l'amélioration des relations entre les Etats et la

⁹³ James MacDougall, "A new stage...op.cit"., p.2

⁹⁴ Anush Begoyan, "United Stated Policy in the South Caucasus: Securitisation of the Baku –Ceyhan Project", *Iran and Caucasus*, Vol.8, No.1,2004, p.144. La source se réfère à "R. Bhatti, R. Bronson, "NATO's mixed signals in the caucasus and central asia", *Survival*, vol.42, no.3 August 2000".

⁹⁵ *ibid*

Transcaucasie.⁹⁶ La visite d'Aliev à Washington était la preuve de cette politique car après la visite, il est revenu en Azerbaïdjan avec les contrats signés par les compagnies américaines ayant la valeur de 10 milliards de dollars.

Les réserves actuelles de pétrole et de gaz et le développement des projets pour leurs productions étaient les plus importants instruments pour atteindre les buts politiques et stratégiques de la politique extérieure. C'est pourquoi la quantité des réserves était significative afin d'attirer les attentions de la communauté internationale et des corporations pétrolières sur la région de bassin caspien et de Transcaucasie. Puisque les ressources actuelles étaient considérées comme des facteurs déterminatifs, les déclarations sur la quantité de réserves caspiennes allaient influencer les politiques. L'estimation de 200 milliards de baril⁹⁷ pour les réserves caspiennes, exprimée par le gouvernement américain en 1997 était la preuve de cette situation. Cette estimation était le reflet de l'importance donnée à la région par les Etats-Unis. D'autre part le British Petroleum Company a déclaré les réserves estimées de la Caspienne entre 30 et 50 milliards de barils. Le calcul du spécialiste du Centre des études stratégiques et internationales, Robert Ebel, était contre les estimations américaines en disant qu'elles étaient plus exagérées. D'après lui, les réserves caspiennes ne seraient plus de 3-4 % des réserves totales du monde.⁹⁸ Par conséquent, la déclaration de cette quantité (200 milliards de barils) par les Etats-Unis était totalement stratégique et reflétait la tension américaine pour engager dans le développement des projets pétroliers de la région et pour attirer les autres investissements occidentaux à la région. La politique d'énergie américaine sur les NEI a été résumée par Sheila Heslin, l'ancien spécialiste de l'Asie Centrale et de la Caspienne au Conseil national de sécurité. Les Etats-Unis avait pour but de soutenir les indépendances de ces Etats et leurs liens avec l'Occident, de terminer le monopole russe sur les routes de transport du pétrole et de promouvoir la sécurité d'énergie avec les ressources diversifiées.

⁹⁶ Stuart Eizenstat (Under Secretary for Economic and Business Affairs, US State Department), "Prepared Statement for Hearing before the Committee on Foreign Relations, US State Senate", *Hearing- US Economic and Strategic Interests in the Caspian Sea Region: Policies and Implications*, One Hundred Fifth Congress, US Government Printing Office, 1998, p.12

⁹⁷ *Economist Intelligence Unit Country Report-Azerbaijan*, 4th Quarter, 1998, p.21

⁹⁸ Stephan Blank, "Every Shark...", op.cit.", p.159.

Après les années 1995-1996, les objectifs des Etats-Unis pour la Transcaucasie ont changé. L'économie a pris la place secondaire suivant la stratégie et la politique qui étaient dans les intérêts primaires des Etats-Unis. C'est pourquoi la formation des politiques sur les oléoducs caspiens, a été dirigée premièrement par la politique et la géostratégie. La nouvelle approche politique était vérifiée par les déclarations des décideurs politiques. L'ambassadeur de la CEI, Stephan Sestanovich a confirmé que la politique américaine n'avait pas fait les évaluations des intérêts économiques et a souligné l'importance des arguments stratégiques. D'après la nouvelle politique américaine, le control sur les ressources d'énergie était considéré comme un avantage économique et politique. Par cette raison, la politique américaine a coopéré avec les compagnies pour assurer leurs accès à la région et soutenir leurs existences, entre temps la pénétration des Etats-Unis serait supportée par les coopérations américaines. L'influence et la puissance sur les réserves d'énergie et les gouvernements sont devenues l'objectif primaire des Etats-Unis. La politique américaine a essayé d'intégrer économiquement et défensivement la région à l'Occident après des milieux des années 90.

Les Etats-Unis ont utilisé quatre instruments principaux pour le développement des projets de pétrole et de gaz de la région.⁹⁹ Le premier instrument était le soutien diplomatique à chaque niveau. Le Président Clinton, le Vice-président Al Gore et certains membres du cabinet travaillaient activement pour achever les buts américains en arrangeant de réunions de hauts niveaux avec les pays transcauciens. Par exemple Clinton et Aliev avaient discuté la décision finale des routes pour le premier pétrole et Clinton avait insisté sur la route du nord et la route géorgienne en même temps. Al Gore avait contacté avec les chefs régionaux comprenant le Premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine pour assurer leurs soutiens à la politique étrangère américaine.

Le deuxième instrument était le commerce officiel et les corps de commerce comme le département de Commerce des Etats-Unis, le Corporation des investissements privés en outre-mer, la Banque Export-Import (EXIMBANK) et l'Agence de

⁹⁹ *ibid.*, p.18-19.

commerce et de développement.¹⁰⁰ Ces organisations se trouvaient déjà dans les projets ou bien essayaient d'assister financièrement aux Etats.

Le troisième et le quatrième instrument étaient l'assistance technique pour les NEI dans le but de développer leurs infrastructures légales et commerciales et faciliter le développement du pétrole et ces projets d'exportation ; et le support des institutions financiers.¹⁰¹

En général la région de la Caspienne, spécifiquement la Transcaucasie est devenue une zone d'importance stratégique et une sphère d'influence possible de la politique américaine où il n'y avait pas de frontière pour les investissements étrangers. C'est pourquoi le nombre des puissances rivales devait être minimisé.

2. L'ancienne rivalité américaine russe dans une différente perspective

La Fédération de Russie, après avoir vécu une période de récession juste après la dissolution du système soviétique, elle a commencé à lutter pour redevenir le seul pouvoir efficace dans le territoire ex-soviétique. La diversité des orientations parmi les élites politiques et militaires russes s'est réfléchi aux affaires étrangère. Les euro atlantistes qui étaient puissantes dans la politique internationale, ont laissé leurs places aux eurasianistes depuis la fin de 1992.¹⁰² La déclaration de la nouvelle doctrine militaire de la Russie par Eltsine était leur première réussite. Cette doctrine et le nouveau concept de la politique étrangère russe ont évalué l'ancien territoire soviétique comme son « étranger proche » qui était sous la sphère d'influence russe.¹⁰³

Les effets des tendances néo impérialistes qu'on a été déjà détaillés s'apercevait davantage après que Primakov est devenu ministre des Affaires étrangères succédant Andrei Kozyrev en 1996. Sa priorité allait consister à rehausser le prestige et le rôle de la Russie sur la scène internationale. Le « concept de sécurité nationale » adopté en décembre 1997 par un décret présidentiel, détaillait les moyens de réaliser cet

¹⁰⁰ ibid

¹⁰¹ ibid

¹⁰² Svante Cornell, *Small Nations...*, op.cit., p.336.

¹⁰³ Kamil Ağacan, "Bağımsızlığın...", op.cit.", p.35.

objectif. Le document mettait en exergue la nécessité, entre autres, d'une politique étrangère active qui devait aboutir au renforcement du rôle de la Russie dans le système des relations internationales. Ce 'renforcement' avait pour objectif de retourner la Russie au statut de grande puissance. Il est intéressant de constater que, pour y parvenir, l'accent était mis sur les aspects géopolitiques de la puissance comprenant l'intégration de la CEI et la protection des frontières et de l'intégrité territoriale. Les autres moyens énoncés étaient : les partenariats équitables avec les autres grandes puissances¹⁰⁴; la coopération internationale contre le crime transnational et le terrorisme ; le renforcement des méthodes de gestion collective des processus mondiaux dans lesquelles la Russie avait un rôle important comme il avait dans l'ONU ; et la défense du système constitutionnel. Le jeu de puissance ne se situait pas dans le cadre d'une relation d'hostilité mais entre « partenaires ». Il demeure qu'au regard de cette politique, chaque coup porté à la puissance américaine constitue un gain pour la Russie et un pas vers le recouvrement de sa puissance.

En conséquence, la Russie a tenté de réunir les anciens Etats soviétiques autour de soi-même et de limiter l'activité des autres puissances dans la région comme les Etats-Unis, en jouant avec la carte de coopération. Même si la hostilité ne dirige pas les relations internationales, la rivalité non dite se plaçait dans tous les domaines à la fois en dehors de la région.

Les moyens utilisés par la Russie pour attirer les Etats de la Transcaucasie à son côté étaient principalement, la CEI, les conflits régionaux, les oléoducs et les bases militaires. Les Etats-Unis ont toujours développé des alternatives et des sorties pour réduire au minimum l'influence russe dans la région.

La CEI qui a été formée en décembre 1991 par la représentation de onze républiques ex-soviétique, est devenue un appareil pour continuer l'influence russe. Parmi les Etats de la Transcaucasie, l'Arménie était le seul pays qui a adhéré à la CEI volontairement. A l'égard de la Géorgie et l'Azerbaïdjan, ce n'était qu'un instrument russe pour réanimer l'Union soviétique. Même si l'Azerbaïdjan a signé l'accord d'Alma Ata en 1992, jusqu'à l'arrivée de Gaïdar Aliev à la présidence après un coup d'Etat en 1993, aucun parlement n'a ratifié le traité. Quant à la Géorgie, les

¹⁰⁴ A cet égard, l'acte Fondateur OTAN-Russie a été signé en mai 1997.

développements des conflits régionaux ont obligé Chévardnadzé à adhérer à la CEI et à accepter les forces militaires russes dans ses territoires. Chévardnadzé a prévu qu'il n'était pas possible de protéger l'intégrité territoriale de la Géorgie dans un environnement instable et multiethnique sans faisant des concessions à la Russie.¹⁰⁵

La Russie voulait transformer la CEI à une association militaire. La signature de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) en 1992 était la preuve de cette politique. L'Azerbaïdjan et la Géorgie n'ont pas renouvelé le traité et ont quitté l'OTSC en 1998. Les réactions contre la politique oppressive de la Russie dans la CEI se sont réunies au siège du groupe GUAM formé en 1997 par la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. Cette organisation était considérée par les Etats-Unis comme un commencement d'un processus pour une alternative à la CEI et c'est pourquoi il l'a été soutenu financièrement.

Les bases militaires de la Russie constituent l'un des moyens utilisés pour tenir la région dans le contrôle. Alors qu'il se trouve deux bases à la Géorgie et une base à l'Arménie, l'Azerbaïdjan est le seul pays transcaucasien qui n'abrite aucune base militaire russe dans son territoire. Puisque les bases installées à la Géorgie dépassent la limite prévue par le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, leurs évocations sont dans l'ordre du jour depuis longtemps. Bien que le dernier délai qui était reculé quelque fois à cause de la tiédeur russe, soit l'année de 2008, la Russie n'a pas l'intention de les quitter au moyen terme.¹⁰⁶

Comme on a constaté dans le sujet d'adhésion à la CEI, l'utilisation des conflits ethniques était le moyen le plus efficace de la politique russe sur la région. La Russie n'hésitait pas à provoquer les unités séparatistes du Haut Karabakh et de l'Abkhazie pour rapprocher l'Azerbaïdjan et la Géorgie au point qu'elle voulait. Mais en même temps il n'était jamais en retard pour jouer le rôle de médiateur entre les parties, spécialement dans la première moitié des années 1990. Cette situation a aussi changé avec l'initiative des Etats-Unis qui a pris la position de co-président du Groupe de Minsk avec les deux autres, la Russie et la France, en 1996. Suivant cet événement, les propositions sur la résolution du conflit ont suivi les uns aux autres en juin 1997,

¹⁰⁵ Kamil Ağacan, "Değişim Zamanı: Rusya Federasyonu'nun Güney Kafkasya Politikası", *Stratejik Analiz*, no.61, mayıs 2005, p.53.

¹⁰⁶ *ibid.*, p.55.

en septembre 1997 et en novembre 1998. Les deux premières ont été refusées par l'Arménie et la dernière qui proposait l'établissement d'un Etat commun en Haut Karabakh, a été rejetée par l'Azerbaïdjan. Après ces propositions, entre 1999 et 2000, le président de l'Arménie Robert Kotcharian et le président d'Azerbaïdjan Gaïdar Aliev se sont réunis treize fois, mais malheureusement ils n'ont pas atteint à une résolution. En 2001 les Etats-Unis ont repris l'initiative et le Secrétaire d'Etat américaine Colin Powell a invité les présidents d'Arménie et d'Azerbaïdjan au sommet de Key West. Cet effort de négociation auquel la Russie et la France aussi ont participé, n'a pas pu assister à la résolution du conflit de Haut Karabakh.

Le conflit d'Abkhazie de la Géorgie est aussi un conflit irrésolu. La violence a retourné à la région en mai 1998. L'UNOMIG qui est responsable d'observer la situation de la région et de la démilitarisation de la frontière, n'a aucune influence sur les troupes de maintien de la paix russe qui est en assistance avec les autorités inofficieuses de la région.¹⁰⁷ L'instabilité facilite les actions des guérillas géorgiennes et les irréguliers tchéchènes et donc la région devient un paradis pour les actions illicites. Autrement dit, l'instabilité soutenue par la Russie retourne à elle avec les activités des militants tchéchènes. Le Programme d'entraînement et d'équipement de la Géorgie développé par les Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international s'est multiplié la qualification des troupes géorgiennes pour qu'elles puissent lutter effectivement contre cette menace.¹⁰⁸

Le plus grand atout de la politique étrangère russe est l'énergie. Ce thème s'est marqué dès le début des années 1990, mais il a déterminé la direction de la deuxième moitié de la décennie. La concurrence pour l'exploitation des ressources énergétiques allait préciser l'orientation des Etats transcaucasiens. La plupart du chapitre suivant sera consacré à cette rivalité infinie.

Le croisement des intérêts russes et américains et la concurrence causée par ceux-ci, se montrent dans tous les domaines. Mais en ce point là, il est nécessaire de marquer que les parties étaient encore prudentes et qu'elles essaient d'établir un équilibre

¹⁰⁷ Svante E. Cornell, Roger N. McDermott, William D. O'Malley, Vladimir Socor, S.Frederick Starr, *Regional Security in the South Caucasus: The Role of NATO*, Central Asia-Caucasus Institute, USA, 2004, p.9.

¹⁰⁸ *ibid.*, p.8-9.

entre l'opposition et la coopération. Comme la rivalité sur le pétrole nous aperçoit, les Etats-Unis ne voulaient pas d'exclure la Russie des affaires énergétiques. Ils avaient pour but de limiter Moscou dans les conditions qu'ils précisaient. Par ailleurs la Russie était conscient de sa faiblesse économique et sa vie politique turbulente suivant la crise financière de 1998.

La guerre de Bosnie et la crise de Kosovo ont produit une période clé des relations internationales dans l'histoire de l'après-guerre froide en concrétisant l'état complexe des affaires étrangères. L'objectif russe poursuivi et réalisé dans ce cas, était précisément l'affirmation de l'implication nécessaire de la diplomatie russe dans le règlement des conflits internationaux. Ce qui revenait en somme à renforcer le rôle d'institutions internationales telles que l'ONU au sein desquelles la Russie, pouvait espérer faire entendre sa voie et éloigner l'hypothèse d'une domination de l'OTAN dans ce type de crises. Ayant démontré sa capacité de médiateur, Moscou conservait quelques temps sa position d'acteur utile, avant de se voir reléguée à nouveau au second plan. Le printemps de l'année 1994 avait emporté avec lui une suite de frustrations tenant à la fois à la décision de l'OTAN de bombarder les Serbes de Bosnie, sans consultation préalable de la Russie, et au non-respect par ces derniers des promesses faites à la Russie.¹⁰⁹ D'autre part l'ultime tentative russe d'apparaître comme maître d'œuvre des accords finaux en octobre 1995 en invitant les belligérants à négocier la forme future des accords de Dayton à Moscou, bien qu'elle était soutenue par les Etats-Unis, se solderait par un échec à cause de l'annulation de la rencontre. Eltsine serait finalement invité à coprésider la conférence de Dayton, Russes et Américains ayant un intérêt distinct à voir Moscou cosigner les accords de paix.¹¹⁰

Quant à la crise du Kosovo, lorsque se précisait l'hypothèse d'une opération aérienne contre la Yougoslavie, de ministère en Conseil de Sécurité, de Parlement en administration, les réactions les plus variées ont apparus. Alors que le Ministre des Affaires étrangères rappelait les conditions légales du recours à la force, la Douma

¹⁰⁹ En échange de la promesse des Serbes de ne plus engager d'offensive et de retirer leurs armes d'une zone définie, Moscou avait tenté d'obtenir la suspension des frappes aériennes, et fut ainsi flouée par les deux parties.

Laetitia Spetschinsky, "La politique étrangère russe à l'épreuve de la crise du Kosovo", *Institut d'études européennes Pole européen Jean Monnet*, 24 juillet 2002, p.4 voir le site internet, <http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/euro/documents/Spetchinsky.pdf>

¹¹⁰ *ibid.*, p.5..

d'Etat qualifiait, dans sa résolution du 14 octobre 1998, toute action militaire de l'OTAN contre la Yougoslavie d'atteinte à la sécurité nationale de la Russie, et proposait diverses mesures relatives aux sanctions contre la Yougoslavie, aux relations avec l'OTAN et à celles entretenues avec Belgrade. Bien que la rhétorique fût différente parmi les autorités politiques russes, le consensus absolu et préservé même à la suite de l'éclatement de la guerre, était le principe de non-usage de la force surtout par l'OTAN où il est impossible pour la Russie de faire entendre sa voie, mais favorable à ce que des pressions soient exercées sur le pouvoir yougoslave, et à une large autonomie pour le province du Kosovo.¹¹¹

Le déclenchement des opérations alliées au Kosovo faisait craindre à Moscou que son territoire ou bien son arrière-cour pourrait devenir un jour le terrain d'action de l'Alliance atlantique réformée à cause des conflits du Haut Karabakh, de l'Ossétie du sud ou de l'Abkhazie. Ni les conflits ethniques, ni les velléités d'indépendance, ni les intérêts stratégiques ne manquaient dans le sud de la Russie pour légitimer de telles craintes. De telles perspectives ne peuvent qu'éveiller méfiance et hostilité de la part de Moscou dont les intérêts sont bien plus importants dans ces régions que dans le sud des Balkans.¹¹²

Les Etats-Unis intervenaient donc au sein de l'Alliance atlantique. Cette intervention a soulevé de nombreuses questions à commencer par celle des raisons de cette intervention. Les motivations de Washington étaient néanmoins multiples et essentiellement d'ordre géostratégique. En effet, Washington considérait les Balkans comme une zone relais, stratégiquement importante, située près des détroits, contrôlant l'Adriatique et séparant la Méditerranée occidentale et orientale : elle est au croisement des scènes atlantique, européenne et proche orientale. Selon l'ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, Robert E. Hunter, devenu consultant de la Rand Corporation, Kosovo « constitue la porte d'entrée dans des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux : le conflit israélo-arabe, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie ».¹¹³

¹¹¹ *ibid.*, p.10.

¹¹² *ibid.*, p.20.

¹¹³ Robert E. Hunter, "Solving Russia: Final Piece in NATO's Puzzle", *Washington Quarterly*, 23:1, winter 2000, p.117.

La stabilité et le contrôle de l'Europe du sud étaient donc essentiels pour la réduction des dangers venant de plus loin à l'Est et pour la protection des intérêts américains. Ces intérêts étaient d'ordre économique, son contrôle permettant de maintenir les relais d'approvisionnement avec le Moyen-Orient et le Caucase, mais avant tout d'ordre stratégique. Il s'agit de prévenir et d'interdire la constitution ou la reconstitution d'une puissance qui se poserait en concurrente immédiate des Etats-Unis : la Russie ou la Chine. « Le département de la Défense affirmait que la mission politique et militaire des Etats-Unis, dans la période de l'après-guerre froide, serait d'assurer qu'il ne serait permis à aucune superpuissance rivale d'émerger en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de la CEI »¹¹⁴. Cet objectif stratégique était à la base de l'intervention américaine au Kosovo.

Malgré la volonté des Etats-Unis d'exclure la Russie jusqu'au dernier moment, la Russie a réalisé son objectif de se préserver une place utile dans la négociation et dans le règlement du conflit. La présence de troupes russes au sein de la KFOR a créé un précédent supplémentaire en matière de coopération dans la sécurité européenne. L'ONU reprenait pied dans le processus en mandatant les forces de maintien de la paix et en contrôlant l'administration intérimaire, mais son rôle s'est limité avec les décisions prises en d'autres circonstances.

Le changement du pouvoir aux Etats-Unis et en Russie presque suivant l'un l'autre s'est reflété sur les relations de deux pays. L'arrivée au pouvoir de George W. Bush et Vladimir Poutine a approfondi l'opposition américaine russe. La nouvelle administration russe affirmait la défense d'un système mondial multipolaire par opposition à la domination d'une ou plusieurs nations économiquement ou militairement supérieure.¹¹⁵ Dans ce contexte, ce terme allait servir par le recouvrement de la puissance russe, comme un obstacle à l'unilatéralisme américain. Pour ce but, la création des conditions extérieures les plus favorables à l'évolution des réformes russes, à la réalisation des intérêts nationaux, et au rétablissement de la place de la Russie dans les relations internationales, a été exposée comme une méthode. La mise en place de la politique étrangère de Poutine s'est précisée avec la

¹¹⁴ibid., p.118.

¹¹⁵ Laetitia Spetschinsky, "La politique étrangère russe...", op.cit.. p.19. La source se réfère à "Address By State Secretary And Deputy Minister Of Foreign Affairs Of Russia, V. D. Sredin, To The Academy Of Public Service Of The President Of Russia, Moscou, le 28 septembre 1999" visible sur le site internet: <http://www.fas.org/news/russia/1999/990928-rus-mfa.htm>

publication du « Concept de Sécurité nationale de la Fédération de Russie », en 2000, qui définit les Etats-Unis et l'OTAN comme une menace à la sécurité russe.¹¹⁶

La nouvelle administration de Bush a fait continuer la politique fondée au temps de l'administration Clinton en utilisant une rhétorique piquante qui n'hésitait pas à critiquer la Russie à cause de ses ambitions hégémoniques dans son « étranger proche » et de sa vente des armes aux autres Etats.¹¹⁷ L'attitude prudente de Clinton a laissé sa place aux décisions acharnées de l'administration de Bush.

Le choc causé par les incidents du 11 septembre a motivé une révision dans les priorités des affaires étrangères américaines puisque l'action contre le terrorisme avait besoin du soutien au niveau international et de la participation des autres acteurs puissants. Assurer la coopération de tous les Etats de l'Eurasie, spécialement de la Russie, est devenu le but primaire de l'administration de Bush. Bien que Moscou fût positif de l'expansion militaire des Etats-Unis dans l'Afghanistan, elle était beaucoup moins enthousiaste au sujet de l'expansion de la présence militaire américaine dans le Caucase et l'Asie centrale. Après avoir consenti avec répugnance au déploiement des troupes américaines dans les trois républiques de l'Asie centrale, Moscou a demandé l'engagement américain pour qu'ils les retirent dès que la campagne dans Afghanistan est finie.¹¹⁸

La coopération des Etats-Unis et de la Russie sur la guerre contre le terrorisme est limitée par les divergents intérêts géopolitiques et économiques des deux pays. Au delà de périls causés par le réseau islamiste d'Al -Qaïda et le Taliban, les Etats-Unis et la Russie perçoivent le terrorisme tout à fait différemment. Moscou fait référence au Pakistan et à l'Arabie Séoudite comme les fournisseurs principaux des activités terroristes et veut que les Etats-Unis exercent pressions à ces pays pour réprimer leurs soutiens aux courants extrémistes. En plus, la Russie conçoit l'Iran comme une force stabilisatrice dans le Moyen Orient, le Caucase et l'Asie centrale contrairement

¹¹⁶ Pour les détails du Concept de Sécurité Nationale de la Fédération de Russie, voir le site <http://www.fas.org/nuke/guide/russia/doctrine/gazeta012400.htm>

¹¹⁷ Ian Bremmer and Alexander Zaslavsky, "Bush and Putin's Tentative Embrace", *World Policy Journal*, vol.18, no.4, hier 2001/2002. p.12.

¹¹⁸ Rouben Azizian, "A Marriage of Convenience", *Asian Affaires*, Vol.30, No.2, l'Été 2003, p.153.

à la perspective américaine. La Corée du Nord est traitée par Moscou comme un voisin instable mais pas une menace militaire.¹¹⁹

Autrement dit, « l'axe du mal » du président Bush n'est pas celle de Poutine. L'allure américaine contre les Etats de « l'axe du mal » qui sont l'Iran, l'Iraq et la Corée du Nord, s'oppose à la position russe étant une puissance régionale et à ses intérêts nationaux. Ces Etats sont considérés dans la sphère d'influence russe et Moscou aspire à jouer un rôle central dans tous les développements de cette zone.

B. LES IMPLICATIONS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

1. Les enjeux pétroliers et le nouveau domaine de la compétition dans la région de la Transcaucasie

Les projets de pétrole et de gaz étaient la locomotive de la région et de la politique étrangère américaine. La pénétration des corporations américaines allait causer l'amélioration des relations bilatérales et augmenter les profits économiques pour les Etats-Unis, pour les compagnies et les Etats de la région. A coté de tous, les Etats-Unis qui étaient politiquement plus forts qu'auparavant, allaient obtenir le droit de passage.

Le sujet de pétrole a deux faces qui ne sont purement ni économique ni politique. La politique comprend toujours l'économie et l'économie doit être toujours en relation avec la politique au sujet du pétrole.

Dans le cas de la Transcaucasie, les projets pétroliers fortifiaient la situation politique des Etats-Unis et d'autre part, le soutien politique des Etats-Unis était nécessaire pour la réussite des développements des hydrocarbures. C'est pourquoi le développement des projets dépendait des politiques des Etats et des corporations. Plusieurs fois la géopolitique et la stratégie déterminaient les situations réelles des projets. Autrement dit, les accords de pétrole et de gaz affectaient les capacités des acteurs pour l'influence politique ou économique et en même temps, ces capacités des Etats affectaient les résultats des projets.

¹¹⁹ *ibid.*, p.154.

Dans la deuxième phase de la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie, cette interaction se reflétait que les Etats-Unis avaient commencé à utiliser les instruments commerciales, diplomatiques, et stratégiques pour atteindre ses buts. Comme une première étape, les Etats-Unis encourageaient les corporations américaines pour qu'elles augmentent leurs engagements dans la région.

Une grande variété de compagnies internationales participait à l'exploration, l'exploitation et la production du gaz et du pétrole de la Mer Caspienne. Dès 1993, les compagnies américaines annonçaient la signature de contrats occupant une place singulière dans les consortiums ainsi créés. Leur engagement se distinguait par la participation à un grand nombre d'accords, ainsi que par l'exploitation de gisements contenant d'importantes quantités de réserves.

Suivant le Contrat du siècle, jusqu'à la fin de 2000, dix neuf accords ont été signés par les majeurs compagnies pétrolières du monde sur la production et la partage du pétrole en Azerbaïdjan. Le volume total des investissements de ces projets était plus de 60 milliards de dollars et ces réserves du pétrole étaient à peu près 4 milliards de tonnes. La plupart de ces accords pétroliers étaient sur les gisements offshore de pétrole même s'il s'agit des ententes sur les gisements on shore.¹²⁰ Tous étaient des accords sur le partage de la production (*production sharing agreement- PSA*) dont les participants étrangers récupèrent leurs capitaux et les coûts opérationnels en partageant le pétrole brut au début du cycle de production. Les PSAs qui doivent être ratifiés par le parlement d'Azerbaïdjan après la signature des parties, promeuvent la stabilité de l'accord.¹²¹ Alors qu'ils se trouvent dans la législation domestique azérie, leurs interactions avec les lois d'Azerbaïdjan peuvent être complexes à cause de leurs statuts légaux supérieurs que les autres lois de la république d'Azerbaïdjan. Puisqu'ils constituent des lois différentes, chaque accord crée son propre régime fiscal.¹²²

¹²⁰ Osman Nuri Aras, *Azerbaycan'ın Hazar Ekonomisi ve Stratejisi*, Der Yayınları, İstanbul, 2001, p.57. Voir l'annexe II.

¹²¹ David I Hoffman, "Azerbaijan: The Politicization of Oil", dans Robert Ebel et Rajan Menon (ed), *Energy an Conflict in Central Asia and the Caucasus*, USA, NBR The National Bureau of Asian Research, 2000, p.58.

¹²² Namik Atamow, "Production Sharing Agreements (PSAs) in Azerbaijan and Taxation of Foreign Employees", *A publication for HR and Taxdecisionmakers by KPMG's International Executive*

a. La place des compagnies américaines dans les contrats pétroliers

En Azerbaïdjan, la SOCAR a conclu, depuis 1994, une vingtaine d'accords d'exploration et de production avec plus de trente compagnies étrangères. Plus de la moitié de ces accords avait inclu une ou plusieurs des onze compagnies américaines : l'ExxonMobile, le Pennzoil, l'Unocal, la Devon Energy, l'Amerada Hess, la Chevron, l'ARCO, le CONOCO, les Frontera Resources Corporations, l'Union Texas Petroleum et le Moncrief.

Considérant la Caspienne comme une des régions les plus prolifiques en gaz et en pétrole, la compagnie ExxonMobil s'est largement implantée en Azerbaïdjan. Elle a notamment signé six contrats d'exploration et de production avec la SOCAR. Ceux-ci étaient des accords sur les gisements de Azéri- Chirag – Gunesli (l'AIOC), Nakhitchevan, Oghouz, Araz,- Alov - Charg, Lerik-Jenap-Savalan-Dalga et Zafar Machal.

Même si les compagnies le Pennzoil et la Mac Dermott International ont vendu leur part de l'AIOC, l'Unocal maintenait sa présence en Azerbaïdjan, en disposant d'une participation de 10,28 % au sein du consortium. Le Pennzoil a signé un autre contrat sur le développement du gisement de Karabakh avec la Lukoil et l'Agip établissant le Consortium CIPCO (*Caspian International Petroleum Company*) le 10 novembre 1995.¹²³ C'était le deuxième accord signé suivant le Contrat du siècle.

Un autre accord signé avec le gouvernement azéri en décembre 1996 et ratifié en février 1997, portait sur l'exploration des structures d'Achrafi et de Dan Ouldouzou dont les estimations des réserves étaient 150 millions de tonnes de pétrole et 60 milliards mètre cubiques de gaz naturel selon les premières observations. Il a été conduit par les compagnies américaines l'Amoco et l'Unocal (respectivement 30 et 25,5 %) ; la firme japonaise l'Itochu et l'azérie SOCAR possédant chacune 20 % ; Delta (Arabie Saoudite) complétait le consortium avec 4,5 %. On a établi le

Services Practice, 13 June 2000, voir le site Internet http://www.us.kpmg.com/microsite/tax/ies/2000_Flash_Alerts/fa00-59.pdf, p.1

¹²³ Osman Nuri Aras, *Azerbaijan'in...op.cit.*, p.64.

consortium NAOC (*North Absheron Operating Company*).¹²⁴ L'accord a proclamé le but de commercer à la production en 2003 après les travaux d'exploration d'un an et les travaux essentiels de trois ans. L'Unocal a suspendu ses activités notamment auprès d'Amoco. Puisque l'exploration n'avait pas abouti à des résultats satisfaisants, le gisement n'est plus en opération depuis le mois d'avril 1999. De même, la compagnie la Conoco obtenait 20 % d'intérêt dans l'exploration du bloc Zafar-Machal le 27 avril 1999 et des gisements de Lerik, Janap, Savalan et Dalga. Elle a annoncé qu'on n'enregistrait aucun progrès dans l'exploitation du gisement de Gunesli.

Les participations de l'Amerada Hess et de la Devon Energy dans le consortium de l'AIOC ont augmenté avec le départ de la compagnie écossaise Ramco. Après avoir acheté des nouvelles parts, l'Amerada Hess obtenait 2,7 % d'intérêt dans le consortium, tandis que la Devon Energy (4,8 %) possédait une part supplémentaire de 0,8 % dans l'AIOC. L'Amerada Hess s'est également engagée (en formant un *joint venture* avec une firme Arabie saoudite Delta Oil), le 15 décembre 1998, dans l'exploitation d'un gisement on shore, celui de Kursangi-Garabagli.

La compagnie Chevron avait conclu, pour sa part, le 1 août 1997 un accord pour explorer le bloc offshore d'Apchéron en partenariat avec la TotalfinaElf. Le mois précédent, la compagnie américaine Arco a créé une *joint venture* avec la compagnie russe LUKoil, la LUKARCO, afin d'exploiter, aux côtés de la SOCAR, le gisement de Yalama. Enfin, le Moncrief a signé deux accords de production concernant des gisements azerbaïdjanais on shore. L'Union Texas Petroleum s'est engagé seulement dans le développement du gisement de Gaboustan et Frontera Resources Corporations a signé un seul contrat pétrolier qui était sur l'exploitation d'un gisement on shore Kursangi –Karabakhli.

L'engagement des corporations américaines dans les développements du pétrole et du gaz indiquait le commencement d'une nouvelle période pour la politique américaine. Le but majeur était obtenir des portions plus que possible. La politique

¹²⁴ Pierre Noël, "Dossier d'Information et d'Analyse : Les hydrocarbures de la mer Caspienne : acteurs et enjeux", *Institut d'Economie et de la Politique d'Energie (IEPE)*, Mars 1998, p.17, voir le site Internet, <http://webu2.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/PNcasp.PDF>

étrangère américaine a achevé ce but juste après la signature de cinq premiers accords.

b. L'exportation des ressources énergétiques et les options de transportations

Le 9 octobre 1995, avec l'accord du président azerbaïdjanais, l'AIOC a adopté le principe d'une double option, russe et géorgienne, pour exporter le pétrole premier de l'Azerbaïdjan. Ce choix, économiquement contestable, présentait un double avantage géopolitique. Il permettait un compromis avec la Russie, réduisant sa capacité de nuisance mais reconnaissant son influence dans la région. Il offrait aussi que la première option d'exportation du pétrole d'Azerbaïdjan ne dépendait pas de la Russie, ainsi que la possibilité de garder les options ouvertes pour les négociations sur le transport des plus grandes quantités de pétrole, autrement dit le pétrole principal.

Les discussions sur les voies d'acheminement¹²⁵ de grandes quantités de pétrole azerbaïdjanais vers les marchés de consommation étaient devenues le sujet majeur puisque la transportation du pétrole et de gaz présumait la participation des divers acteurs aux projets franchissant les frontières. Plusieurs projets ont été proposés pour le principal oléoduc de l'exportation du pétrole d'Azerbaïdjan parmi lesquels il s'agit de Bakou- Novorossiisk, Bakou-Soupsa et Bakou -Ceyhan passant par l'Arménie ou la Géorgie à côté des options reliées avec l'Iran comme l'échange de pétrolier et la construction d'un oléoduc via l'Iran.

1. La voie du nord : Bakou- Novorossiisk

Cet oléoduc qui se trouvait entre les ports de Bakou et Novorossiisk passant par Grozny, capitale de la Tchétchénie, a été formulé par la Russie comme la moins chère et la plus vite option pour l'exportation du pétrole caspien au marché mondiale. Cet oléoduc ayant la capacité de transporter de cinq millions de tons par an, qui traverse 230 km à l'Azerbaïdjan, a une longueur totale de 1400 km. Avec le contrat signé entre l'AIOC et la firme russe Transneft, le 16 février 1996, la décision

¹²⁵ Voir l'annexe III.

d'exporter le pétrole premier par la voie de Bakou-Novorossiisk a été prise. Le premier écoulement du pétrole a commencé en novembre 1997 et le premier pétrolier est venu à Istanbul au mois de décembre.

Après cette réussite, malgré le conflit tchéchène qui rendait plus difficile la protection de l'oléoduc, l'exportation des grandes quantités de pétrole en utilisant cette voie, est devenue un but pour l'application de la politique étrangère et énergétique de la Russie. A côté du pétrole d'Azerbaïdjan, le gouvernement russe et les firmes pétrolières spécialement la Lukoil, soutenaient l'exportation des pétroles de l'Asie centrale aussi par la voie de Bakou- Novorossiisk afin de contrôler la quantité du pétrole offerte au marché mondiale et le prix de la matière. Ce plan ayant des profits économiques, créerait un environnement politique convenable pour la dépendance des Etats qui étaient des producteurs pétroliers comme l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, à la Russie.¹²⁶

La Russie a essayé d'empêcher la construction de l'oléoduc de Bakou-Soupsa premièrement à l'intermédiaire de la Lukoil et ensuite avec la suppression sur la Géorgie. La Lukoil étant la partie de l'AIOC, avait pour but de détourner le consortium de la construction d'un nouvel oléoduc, en achetant et stockant toute la première production pétrolière de l'Azerbaïdjan et donc de proposer la voie de Bakou-Novorossiisk comme la seule voie de la transportation. Alors que l'annonce de la construction d'un oléoduc entre Tengouze et Novorossiisk en 1996 pour l'exportation du pétrole de Kazakhstan avait fortifié la position de la Russie, l'échec de ce plan était inévitable. La Russie a commencé à utiliser les méthodes oppressives pour influencer les décideurs politiques de la Géorgie et d'Azerbaïdjan.

Les arguments politiques américaines contre l'option russe se sont condensés en trois points. Premièrement la stabilité du conflit tchéchène aurait été artificielle et n'aurait pas duré aussi longtemps même si la Russie avait défendu le contraire. Traversant le territoire tchéchène, la route du nord était toutefois considérée comme incertaine. Dès le mois de septembre 1997, la proposition des autorités russes pour la construction d'un autre oléoduc pour contourner la Tchétchénie par le Daghestan, était toutefois rejetée par la SOCAR. Puis, de nombreuses interruptions des livraisons

¹²⁶ Osman Nuri Aras, *Azerbaycan'ın ... op.cit.*, p.89-92.

pétrolières ont été enregistrées, en parties liées à des considérations techniques, mais plus souvent consécutives d'insécurité créées par le conflit. En août 1999, la reprise des opérations militaires en Tchétchénie et la suspension de l'acheminement du pétrole azéri par la voie russe ont remis le projet à l'ordre du jour. Sous l'impulsion du Premier ministre Vladimir Poutine, la Transneft a entamé la construction d'un nouveau segment d'oléoduc dans la région du Daghestan en janvier 2000, inaugurée dès le mois d'avril.

Deuxièmement, si l'envoi du tout le pétrole caspien aurait faite du bord de la mer Noire, la transportation de 70 millions de tonnes du pétrole n'aurait pas été possible par les détroits turcs. Le nombre croissant des pétroliers dans le Bosphore et les Dardanelles amènerait avec eux le risque des accidents maritimes et de la destruction écologique. Dernièrement la transportation du pétrole en utilisant seulement la voie russe allait affecter les efforts des Etats de la Transcaucasie et de l'Asie centrale dans la conception d'être totalement indépendant de la Russie.¹²⁷

L'oléoduc Bakou-Novorossiisk présentait des intérêts certaines pour les compagnies pétrolières. Contrairement aux autres projets, la ligne, déjà existante, ne nécessite qu'une réhabilitation partielle ne coûtant seulement 50 millions de dollars pour les travaux de réaménagement. Mais une extension des capacités de transport de l'oléoduc Bakou-Novorossiisk pour l'exportation des plus grandes quantités de pétrole (300 000 barils par jour) coûterait, en revanche, 600 millions de dollars.¹²⁸

2. La route de Bakou-Soupsa : une option géorgienne

L'oléoduc Bakou-Soupsa a été ainsi inauguré le 17 avril 1999 à la conclusion du principe de double oléoduc pour l'exportation du premier pétrole. Le coût de l'opération, initialement a été estimé à 250 millions de dollars puisqu'il était question d'utiliser les infrastructures existantes, mais il s'est finalement élevé à plus de 560 millions de dollars grâce à une nouvelle ligne ayant été construite en définitive.

Les firmes pétrolières proposaient d'augmenter la capacité de l'oléoduc Bakou - Soupsa de 5 millions de tonnes à 15 millions de tonnes une plus grande quantité de

¹²⁷ *ibid*, p.96.

¹²⁸ Annie Jafalian, "La politique américaine...", *op.cit.* ", p.61.

D'après les estimations de l'AIOC, le coût de transportation du pétrole par le port de Ceyhan était presque le double du coût de l'embarquement par le port de Soupsa.¹²⁹ En plus l'avantage de l'exportation du premier pétrole permettait d'analyser la demande réelle pour la transportation du pétrole par le Bosphore. Mais, l'investissement nécessaire pour l'amélioration de l'oléoduc Bakou- Soupsa aurait été aussi coûteuse que la construction de Bakou – Ceyhan¹³⁰ et en même temps, l'accroissement du nombre des pétroliers passant par le Bosphore avait le même effet que l'oléoduc de Bakou – Novorossisk et augmenterait les inquiétudes de la Turquie sur l'écosystème des détroits turcs.¹³¹

3. La possibilité des routes iraniennes et l'opposition américaine

L'Iran a notamment proposé la construction d'un oléoduc transportant le pétrole de Bakou, en Azerbaïdjan, à Tabriz, située au nord-ouest de la République islamique, et pour lequel la compagnie française Total a manifesté un certain intérêt. L'autre option spécialement favorisé pour le premier pétrole était l'échange du pétrole c'est-à-dire, l'Iran allait exporter son propre pétrole exploité en échange du pétrole brut azerbaïdjanais, afin d'assurer la circulation de l'argent liquide. Le projet d'un oléoduc acheminant le pétrole kazakh de Tengouize au terminal iranien de Khark (Bouchir) à travers le Turkménistan a également été à l'étude en 1998.

L'intérêt des pipelines s'inscrivant dans le cadre du corridor de transport est- ouest permettait à l'administration de Clinton de poursuivre l'un de ses objectifs majeurs de politique étrangère, celui consistant à «contourner l'Iran ». Il s'agit, pour les Etats-Unis, d'éviter tout investissement au sein de l'Iran, de priver les devises susceptibles et tous les activités qui lui permettrait de soutenir des actes terroristes internationaux et de financer le développement et l'acquisition d'armes de destruction massive. Dans cette perspective, le 15 mars 1995, le Président Bill Clinton a publié un décret-loi interdisant à toute compagnie américaine de développer et de financer l'exploitation des ressources pétrolières en Iran. Le 6 mai de la même année, la mesure s'est élargie, de quelques réserves, à l'ensemble des

¹²⁹ Voir le tableau III.1 et le tableau III.2.

¹³⁰ Osman Nuri Aras, *Azerbaycan'in...op.cit.* p.99.

¹³¹ Voir l'annexe IV.

Tableau III.1 La comparaison des coûts de transportation du pétrole d'Azerbaïdjan vers l'Italie¹³²

Routes vers l'Italie	Capacité millions barils par jour	Coût /milliards au Port	Coût de transfère de la mer Noire	Deuxième oléoduc	Coût du Pétrolier à l'Italie	Coût total (milliards de dollars)
Bakou - Novorossiisk	800	\$ 1,35			\$ 0,64	\$ 1,99
Bakou- Tbilissi- Soupsa	900	\$ 0,68			\$ 0,64	\$ 1,32
Bakou- Tbilissi- Soupsa 1a	1500	\$ 0,50			\$ 0,64	\$ 1,14
Bakou- Ceyhan via l'Arménie	600	\$ 2,75			\$ 0,32	\$ 3,07
Bakou –Ceyhan via la Géorgie	600	\$ 2,52			\$ 0,32	\$ 2,84
Bakou – Ceyhan via l'Iran	800	\$ 2,32			\$ 0,32	\$ 2,64
Bakou – Ceyhan via la Géorgie	800	\$ 2,44			\$ 0,32	\$ 2,76

Tableau III.2 La comparaison des coûts de transportation du pétrole d'Azerbaïdjan vers Rotterdam¹³³

Routes vers Rotterdam	Capacité millions barils par jour	Coût /milliards au premier port	Coût de transfère de la mer Noire	Deuxième oléoduc	Coût du Pétrolier à la destination	Le coût total (milliards de dollars)
Bakou – Novorossiisk	800	\$ 1,35			\$ 1,23	\$ 2,58
Bakou- Tbilissi- Soupsa	900	\$ 0,68			\$ 1,23	\$ 1,91
Bakou- Tbilissi- Soupsa 1a	1500	\$ 0,50			\$ 1,23	\$ 1,73
Bakou- Ceyhan via l'Arménie	600	\$ 2,75			\$ 0,76	\$ 3,51
Bakou –Ceyhan via la Géorgie	600	\$ 2,52			\$ 0,76	\$ 3,28
Bakou – Ceyhan via l'Iran	800	\$ 2,32			\$ 0,76	\$ 3,08
Bakou – Ceyhan via la Géorgie	800	\$ 2,44			\$ 0,76	\$ 3,20

importations et des exportations américaines en provenance ou à destination de l'Iran. Puis, le 5 août 1996, une loi de sanction à l'encontre de l'Iran et la Libye « *Iran Libya Sanctions Act (ILSA)* » a été adoptée en vue de l'élargissement de l'interdiction aux compagnies étrangères. Cette loi imposait des sanctions à toutes compagnies étrangères qui engageraient des investissements de 40 millions de

¹³² Anush Beyogan, "United States Policy...", op.cit", p.147.

¹³³ ibid., p.147.

dollars ou plus¹³⁴, contribuant directement et de façon significative, au développement des ressources pétrolières en Iran.

Richard Matzke, président du Chevron Overseas Petroleum et vice-président du Chevron Corporation, a déclaré ses idées sur la coopération avec l'Iran avec ces mots : « *le gouvernement américain reconnaîtra que le fait de bloquer les investissements en Iran pour les compagnies pétrolières américaines a des sérieux désavantages pour les industries les plus vitales des Etats-Unis alors qu'il ne permet d'atteindre que peu d'objectifs en matière de relations internationales* »¹³⁵

En septembre 2000, Richard Matzke observait la situation ainsi : « *Les Iraniens veulent attirer le pétrole de la région caspienne dans le pipeline iranien, et ils savent que tous les producteurs de la région voudront une route à bon marché.... Les transports régionaux doivent s'évaluer avec les forces du marché. Je comprends que le gouvernement américain ne veuille pas que la Russie et l'Iran aient trop d'influence sur les flux du pétrole de la région caspienne.... Si la Guerre Froide est véritablement terminée, pourquoi ne pas laisser le commerce créer les fondements de la diplomatie ?... Pourquoi ne pas trouver un moyen... d'aider les compagnies américaines à être les ambassadeurs du progrès en Iran ?* »¹³⁶

Les représentants des autres compagnies pétrolières aussi critiquait les sanctions unilatérales des Etats-Unis. Archie Dunham, président et PGD de Conoco soulignait également l'inefficacité des sanctions économiques unilatérales : « *les sanctions unilatérales n'accomplissent pas les buts de la politique étrangère projetée, même si ceux-ci sont d'encourager les droits de l'homme, ou d'arrêter le terrorisme. A l'intérieur de l'économie globale, il y a beaucoup de fournisseurs américaines prêts à remplacer la place abandonnée par les compagnies américaines bloquées, donc la tentative des Etats-Unis est de changer le comportement d'un pays visé ayant presque toujours échoué. Le meilleur chemin est de prendre part du pays visé au*

¹³⁴ Il a réduit à 20 millions l'année suivante

¹³⁵ Richard Matzke, "Caspian Oil, Cooperation or Competition?", le discours prononcé dans le cadre du sommet sur le gaz et le pétrole de la Caspienne, Centre for Global Energy Studies, Londres, 4 novembre 1998, voir le site Internet http://www.chevron.com/news/archive/chevron_speech/1998/98-11-04.asp

¹³⁶ Richard Matzke, "From Great Game to Granet Gain : The Unfolding Story of the Caspian Oil", le discours prononcé au Houston World Affairs Council, Houston, 19 septembre 2000. http://www.chevron.com/news/archive/chevron_speech/2000/2000-09-19.asp

*dialogue, et le tirer à l'intérieur de la communauté internationale... Nous devons fonder les relations entre iraniens et américains sur des perceptions positives si nous espérons avoir une influence sur les systèmes politiques et économiques d'Iran. »*¹³⁷ Michael Stinson précisait, que « *la plupart des compagnies énergétiques opérant à l'est de la région caspienne pensent qu'acheminé le pétrole brut caspien à travers l'Iran pourrait représenter une option très compétitive, offrant probablement les coûts les plus bas* »¹³⁸

Comme il est clair dans le cas de l'Iran, les données économiques ne sont pas assez pour passer devant les considérations géopolitiques et la perception de la sécurité.

4. Une évolution moderne : l'oléoduc de Bakou- Tbilissi- Ceyhan

L'administration américaine a formulé une "politique d'oléoducs multiples" pour l'exportation des ressources du bassin caspien, privilégiant la création d'un corridor de transport est-ouest et, par extension, le projet d'oléoduc Bakou-Ceyhan et le projet de gazoduc Transcaspien. Ces routes allaient relier les pays orientaux au marché international. Elle terminerait la dépendance des Etats de la région à une seule voie passant par la Russie

L'administration de Clinton insistait sur le fait que le nouvel oléoduc passe par la Géorgie et finalement parvient à la porte de Ceyhan en évitant le monopole russe¹³⁹. Federico Pena, le Secrétaire d'énergie des Etats-Unis a annoncé que les Etats-Unis opposeraient aux options qui accroîtraient la capacité du Bosphore ou du détroit de Hormuz qui sont les sorties méditerranées de la Russie. La participation de la Russie était possible si seulement la Russie acceptait les termes américains dans un régime économique et commerciale dirigé par les Etats-Unis. Malgré l'importance de la Russie pour la coopération sur le transbordement du pétrole caspien, dans les discours des politiciens comme Stuart Eizenstat, le Sous-secrétaire d'Etat chargé des

¹³⁷ Archie Dunham, discours prononcé au National Foreign Trade Council , 31 mars 1998.
<http://usaengage.infovine.com/archives/news/980331dunham.html>

¹³⁸ “ Conoco : More Than One Pipeline Needed in Caspian”, Conoco, communiqué de presse, 3 mars 1999.

¹³⁹Stephan Blank,. “Every shark....., op.cit.”, p.157.

affaires économiques, commerciales et agricoles, accentuait que les Etats-Unis ne voulaient pas compter seulement sur le système de transportation russe.¹⁴⁰

Quant à l'opposition de l'Iran, la politique américaine n'a jamais favorisé une voie via l'Iran. Stuart Eizenstat a proclamé que la politique étrangère américaine préférerait les routes sans l'Iran et ferait pression sur le régime iranien pour qu'il change ses pratiques inacceptables¹⁴¹. Federico Pena a aussi fait des déclarations parallèles et a souligné que l'un de ses buts principaux des Etats-Unis était d'encourager les alternatives sûres pour l'exportation, particulièrement en évitant les routes via l'Iran.¹⁴²

Les compagnies américaines l'Amoco et l'Unocal n'excluaient pas la possibilité de coopérer avec la Turquie pour exporter les ressources caspiennes bien qu'ils aient des inquiétudes. Dès le début des discussions sur la voie des transportations des ressources énergétiques de la région, les compagnies pétrolières ont toutefois considéré comme un coût de construction trop élevé d'un oléoduc allant de Bakou au port de Ceyhan en passant par Tbilissi (BTC), estimé entre 2,4 et 4 milliards de dollars. Ce projet n'a pas été soutenu, sauf qu'à condition que l'administration américaine qui essayait de la rendre économiquement attractive. Charles Pitman, représentant d'Amoco, a déclaré ainsi en octobre 1997 que l'Amoco soutenait la route allant de Bakou en Azerbaïdjan au port méditerranéen turc de Ceyhan nullement compétitive dans cette période, si elle pouvait s'être rendue commerciale. Car elle était deux fois plus longue que la route géorgienne et donc elle coûtait deux fois plus chères. Mais d'après-lui, elle proposait aussi certains avantages. Le rôle clé sur la transportation des ressources d'hydrocarbures de la région serait obtenu par un allié de l'OTAN, la Turquie, dont la demande croissante de ses besoins pétroliers serait satisfaite par la voie prénommée. En plus, cette voie éviterait la surcharge des Détroits turcs.¹⁴³ Au sujet de la viabilité économique du projet les compagnies pétrolières ont proposé la participation des ressources du Kazakhstan dans le projet de BTC. Mais pour la plus grande partie du consortium du gisement Tengouze, la

¹⁴⁰ Stuart Eizenstat op.cit p.2.

¹⁴¹ ibid

¹⁴² Federico Pena, op.cit.

¹⁴³ Annie Jafalian, "La politique américaine.....,op.cit.", p.69.

firme américaine Chevron a décidé d'exporter le pétrole de ce gisement vers la Russie par le « *Caspian Pipeline Consortium* ».

En résultat, la politique américaine avait pour but d'exclure la Russie et l'Iran des projets d'oléoduc le plus que possible pour éviter le monopole sur les routes de transportation de pétrole et de gaz et pour ne pas soutenir les tendances politiques favorisant le terrorisme. Bien qu'elle soit moins économique que les autres voies, la route de Bakou-Ceyhan, a été politiquement soutenue par les Etats-Unis pour écarter ces deux pays. Dans la phase initiale, les Etats-Unis avaient soutenu leurs politiques avec les facteurs économiques. Mais, dans la deuxième période, les considérations stratégiques et les facteurs géopolitiques étaient les préoccupations primaires de la politique étrangère américaine sur la Transcaucasie.

L'oléoduc de Bakou-Ceyhan a été prévu dans le but de l'exportation du pétrole des trois gisements Azéri-Chirag-Gunesli. Après la période du premier pétrole, la production de pétrole de ces trois gisements atteignait un haut niveau comme 480,000 barils de pétrole par jours en 2005 et prévoyait 1,2 millions de barils par jour en 2010¹⁴⁴. La longueur dépendante de la direction choisie de l'oléoduc partant du terminal de Sangachali qui se situe au sud de Bakou, jusqu'au port de Ceyhan de la Méditerrané avait été calculée entre 1800 et 2000 km. Les estimations de la construction de l'oléoduc changeaient entre 2,7 et 4 milliards de dollars d'après les sources différentes.

Pendant la Conférence sur l'avenir de l'énergie caspienne, de la mer Noire et de la Méditerrané en 1999 à Istanbul, le représentant de la région caspienne des Etats-Unis, Richard Morningstar a exprimé clairement que le gouvernement américain continuait à soutenir la construction de la voie d'oléoduc de Bakou-Ceyhan qui était l'alternative plus faisable vers l'Occident.

Pour le financement de ce projet qui était la raison principale de l'opposition des firmes pétrolières de l'AIOC, les Etats-Unis ont décidé d'utiliser leurs institutions financières. Le secrétaire d'énergie Federico Pena avait affirmé que les agences des investissements et de commerces américains comme la Corporation des

¹⁴⁴ Jan H. Kalicki, "Caspian Energy At the Crossroads", *Foreign Affairs*, Vol. 80, No.5, Septembre-Octobre, 2001, p.122.

investissement privés en outre-mer (*the Overseas Privat Investment Corporation*), l'Eximbank et l'Agence de commerce et de développement (*the Trade and Development Agency*) aideraient pour promouvoir les explorations caspiens et les projets d'oléoduc.¹⁴⁵

La Turquie aussi a pris son part des aides pour le financement du projet. En octobre 1998, l'Agence de commerce et de développement a annoncé une donation de 823,000 de dollars à BOTAS, le consortium turc d'oléoduc, pour que BOTAS puisse gagner de compétence américaine sur les sujets techniques, financiers, environnementaux et légaux associés avec les négociations sur l'oléoduc de Bakou-Ceyhan. Un moi après, les Etats-Unis ont inauguré le Centre de commerce, d'investissement et de finance caspien (*Caspian Trade Investment and Finance Centre*) à Ankara dont les employés étaient les représentants de trois agences gouvernementales : la Corporation des investissement privés en outre-mer, l'Eximbank et l'Agence de Commerce et de Développement.¹⁴⁶

Toutes ces explications et déclarations faites par les membres du gouvernement américain, identifiaient l'approche des Etats-Unis sur la Transcaucasie et la région caspienne. La politique américaine soulignant l'importance stratégique de la région, utilisait tous les instruments possibles.

L'oléoduc partant d'Azerbaïdjan vers la Turquie, devait traverser un autre pays puisque ces deux pays n'avaient pas de frontière commune. La route la plus courte pour celui-ci était la direction vers l'ouest qui passait de l'Arménie à la Turquie. Mais cette option apparaissait impossible à cause de la situation indéfinie du conflit du Haut-Karabakh. Alors que les Etats-Unis n'étaient contre pas aucunes routes à l'exception de celle qui passait par l'Iran, la seule option possible était une route via la Géorgie.¹⁴⁷

Bakou-Tbilissi- Ceyhan comme le principal oléoduc d'exportation a été considéré négativement par Moscou et a été critiqué aussi par l'Ouest. Le criticisme était

¹⁴⁵ *Economist Intelligence Unit, Country Report Azerbaijan, la 2e quartier 1995*

¹⁴⁶ Mustafa Aydin, "Oil, Pipelines and Security: The Geopolitics of the Caspian Region", dans Moshe Gammer (ed), *The Caspian Region Volume I*, Routledge, London and New York, 2004, p.20.

¹⁴⁷ *ibid*, p.19.

surtout sur la polarisation de la région et le gouvernement américain qui comptait sur les importances géopolitiques au lieu desquelles commerciales. Pour Moscou qui avait pour but de transformer l'oléoduc de Bakou- Novorossiisk à la route principale d'exportation du pétrole de la région, la réalisation de l'oléoduc BTC signifiait la diminution de son influence dans la région et donc la défaite de sa politique étrangère envers la région visée à la dominance politique, économique et militaire sur les Etats de la Transcaucasie.

La première intension sérieuse pour la construction de l'oléoduc de Bakou- Ceyhan a été exprimée par la signature de la Déclaration d'Ankara par le Secrétaire d'Energie des Etats-Unis Federico Pena, et les présidents de la Turquie, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan en 1998. A cause de la possible réaction russe, l'annonce officielle de l'oléoduc de Bakou- Tbilissi -Ceyhan étant la principale route d'exportation pétrolière caspienne a été retardée. La Banque mondiale a sponsorisé les études de faisabilité, l'évaluation de l'impact environnementale et les études de route détaillée pour le projet de Bakou-Tbillissi-Ceyhan. Toutes ces études ont été terminées en 1998. Suivant de nombreuses études supplémentaires, l'accord entre les gouvernements pour la construction de l'oléoduc a été signé par l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie pendant le sommet d'OSCE à Istanbul le 18 novembre 1999.¹⁴⁸ Le Conseiller d'énergie du président pour la région caspien Richard Morningstar ayant signé l'accord sous le statut d'observateur, a déclaré que cette route était le seul choix pour la transportation du pétrole caspien au marché internationale et que le Bosphore n'étaient pas convenable pour la transportation des plus grandes quantités de pétrole.

L'oléoduc de Bakou –Tbilissi- Ceyhan signifiait l'indépendance absolue pour l'Azerbaïdjan. Comme le Conseiller de la politique étrangère du président d'Azerbaïdjan Vafa Guluzade l'a mentionné : *« Cet oléoduc donne aux pays caspiens une route fiable pour l'exportation du pétrole sans passer par la Russie. D'ailleurs c'est économiquement mais surtout politiquement plus important. Maintenant, pour la première fois, nous avons l'accès direct à l'Occident en se libérant de la Russie après 200 ans. »*¹⁴⁹

¹⁴⁸ Anush Begoyan, "United States policy ... op.cit.", p.148

¹⁴⁹ Taras Kuzio, "Geopolitical Pluralism in the CIS: The Emergence of GUUAM", *European Security*, Vol.9, No.2, Été 2000, p87-88

Après 1997, le projet de Bakou-Tbilissi-Ceyhan a rencontré des difficultés à cause des prix bas du pétrole. Le débordement du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avait des effets négatifs sur tout le marché post soviétique. En octobre 1997, le prix du pétrole s'est baissé de \$22 à \$11,30. L'autre obstacle était l'armement de l'Arménie qui pouvait détruire la route de l'oléoduc entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie car l'Arménie s'était muni entre temps de quatre lance-fusées de Typhoon de la Russie

La découverte de larges réserves de gaz naturel dans le gisement de « Shah Deniz » a changé la vision pessimiste sur la réalisation du projet de BTC. La proposition d'un gazoduc parallèle à l'oléoduc de BTC, Bakou – Tbilissi - Erzurum a augmenté la possibilité de réussite du projet BTC. Après la signature des plusieurs mémorandums de compréhension, des déclarations, des protocoles et accords exprimant les intérêts mutuels et obligations des parties, le groupe des sponsors s'est formé le 3 novembre 2000 et s'est concrétisé avec la signature de l'Accord de financement du groupe de sponsors et de coopérations le 17 novembre 2000. Les études polytechniques ont commencé le 15 novembre 2000 et se sont terminées le 15 mai 2001.¹⁵⁰

Le projet de BTC se progressait lentement malgré son importance géopolitique et économique à cause de ses avantages et de ses désavantages. L'avantage principal était la chance de contourner l'écosystème délicat des détroits turcs, (le Bosphore et les Dardanelles) qui étaient déjà surchargés par les pétroliers. En plus le port de Ceyhan était un port d'eaux profondes qui était convenable pour les pétroliers de capacité de 300.000 de tonnes au contraire du Bosphore qui était limité avec l'accès des pétroliers de capacité de 100.000-150.000 de tonnes.¹⁵¹ L'un des désavantages à côté de celui des coûts de transports relatifs, était l'absence de la possibilité de l'exportation à deux étapes car la première étape du pétrole donnait l'opportunité d'observer la relation entre la demande et l'offre dans les conditions du marché changeant d'un jour à l'autre. L'incertitude et les estimations diverses sur les

¹⁵⁰ Pour les détails voir: le site internet officiel de BOTAS <http://www.btc.com.tr/proje.html>

¹⁵¹ Nejdet Pamir, "Bakü- Ceyhan ... op.cit.", p.69.

Ce point peuvent être un avantage ou un désavantage d'après les différentes de point de vues.. Voir Stanley Kober, "The Great Game Round 2: Washington Misguided Support fort he Baku-Ceyhan Oil Pipeline", *Foreign Policy Briefing*, No,63, le 30e octobre 2000. Voir le site internet de l'institut de Cato, <http://www.cato.org/pubs/fpbriefs/fpb63.pdf>

Ce rapport considère l'option de Bakou- Ceyhan comme un désavantage à cause des prix doubles.

réerves étaient des autres obstacles qui décourageaient les compagnies pétrolières d'investir dans ce projet. Les autres problèmes environnementaux reliés avec l'activité séismique de Ceyhan et la source fameuse d'eau minérale de la gorge de Borjomy affectaient les hésitations sur le projet. En plus, l'environnement politique instable de la Turquie surtout à cause des actions terroristes dans la région de sud-ouest du pays et les conflits ethniques endormis de la Géorgie ont aggravé les inquiétudes sur la sécurité de l'oléoduc de Bakou- Tbilissi- Ceyhan.

Malgré tout cela, les Etats-Unis continuaient à soutenir l'oléoduc de BTC. Les perspectives géopolitiques ont réprimé les arguments économiques et avec le temps ils sont devenues les intérêts nationaux des Etats-Unis. Il est possible de résumer les raisons de ce soutien en quatre grandes catégories : environnementale, géographique, économique et géopolitique. La raison environnementale avait de rapport avec la capacité de transportation du Bosphore. L'avantage géographique comprenait l'accès à la Méditerranée et la liaison directe au marché d'énergie occidentale à l'intermédiaire des Etats proaméricains. La raison économique devenait claire quand il s'agissait de faire une comparaison entre les taux russes et des autres options. La quatrième catégorie était la raison géopolitique qui rassemblait essentiellement l'ensemble de trois points. De là, premièrement la route de BTC allait éviter à la Russie de monopoliser la transportation du pétrole caspien et allait relier solidement les Etats transcaspiciens avec le système économique occidental. Deuxièmement, le projet de BTC allait exclure l'Iran des projets énergétiques de la Caspienne. Et finalement, avec le projet de BTC, la Turquie étant alliée de l'OTAN et suivant des politiques en faveur des Etats-Unis, aurait été donnée la capacité d'influencer les politiques régionales.

Le sujet plus important de ces priorités géopolitiques était la position régionale de la Russie dans l'avenir. L'exclusion complète de la Russie et de l'Arménie aurait été un mouvement qui aurait causé des graves problèmes politiques commençant par le recommencement des conflits ethniques jusqu'à l'intervention directe de la Russie.¹⁵² Dans ce point-là, les engagements sur la sécurité de la région et l'amélioration des armées nationales avec les reformes nécessaires gagnaient une très grande

¹⁵² Anoush Begoyan, "United States policy ... op.cit.", p.153.

importance. Les Etats-Unis ont essayé d'assister militairement à la région à l'intermédiaire d'une organisation multilatérale comme l'OTAN.

2. Les Engagements sur la sécurité régionale : le GUUAM et l'OTAN dans le même camp

Au début des années 1990, le rapport d'OTAN avec les pays de la Transcaucasie et les anciens alliés soviétiques, était considéré traditionnellement dans la perspective russe comme si c'était sa sphère d'influence. La Fédération de Russie s'opposait clairement que les NEI, les Etats d'Europe centrale et de l'est deviennent les parties d'une Europe intégrée et surtout de l'alliance euro atlantique. La région était explicitement conçue comme un espace des intérêts spéciales et d'influence russe d'après la nouvelle doctrine russe proclamée en 1993 qui légitimait le droit d'objection à l'expansion des blocs ou des alliances militaires comme l'OTAN dans la région. Le ministère des Affaires étrangères russe n'évitait pas à utiliser un langage soviétique en définissant la possibilité de l'expansion d'une alliance occidentale dans la région comme la création d'« une zone tampon ». L'administration russe favorisait l'assurance collective de l'OTAN et de la Russie pour la sécurité régionale mais en vérité, elle tentait de restreindre l'intégration politique de l'Europe centrale et de l'est avec la périphérie occidentale du continent. D'après la Russie, l'hégémonie russe, qui a été réanimée par le partenariat américain-russe sur la région, allait causer l'affaiblissement de l'alliance euro atlantique dans l'espace post-soviétique.¹⁵³

Bien que la Russie fut la première raison de la lenteur de l'évolution des rapports, les conflits ethniques de la région et l'intraitable question du Haut Karabakh ont aussi apparemment servi à diminuer l'appétit de l'Alliance à prendre part dans la région et à poursuivre des relations plus proches avec les trois Etats de la Transcaucasie. L'autre obstacle fondamental à la participation de l'OTAN dans le Sud Caucase était la tension justifiée et exagérée par l'Arménie et le Haut Karabakh

¹⁵³ Zbigniew Brzezinski, "Premature...", op.cit.", p 77-78.

contre le rôle militaire de la Turquie, même s'il serait à travers de l'alliance de l'OTAN..¹⁵⁴

Après le démembrement de l'Union soviétique, l'OTAN qui a perdu sa raison d'être, a perpétué son existence avec l'expansion de l'organisation vers les Etats de l'ancien bloc soviétique. Au début, des arrangements collaboratives onctueux ont été préférés par l'OTAN pour apaiser l'opposition russe à l'adhésion des Etats de la région de l'OTAN. Les trois Etats nouveaux indépendants de la Transcaucasie ont pris leurs parts dans ces institutions comprenant les anciens pays communistes et formées par l'OTAN quand même ils ont formé une alliance avec des autres Etats de la CEI comme le GUAM (avec l'exception de l'Arménie). Ces Etats étant membres du Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA), ont signé l'Accord de partenariat pour la paix (PPP) en 1994 et en 1997. Ils ont pris place parmi les fondateurs du Conseil de partenariat euro atlantique (CPEA) qui a remplacé le CCNA avec le but d'assurer la structure totale pour la coopération entre l'OTAN et le pays partenaire.

a. Le GUAM : entre le soutien américaine et la Russie

Même si tous les trois Etats de la Transcaucasie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie étaient le membre de la CEI et en relation avec l'OTAN, la différence dans leurs préférences stratégiques changeait le niveau de la coopération pour chaque pays. Après la dissolution du système soviétique, les nouveaux mouvements politiques à la base de nationalisme ont créé des conséquences différentes. L'Azerbaïdjan et la Géorgie se sont dirigés à établir des Etats indépendants sur les notions démocratiques. Mais l'administration arménienne a présenté les politiques irrédentistes dont le désir d'élargissement est devenu le but principal de cet Etat.¹⁵⁵ Avec l'effet d'autres facteurs aussi, la Russie est devenue un partenaire naturel pour l'Arménie. C'est pourquoi, il est devenu possible de regrouper les Etats de la Transcaucasie en deux parties. D'un côté, il y avait l'Azerbaïdjan et la Géorgie ayant les tendances stratégiques occidentales, surtout pro américaines. De l'autre, l'Arménie avait une alliance inévitable avec la Russie. Cette séparation influençait

¹⁵⁴ Svante E. Cornell, Roger Mcdermott, William O'malley, Vladimir Socor, Frederick Staar, *Regional Security in the South Caucasus: The Role of NATO*, Washington, Cental Asia- Caucasus Institute, 2004p..66.

¹⁵⁵ Kamil Ağacan,, "ABD'nin Kafkasya..., op.cit.", p.32.

toutes les relations politiques et sécuritaires de la région aux niveaux bilatéraux et multilatéraux.

Bien que l'Azerbaïdjan et la Géorgie fussent membre de la CEI, ils ont commencé à l'utiliser pour critiquer le rôle de la Russie dans l'espace post-soviétique. En 1997 lors du sommet de la CEI à Chisinau en Moldavie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ukraine ont déclaré que les départs dans la CEI seraient l'ordre du jour, si la politique russe hégémonique ne changeait pas.¹⁵⁶ Entre 1996 et 1997, un nouvel alignement émergeait comprenant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie et en 1997 pendant le sommet du Conseil d'Europe au Strasbourg, ils ont atteint le groupe de GUAM étant une union informelle promise à approfondir la coopération dans les domaines politiques et économiques et à former un bataillon commun de maintien de paix.¹⁵⁷ Dans ses buts politiques il y a l'interaction et la coopération politique; l'interaction pour la solution pacifique des conflits et la coopération pour lutter contre le séparatisme; la coopération dans les activités de maintien de paix ; la coopération pour le développement du corridor de transportation eurasien et transcaucasien dans le cadre du programme TRACEA¹⁵⁸ ; et l'interaction dans le cadre de processus de l'intégration aux structures de sécurité et de coopération euro atlantiques et européennes.¹⁵⁹ En 1999 lors du sommet du GUAM qui a réuni pendant le sommet du CPEA à Washington, l'Ouzbékistan a rejoint cette alliance et le nom du groupe est devenu le GUUAM en se référant aux lettres initiales des Etats participants.

Les Etats – Unis intéressés par l'affaiblissement politique de la Russie sur la région ont soutenu le GUUAM dès le début de son existence puisque le groupe, étant une structure alternative dans la CEI, possédât des idées parallèles à la perspective

¹⁵⁶ Kamil Ağacan, "Değişim Zamanı: Rusya Federasyonu'nun Güney Kafkasya Politikası" *Stratejik Analiz*, Vol.6, s.61, Mai 2005, p.52.

¹⁵⁷ Edmund Herzig, *op.cit*, p.100.

¹⁵⁸ Le TRACECA est un projet de la Commission de l'Union européenne, pour développer des routes alternatives de transport et de commerce dans les pays de l'ancienne URSS jusqu'à l'Europe occidentale, et qui rappelle la mythique Route de la soie. Le TRACECA fait partie du projet TACIS de l'UE, avec les projets INOGATE (Interstate Oil and Gas Transport to Europe) destiné à promouvoir la sécurité de l'approvisionnement en énergie pour l'Europe et le BS-PETra (Black Sea Pan-European Transport Area) qui fait liaison entre Caucase et Asie Centrale. Le projet TRACECA permet à la fois l'approvisionnement pour les uns (Ukraine, Géorgie, Moldavie) et les routes d'exportation pour les autres (Azerbaïdjan et Ouzbékistan), représentant un nouvel axe d'oléoduc eurasien sans passer par la Russie.

¹⁵⁹ "The GUUAM, Group history and Principles", Novembre 2000, voir le site officiel de GUUM <http://www.guam.org/general/history.html>

américaine pour la région. En mai 2000, les ambassadeurs des pays du GUUAM en mission aux Etats-Unis ont résumé leurs objectifs en quatre catégories : qui était de fournir le corridor de transportation et de commerce entre l'Est et l'Ouest ; de développer l'interaction dans le cadre du CPEA et du PPP ; de prévenir la prolifération des armes de destruction massive dans la région et de combattre contre le trafic de drogues en définissant les Etats-Unis comme un partenaire stratégique.

Le soutien des Etats-Unis a été concrétisé par les fonds américains. Dans le cadre de l'Acte de l'assistance de défense et de sécurité en 2000, le Congrès a assuré des fonds aux pays de GUUAM et l'Arménie pour soutenir leurs indépendances et leurs souverainetés territoriales. Pour l'année fiscale de 2001, il a prévu 5 millions de dollars de donation pour le financement du militaire étranger, 2 millions de dollars d'assistance pour la non-prolifération et le contrôle des douanes, 500 cent mille dollars pour les fonds de l'Éducation et l'Entraînement Militaire International (*IMET International Military Education and Training*), et 1 million de dollar pour l'assistance à l'antiterrorisme. En 2002, ces fonds ont continué à s'écouler en augmentant parallèlement à l'attention attirée sur la région après des attentats du 11 septembre 2001. L'Acte a subvenu 20 millions de dollar de donation pour le financement du militaire étranger, 10 millions de dollar d'assistance pour la non-prolifération et le contrôle des douanes, 5 millions de dollar des fonds de l'Éducation et l'Entraînement Militaire International et 2 millions de dollars pour l'assistance à l'antiterrorisme. Puisque l'assistance dans le cadre de cet acte rencontrât l'obstacle de section 907 de l'Acte du support de la liberté, l'Azerbaïdjan pouvait être le sujet de l'assistance seulement pour l'antiterrorisme, la non-prolifération et le contrôle d'exportation jusqu'au mémorandum sur l'exemption de la section 907 transmis par le Président Bush en 2002¹⁶⁰

La géopolitique post-11 septembre 2001 a accéléré l'élargissement de l'implication des Etats-Unis dans les pays du GUUAM. Durant le troisième sommet du GUUAM, tenu les 3 et 4 juillet 2003 à Yalta, le groupe affirmait officiellement la collaboration du groupe avec les Etats-Unis, par la signature du « programme cadre GUUAM-Etats-Unis ». Ce troisième sommet de GUUAM était une réussite mais en même temps un échec, car seulement les présidents de l'Ukraine Léonid Kouchma et de la

¹⁶⁰ *ibid*

Géorgie Edouard Chévardnadzé s’y étaient participés. La délégation américaine était menée par Steven Pifer, assistant député secrétaire d’Etat pour les affaires européennes et eurasiennes. Les accords signés stipulaient deux initiatives. La première était la protection militaire du corridor pétrolier eurasien. Les accords prévoyaient l’entraînement par l’armée américaine d’unités locales anti-terroristes mobiles pour protéger les oléoducs, pour combattre le terrorisme mais aussi pour sécuriser les frontières et le contrôle des douanes. En Géorgie et en Azerbaïdjan, le Consortium chargé du corridor pourrait exiger la militarisation de la zone d’oléoducs par les armées géorgienne et azérie. La deuxième initiative était la lutte antiterroriste. Les accords prévoyaient la création de deux « bureaux »: à Kiev, un centre virtuel de lutte anti-terroriste et anti-criminelle, et un centre de système d’échange d’information interétatique à Bakou¹⁶¹

Malgré le courage de critiquer la Russie et la volonté pour diminuer l’influence de la Russie dans la région, les inquiétudes sur des réactions russes dirigent les Etats de GUAM à suivre des politiques prudentes. En 2005, l’Ouzbékistan s’est retirée de l’organisation qui est redevenu le GUAM avec ce changement de peur d’attirer la réaction russe. En mai 2006, le représentant azerbaïdjanais Zardust Alizade exprime encore ses doutes quant aux perspectives de développement de l’alliance et l’obtention de résultats pratiques. Les pays du GUAM font face à la défiance de la Russie, qui a notamment arrêté en 2006 de subventionner l’Ukraine et la Moldavie par des tarifs préférentiels sur son gaz ou a interdit la même année l’importation des vins et des eaux minérales géorgiennes, pour des raisons dites "sanitaires". Par conséquent, le manque d’un objectif commun précis et l’influence atténuante de la Russie, créait les disputes sur l’efficacité et l’avenir de GUAM qui s’institutionnalisait en fixant son siège à Kiev et en prenant le nom d’Organisation pour la démocratie et le développement économique GUAM en 2006.

b. L’OTAN et les relations bilatérales avec les Etats-Unis sur la sécurité

Les actions de l’OTAN dans la Transcaucasie étaient le reflet de l’engagement américain dans la région puisqu’elle était un instrument qui facilitait les relations

¹⁶¹ Lorraine Gillet, “Le Groupe de GUUAM, une alliance vulnérable et opaque”, 14 juillet 2004, voir le site Internet du Centre pour la recherche de globalisation, <http://www.globalresearch.ca/articles/GIL407A.html>.

bilatérales avec les membres et les partenaires de l'Alliance. La présence de l'OTAN dans la région se montrait comme un rôle augmentant du programme de Partenariat pour la paix qui a commencé en 1994. « L'objectif de l'OTAN avec le programme de PPP était d'encourager la sécurité et la stabilité régionale par l'engagement en temps de paix; d'assurer l'accès aux ressources énergétiques du bassin caspien; de lutter contre les menaces non traditionnelles comme le terrorisme international, le trafic de drogues et la prolifération des armes de destruction massive et de refréner la résurgence russe aux dépens de la souveraineté et/ou l'intégrité territoriale de la Géorgie ou de l'Azerbaïdjan. Pour atteindre ces buts, le PPP contribuait à la promotion du contrôle civil sur les forces armées; à la participation aux opérations communes avec les missions humanitaires de maintien de la paix de l'OTAN; au développement de l'interopérabilité entre les forces des alliés de l'OTAN et les participants; à l'éducation des forces armées des Etats participants et au processus de standardisation des forces armées.

Le succès du programme était divers dans les deux premières années. Beaucoup de progrès n'ont pas enregistré à cause de l'influence russe continuant surtout dans le ministère de Défense de la Géorgie. Les tentatives de la Fédération de Russie pour transformer la CEI à une alliance militaire contre la menace causée par l'expansion de l'OTAN ont échoué à la fin de 1996 après la décision prise lors du sommet de Lisbonne de l'OSCE qui a pavé la route pour l'adhésion des pays de CEI au processus d'intégration euro-atlantique.¹⁶² Le changement de la politique américaine de la deuxième administration de Clinton et la nouvelle perspective de l'OTAN se sont rencontrés dans la même période et les nouvelles priorités américaines sur la région ont augmenté la vitesse et l'effectivité du programme de PPP. Après 2001, suivant les attentats du 11 septembre, l'administration de George W Bush a donné une importance spéciale à la région dans le cadre de la lutte contre le terrorisme internationale et l'engagement militaire américaine ont accéléré parallèlement aux programmes d'assistance des militaires étrangers et d'entraînement militaires

La Géorgie et l'Azerbaïdjan sont deux participants plus actives dans les activités de l'OTAN et du PPP. Pour ces deux pays, les relations avec l'OTAN étaient une chance pour se sauver de la pression russe. L'Arménie aussi ont participé tous les

¹⁶² *ibid.*

programmes de l'OTAN mais elle n'a jamais changé son attitude envers la Russie à qui elle a une dépendance sécuritaire.¹⁶³ Par contre, elle n'a pas voulu d'être en dehors d'une organisation effective pour pouvoir contrôler les activités de la Turquie et l'Azerbaïdjan qui sont considérés comme des menaces par l'Arménie.

Comme les attentats du 11 septembre 2001 ont transformé toutes les relations internationales, la coopération des Etats de la Transcaucasie avec l'OTAN s'est accrue après cette date. La Géorgie qui est devenue le pays clé de la lutte américaine contre le terrorisme, s'est adressée officiellement pour l'adhésion à l'OTAN au sommet de Prague en 2002, tandis que l'Azerbaïdjan l'a fait en 2003. En 2004, ils ont adhéré à un niveau de pré-adhésion, avant de devenir membre à part entière. C'est-à-dire que ces pays ont signé le Plan d'action individuel pour le partenariat (IPAP) conduisant au Plan d'action pour l'adhésion (MAP- *Membership Action Plan*)¹⁶⁴. L'objectif de l'IPAP est de définir un programme de réformes englobant une série d'aspects civils et militaires.¹⁶⁵ Dans l'avenir, la Géorgie et l'Azerbaïdjan prévoient également à participer au programme d'échange de données sur la situation aérienne (ASDE - *Air Situation Data Exchange*) et au projet de Fond de fidélité de PPP (*PfP Trust Fund*) qui aide au Etats partenaire de l'OTAN pour la destruction des mines terrestres antipersonnelles sans danger sous le Convention d'Ottawa.¹⁶⁶ Bien qu'en 2003 l'Arménie comme les deux autres, ait adhéré au Processus de planification et d'examen du Partenariat pour la paix (PARP), lequel demeure le noyau central de la planification transparente de la défense, de la responsabilité et de la surveillance démocratique des forces armées, la réalisation de son IPAP présenté en 2005 et l'adhésion à l'OTAN ne faisait pas partie des priorités de la politique étrangère arménienne.¹⁶⁷

¹⁶³ Svante Cornell, *et al Regional Security...*, *op.cit.*, p.55.

¹⁶⁴ Le MAP est une programme par lequel l'OTAN donne des avis, une aide et un soutien pratique spécialement adaptés aux besoins individuels des pays désireux d'adhérer à l'Alliance Trois pays – l'Albanie, la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine sont actuellement membres du Plan d'action pour l'adhésion. Pour les détails voir le site internet officiel de l'OTAN <http://www.nato.int/issues/map/index-f.html>

¹⁶⁵ Comme l'amélioration de la démocratie et du secteur judiciaire, l'établissement du budget et la planification, l'harmonisation des équipements, l'amélioration de l'interopérabilité avec les armées des pays membres de l'OTAN et le développement des plans civils d'urgence et de la coopération scientifique.

¹⁶⁶ Pour les détails sur le fond de fidélité, voir le site internet : <http://www.nato.int/pfp/trust-fund.htm>

¹⁶⁷ "Yerevan one more time declares it is not going to enter NATO", 01/02/2007, voir le site internet: <http://www.panarmenian.net/news/eng/?nid=20920>

En générale la Géorgie possédait la volonté des reformes militaires comprenant la formation des petites forces, modernes et mobiles qui sont bien entraînées et adaptées à l'interopérabilité avec l'OTAN. L'assistance nécessaire a été fournie par l'éducation de l'armée géorgienne avec l'assistance bilatérale de la Turquie et les Etats-Unis. Les relations militaires bilatérales entre les Etats-Unis et la Géorgie se sont développées pendant l'administration de G. W. Bush. L'assistance sécuritaire américaine aidant la Géorgie étaient de 112,7 milliards de dollars en total entre 2001 et 2003 suivant une croissance chaque année.¹⁶⁸

Les Etats-Unis jouaient un très grand rôle dans la formation de la force armée géorgienne avec le programme de financement des militaires étrangers et le programme d'éducation et d'entraînement militaire international surtout après la visite de Chévardnadzé au Washington en 1997 où les sujets militaires et sécuritaires ont été principalement discutés.¹⁶⁹ En 2001, ils ont fourni à la Géorgie dix hélicoptères HU-1 et en 2002 ils ont envoyé 200 unités des forces spéciales pour la mission d'entraînement dans le cadre du Programme d'entraînement et d'équipement de la Géorgie (GTEP – *Georgia Train and Equip Program*). Les Etats-Unis ont prévu de dépenser 64 millions de dollars pour la formation et l'entraînement de troupes géorgiennes, ce qui fait approximatif quatre bataillons pour un total de 1200 soldats dans l'objectif d'enrichir la capacité contre-terroriste de l'armée géorgienne et pour aider à adoucir la tension entre la Géorgie et la Russie causée par l'environnement convenable de la gorge de Pankisi pour les militants tchéchènes et les autres militants et leur formations illicites.¹⁷⁰ Avec ce programme, les Etats-Unis ont présumé de dissuader la Russie qui pourrait diriger des opérations militaires dans la gorge de Pankisi. Si une opération militaire russe s'y produisait, les militants et les groupes criminels de la région se disperseraient au sud, c'est-à-dire dans la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Même si le problème était très sérieux, la politique américaine avait l'intention de le limiter géographiquement.¹⁷¹

¹⁶⁸ Svante Cornell, *et al., Regional Security...*, *op.cit.*, p.61.

¹⁶⁹ En 1994, pendant sa première visite au Washington, Chevardnadze n'a demandé aucun aide militaire des Etats-Unis et il a précisé que l'armée géorgienne serait formée par l'assistance russe. Kamil Ağacan, "Bağımsızlığın ...", *op.cit.*, p.37.

¹⁷⁰ Svante Cornell, *et al., Regional Security...*, *op.cit.* p.62.

¹⁷¹ Svante Cornell, "America and Russia face off in Georgia", *Turkish Daily News*, 6 mars 2002.

Ce programme (GTEP) de deux ans était le plus grand et le plus important programme d'assistance militaire et en même temps politique des Etats-Unis jusqu'à ce temps-là. Pour disperser tout doute sur les intentions des militaires américaines, les autorités américaines ont affirmé qu'ils n'étaient pas là pour participer à des combats dans la région ou de monter des opérations conjointes avec les géorgiens et qu'ils étaient présents pour la formation et l'éducation des troupes géorgiennes. Les autorités américaines ont également assuré aux Russes que les unités d'entraînement américaines ne seraient pas impliquées dans les conflits sécessionnistes non réglés en Géorgie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Malgré ces engagements, la dimension et la nature de l'aide américaine et ce à quoi elle servira restent incertaines aux yeux de Moscou.¹⁷²

L'importance stratégique de la Transcaucasie était déjà claire grâce à l'énergie et la location géographique de la région. Mais la région possédait une autre importance depuis le 11 septembre. Celle-ci était le couloir aérien utilisé par l'armée américaine d'Europe en Asie Centrale et en Afghanistan, qui traversait la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Pour équiper ses bases militaires se trouvant en Asie Centrale, les Etats-Unis ne pouvaient pas utiliser les routes passant par la Russie, la Chine ou l'Iran. Les options possibles étaient la route passant par Pakistan - Afghanistan ou le corridor entre la Turquie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. La situation instable des deux voies a poussé les Etats-Unis à éviter une seule route et à soutenir la stabilité de la Géorgie qui était plus faible que l'Azerbaïdjan.¹⁷³

Même si la Géorgie est la clé de la lutte contre le terrorisme international, L'Azerbaïdjan qui était à la recherche des alliances pour récompenser ses besoins militaires et contrebalancer les menaces perçues autour de lui, était encore très important pour la sécurité de la région. Le Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, Safar Abiyev, a défini la présence des militaires russes en Arménie comme une menace qui causait à l'absence de la sécurité dans la Transcaucasie. De

¹⁷² Pierre Jolicoeur, "Assistance militaire américaine à la Géorgie selon une perspective russe", 16 mars 2002. http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-cepes.php3?id_article=581

¹⁷³ Svante Cornell, "America and...", op.cit".

plus, il a proposé l'établissement d'une base d'OTAN en Azerbaïdjan qui fortifierait la paix et la stabilité dans la région.¹⁷⁴

L'armée de l'Azerbaïdjan qui profite de l'assistance bilatérale de la Turquie, est devenue plus active dans le cadre du PPP et des autres accords internationaux et bilatéraux. L'Azerbaïdjan, comme la Géorgie a soutenu la guerre dirigée par les Etats-Unis contre le terrorisme international et participé aux opérations internationales de maintien de paix comme le KFOR et la force commandée par l'OTAN pour maintenir de la paix en Afghanistan (l'ISAF).¹⁷⁵ En mai 2003, le parlement d'Azerbaïdjan a approuvé le déploiement d'une force de 150 militaires en Irak et ce déploiement s'est réalisé au mois d'août malgré la pression russe.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont changé la face des relations bilatérales de l'Azerbaïdjan avec les Etats-Unis comme les deux autres Etats de la Transcaucasie. L'engagement américain s'est approfondi surtout après que le Président Bush a déclaré le mémorandum sur la dispense de la section 907 de l'Acte du support de la liberté comme une récompense du soutien azérie pour la campagne américaine contre le terrorisme international en janvier 2002.¹⁷⁶ Le mémorandum sur la dispense de la section 907 s'est vu nécessaire pour soutenir les efforts américains contre le terrorisme international et la sécurité de la frontière de l'Azerbaïdjan mais en même temps le mémorandum assurait qu'il n'ébranlerait ou retarderait pas les efforts de négociation sur le solution pacifique du problème du Haut Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et qu'il ne serait pas utilisé pour les intentions offensives contre l'Arménie.¹⁷⁷ Par conséquent, l'assistance directe du gouvernement américain au gouvernement d'Azerbaïdjan a été permise pour la première fois depuis 1992. L'assistance militaire et sécuritaire qui était de 2,3 millions de dollars en 2001, a

¹⁷⁴ "Azerbaijani Ministers Call For Turkish Bases in South Caucasus", *Azerbaijan Daily Digest*, Eurasianet, 26 mars 2001,

<http://www.eurasianet.org/resource/azerbaijan/hypermail/200103/0067.html>

¹⁷⁵ Svante Cornell *et al.*, *Regional Security...*, *op.cit.*, p.72.

¹⁷⁶ *ibid.*, p.57.

¹⁷⁷ "Memorandum on Waiver of Section 907 of the Freedom Support Act with Respect to Assistance to the Government of Azerbaijan", American Presidency Project le 25 janvier 2002,

<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=64367>

augmenté à 13,6 millions de dollars en 2002 et a dépassé les 20 millions de dollars en 2003.¹⁷⁸

A côté des assistances sécuritaires, la formation de l'initiative du « *Caspian Guard* » et l'établissement de certaines « locations coopératives de sécurité » sont devenues les moyens d'engagement des Etats-Unis. dans la région. L'initiative du « *Caspian Guard* » (*Caspian Guard Initiative*) est une initiative comprenant l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan pour établir un régime de contrôle sur l'espace aérien, maritime et les frontières de la région caspienne.¹⁷⁹ Cette initiative a été soutenue par le programme de 20 millions de dollars en juillet 2004 et a été appliquée par « *US Defense Threat Reduction Agency* » pour entraîner la Garde de la frontière maritime d'Azerbaïdjan. Quant aux locations coopérative de sécurité, ils étaient des installations tactiques ayant des réserves pré-placées qui fournissaient l'accès au temps de contingence mais, contrairement à une base traditionnelle, possèdent peu ou d'aucune présence militaire américaine permanente. Ces emplacements sont conçus pour augmenter la mobilité des forces militaires américaines et, le plus important, pour faciliter des missions de contre prolifération le long de la frontière du sud d'Azerbaïdjan avec l'Iran et les frontières du nord avec la Géorgie et le Daghestan.¹⁸⁰

Dans le cadre de l'initiative américaine pour la sécurité de la mer Caspienne, essentiellement destinée à garantir l'intégrité et la sécurité de l'oléoduc BTC, l'ambassade des Etats-Unis en Azerbaïdjan a annoncé la future installation de deux stations de radars de surveillance pour un montant de 135 millions de dollars à Astara et Xizi, deux localités respectivement situées de 2 à 50 kilomètres des frontières avec l'Iran et la Russie.¹⁸¹ Le raisonnement officiel pour les stations de radar était d'empêcher la navigation illégale dans la mer Caspienne. Mais ces stations

¹⁷⁸ Svante Cornell *et al.* *Regional Security...*, *op.cit.*, p.58. La référence de la source: US State Department, Fact Sheet: "US Assistance to Azerbaijan- Fiscal Year 2002", Bureau of European and Eurasian Affairs, le 6 juin 2002, www.state.gov/p/eur/rls/fs/11028.htm.

¹⁷⁹ Kirill Nourzhanov, "Caspian oil, geopolitical dreams and real issues", *Australian Journal of International Affairs*, vol.60, no.1, mars 2006, p.63.

¹⁸⁰ Richard Girogossian, "Azerbaijan: Relations With U.S. Enter A New Phase", *Radio Free Europe Radio Liberty*, le 8 août 2005, voir le site Internet, <http://www.rferl.org/featuresarticle/2005/08/d816f9b9-8f6c-48d7-903e-c4738b94f263.html>

¹⁸¹ « Azerbaïdjan : Les radars de la discorde », *Caucas European news*, le 30 septembre 2005, voir le site Internet, <http://www.caucas.com/home/depeches.php?idp=576&PHPSESSID=e4fbfd97465aca468905f9751ccf eaea>

de radar sont dans la capacité d'intervenir au radio et au téléphone et de surveiller les activités dans les territoires de la Russie et de l'Iran. La Russie et l'Iran se sont opposés naturellement à ces propositions. L'Iran a défini cette situation comme l'encerclement complet de l'Iran et « la prélude pour l'invention éventuel de ce pays »¹⁸²

La Russie était extrêmement sensitive envers les développements près de sa frontière. Mikhail Mergelov, Chef du comité des affaires internationales du parlement russe a déclaré que la Russie allait toujours être contre la présence des forces étrangères à l'intérieur de la CEI. En 2005, le secrétaire général de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) Nikolai Bordiuzha, a proposé la formation d'un groupe militaire dans la région d'Asie centrale qui émulerait les groupes militaires régionaux déjà existants, comme le groupe russe – arménien et les Forces collectives de déploiement rapide, dans le cadre du Traité dont l'Azerbaïdjan et la Géorgie n'en étaient plus membres depuis 1998.¹⁸³ Cette offre a pris sa place dans la politique étrangère russe avec la proposition du Ministre de la Défense Sergei Ivanov qui a proposé l'établissement d'une force mixte de protection surnommée le CASFOR ayant pour but d'empêcher la menace du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, le trafic d'armes et de drogues dans le bassin de la Mer Caspienne. L'initiative avait aussi pour mission de protéger les intérêts économiques des pays riverains.¹⁸⁴

La proposition du CASFOR est le reflet de l'initiative américaine pour la sécurité de la mer Caspienne « *Caspian Guard Initiative* » dans la politique russe. Parallèlement, la Russie s'en est déjà servie de plate-forme pour des activités de surveillance et a loué une station de radar dans la région de Gabala. Les Etats-Unis à leur tour, ont récemment mis en place deux stations mobiles de radar citées auparavant pour surveiller la mer Caspienne. Dans ce jeu, les objectifs généraux de la Russie comme l'établissement de la stabilité et la lutte contre le terrorisme ont été accompagnés spécialement par le but d'éviter la puissance américaine dans la région. Les régions

¹⁸²Kirill Nourzhanov, "Caspian oil ...", op.cit.", p.63.

¹⁸³ ibid.

¹⁸⁴ Rovshan Ismayilov, " L'Azerbaïdjan doit choisir son camp dans le « grand jeu » Russie-USA en Mer Caspienne ", *Le Courrier du Caucase*, le 11 février 2006. voir le site Internet, <http://caucase.courriers.info/article0113.html>

de la Transcaucasie et de la mer Caspienne se témoigneront à cette rivalité géopolitique et géostratégique le plus longtemps.

CONCLUSION

Les politiques de *Glasnost* et de *Perestroïka* du dernier président de l'Union des républiques soviétiques Mikhaïl Gorbatchev, ont créé un environnement convenable pour les courants nationalistes. Ces courants nationalistes ont accéléré l'indépendance des républiques soviétiques qui se trouvaient à l'intérieur des frontières de l'URSS. Ils ont permis l'apparition de nouveaux Etats dans la scène politique internationale comme ceux de la Transcaucasie : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie. Ces Etats n'étaient pas assez puissants pour remplir le vide politique créé de la région.

Après le démantèlement de l'URSS, les Etats-Unis qui étaient l'une des deux superpuissances du système bipolaire, sont restés sans adversaire mais avec l'obligation de faire face aux problèmes de la Guerre Froide comme l'avenir des armes nucléaires. Cette préoccupation a été accompagnée par les inquiétudes sur l'avenir de la Russie qui s'entraînait à faire la définition de sa raison d'être. En ce temps là, les Etats-Unis respectant le pouvoir de son ancien rival voulaient préserver l'équilibre politique existant. Ils avaient préféré un partenariat et une supériorité d'un acteur connu sur des autres nouveaux émergés. C'est pourquoi les Etats-Unis n'ont pas développé une politique précise sur la Transcaucasie jusqu'au milieu des années 1990. En donnant la priorité à la Russie, les Etats-Unis acceptaient que le territoire ex-soviétique soit l'arrière-cour de cet Etat. L'administration américaine ne faisait rien pour offenser la Russie et autant qu'en même temps l'Arménie en raison de l'effectivité de la Diaspora arménienne aux Etats-Unis surtout sur le Congrès américain. L'admission de la section 907 qui a influencé le destin d'Azerbaïdjan et même celui de toute la région pour dix ans, était la preuve remarquable de l'influence arménienne sur le Congrès. C'est ainsi que toutes les priorités de la phase initiale de la politique étrangère américaine, les conflits régionaux ont été quittés à leurs destins puisqu'ils ne puissent pas achever à une solution malgré les efforts internationaux impuissants.

Même si la Russie a déclaré une nouvelle doctrine sur son « étranger proche » en 1993, le réveil entier de la politique américaine rencontre à 1996. Suivant les

développements énergétiques de la région, la rivalité entre les Etats-Unis et la Russie a réanimé et les objectifs réels de la Russie ont commencé à se concrétiser sur la base des ambitions monopolistiques pour l'hégémonie dans la région. « Le Grand Jeu » du XXe siècle a réapparu sur l'échiquier de l'Eurasie avec des acteurs différents et l'Azerbaïdjan et la Géorgie sont devenus les pays les plus importants de la région grâce aux ressources d'hydrocarbures que l'Azerbaïdjan possède dans le bassin de la Mer Caspienne et aux options d'exportation de ces ressources passant par la Géorgie. Même si la quantité de ces réserves était discutable, les Etats-Unis ont soutenu les investissements étrangers pour la région et ils les ont considérés comme le moyen pour le développement économique, politique et démocratique des nouveaux Etats indépendants.

La plus grande concurrence a été vécue sur le sujet de l'exportation de ces ressources au marché mondiale Les Etats-Unis favorisaient la construction d'un nouvel oléoduc de Bakou à Ceyhan en Turquie passant par le Tbilissi au lieu des routes existants et passant par la Russie. La Russie ayant le but de recréer le pouvoir des temps anciens dans la région et dans le système mondial, ne cessaient pas d'appliquer la pression sur l'Azerbaïdjan et la Géorgie en utilisant leur faiblesse à son profit. Les Etats-Unis suivant leurs intérêts nationales dans le cadre de «la Stratégie nationale pour un nouveau siècle » en 1997 et de l'Acte de route de soie en 1999, portaient le but de limiter la Russie en évitant le monopole russe dans l'exportation du pétrole et en soutenant la souveraineté des Etats locaux et leurs initiatives de coopérations. D'autre part, les Etats-Unis avaient également l'objectif de réduire la dépendance au pétrole du Golfe Persique et d'exclure l'Iran des développements énergétiques de la région.

L'Iran se situe parmi les acteurs politiques qui tentent d'influencer la région dès le début des années 1990 dans leurs perspectives. Après la dissolution du système soviétique, l'émergence des nouveaux Etats indépendants a créé un environnement convenable pour l'expansion de l'idéologie iranienne et pour écarter la menace au nord du pays où la majorité de la population est azérie. La coopération entre l'Iran et la Russie, les accords militaires et commerciaux des deux pays et le but idéologique iranien pour soutenir les mouvements islamiques régionaux et pour remplir le vacuum de pouvoir dans les pays voisins ont jeté les Etats-Unis et l'Iran aux camps

opposites. Les Etats-Unis ont fortement refusé l'implication économique et politique de l'Iran dans aucun des projets surtout sur le pétrole et le gaz de la région puisque Téhéran soutient le radicalisme islamique et le terrorisme international. Même si les propositions de Téhéran qui vise à exporter son propre pétrole exploité en échange du pétrole brut azerbaïdjanais et à soutenir la construction d'un oléoduc passant par ses propres territoires. Quoique ces propositions soient considérées par les compagnies pétrolières plus économiques que l'option favorisée par les Etats-Unis, les administrations américaines ne s'intéressent jamais aux alternatives via l'Iran et adoptent le but d'exclure totalement ce pays suivant une perspective géostratégique avec l'assistance des sanctions unilatérales économiques. Il est clair que les notions stratégiques surpassent les attentes économiques dans le processus de la prise de décision.

La compétition pour gagner de l'influence sur la région et les moyens utilisés surtout par la Russie et l'Iran comme la provocation des conflits régionaux et l'application de la pression politique sur les Etats de la Transcaucasie ont fait naître une corrélation entre l'énergie et la sécurité. La sécurité des ressources et des voies d'exportations ont commencé à être cités avec la stabilité et la prospérité de la Transcaucasie. En vue que les régions instables comme le Haut-Karabakh, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie provoquent les activités illicites et que ces instabilités influencent négativement la protection des investissements étrangers, l'établissement de la sécurité dans la région est la première condition pour le développement régional. C'est pourquoi on ne peut pas traiter le sujet d'énergie et même l'économie indépendamment de la sécurité. Contrairement ils sont liés l'un à l'autre. L'amélioration technique des forces armées nationales, leurs coopérations avec les organisations internationales et les développements démocratiques, économiques et sociaux des ces Etats avec l'assistance internationale aideront à l'établissement de la prospérité régionale.

Après les attentats du 11 septembre 2001, le motif de sécurité est entré dans l'ordre du jour avec la « Doctrine Bush » qui a nécessité le remodelage du Moyen Orient. D'après la « Doctrine Bush » qui a été énoncée pour la première fois le 20 septembre 2002, dans un document de politique intitulé « *The National Security Strategy of the United States of America* » et a été reprise dans un discours présidentiel au Congrès

américain, le 4 février 2004, la stratégie de sécurité nationale de l'administration américaine prône la guerre préventive, le maintien de la suprématie militaire américaine dans le monde ainsi que le développement de la coopération internationale, des droits de l'homme et de la liberté. La « guerre globale contre le terrorisme » a pour objectif de traquer les organisations et réseaux terroristes et d'instaurer des liens étroits avec les gouvernements et populations des pays de cette zone.

Suivant l'intervention américaine de l'Afghanistan dans le cadre de la Doctrine Bush, l'engagement américain dans la Transcaucasie a gagné de nouvelles dimensions surtout militaire et sécuritaire. Le corridor aérien traversant la Transcaucasie et l'établissement des bases militaires sont devenus vitaux pour fournir les forces américaines. En outre le but de réduire les activités illicites nichées dans les zones instables qui provoquent le terrorisme international surtout à la gorge de Pankissi en Géorgie ont attiré les attentions à la région et ont causé le développement des relations bilatérales sur la sécurité.

Bien que les incidents du 11 septembre ait rapproché au début la Russie et les Etats-Unis sur une base de la lutte contre le terrorisme international, il semble que la rivalité entre deux pays continue à grande vitesse rappelant que la Transcaucasie était et est toujours au centre de cette rivalité dans le concept de la sécurité de la Mer Noire et du bassin caspien puisque la région est encore considérée dans les intérêts nationaux des deux pays.

BIBLIOGRAPHIE

Documents:

ATAMOW Namik, "Production Sharing Agreements (PSAs) in Azerbaijan and Taxation of Foreign Employees", *A publication for HR and Taxdecisionmakers by KPMG's International Executive Services Practice*, 13 June 2000, http://www.us.kpmg.com/microsite/tax/ies/2000_Flash_Alerts/fa00-59.pdf

BUSH George, Discours de la victoire du président américain devant le Congrès (06/03/1991 <http://www.mondediplomatique.fr/cahier/irak/posusa03>

DUNHAM Archie, discours prononcé au National Foreign Trade Council , 31 mars 1998, <http://usaengage.infovine.com/archives/news/980331dunham.html>

EÏZENSTAT Stuart (Under Secretary for Economic and Business Affairs, US State Department), "Prepared Statement for Hearing before the Committee on Foreign Relations, US State Senate", *Hearing- US Economic and Strategic Interestis in the Caspian Sea Region: Policies and Implications*, One Hundred Fifth Congress, US Government Printing Office, 1998

JAFALIAN Annie, "La politique américaines concernant les enjeux energetiques, dans la region de la mer caspienne, Analyse des interactions, entre les compagnies petrolieres, les pouvoirs publics, et les centre de reflection", *Fondation pour la recherche strategique*, fevrier 2003, http://www.defense.gouv.fr/portal_repository/1744308598_0001/fichier/getData

MATZKE Richard, "Caspian Oil, Cooperation or Competition?", discours prononcé dans le cadre du sommet sur le gaz et le pétrole de la Caspienne, Centre for Global Energy Studies, Londres, 4 novembre 1998, voire le site Internet http://www.chevron.com/news/archive/chevron_speech/1998/98-11-04.asp

MATZKE Richard, "From Great Game to Granet Gain : The Unfolding Story of the Caspian Oil", discours prononcé au Houston World Affairs Council, Houston, 19 septembre 2000. http://www.chevron.com/news/archive/chevron_speech/2000/2000-09-19.asp

NOËL Pierre, "Dossier d'Information et d'Analyse : Les hydrocarbures de la mer Caspienne : acteurs et enjeux", *Institue d'Economie et de la Politique d'Energie (IEPE)*, Mars 1998, 19 pages, <http://webu2.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/PNcasp.PDF>

Memorandum on Waiver of Section 907 of the Freedom Support Act with Respect to Assistance to the Government of Azerbaijan”, American Presidency Project le 25 janvier 2002

Résolution 822 (1993) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3205e séance, le 30 avril 1993. voir le site Internet,

<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/sres822.htm>

Silk Road Strategy Act of 1999- 106th Congress. Voir le site Internet: <http://www.eurasianet.org/resource/regional/silkroad.html>

SREDIN V. D., To The Academy Of Public Service Of The President Of Russia, Moscou, le 28 septembre 1999, <http://www.fas.org/news/russia/1999/990928-rus-mfa.htm>

SOURANDER Dag, “Sur la Géorgie: Situation politique et économique relations avec l’UE”, Bruxelles, Parlement européen, Juillet 2006

SPETSCHINSKY Laetitia, “La politique étrangère russe à l’épreuve de la crise du Kosovo ”, *Institut d’études européennes Pole européen Jean Monnet*, 24 juillet 2002, p.4 voir le site internet,

<http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/euro/documents/Spetchinsky.pdf>

“Turkey : the key of Caspian oil and gaz”, <http://www.iasps.org/strategic/strat13.pdf> 2002, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=64367>

Ouvrages Généraux:

AMIRAHMADI Hooshang (ed.), *The Caspian Region at a Crossroad, Challenges of a New Frontier of Energy and Development*, Macmillan Press, London, 2000.

ARAS Osman Nuri, *Azerbaycan’ın Hazar Ekonomisi ve Stratejisi*, Der Yayınları, İstanbul, 2001.

BRZEZINSKI Zbigniew, *Büyük Santraç Tahtası, Amerika’nın Küresel Üstünlüğü ve Bunun Jeostratejik gereklilikleri*, İstanbul, İnkılap, Kitabevi, 2005

CARLTON David et INGRAM Paul (ed), *The Search for Stability in Russia and the Former Soviet Bloc*, England: Ashgate Publishing Company, 1997

CORNELL Svante E., *Small Nations and Great Powers a study of ethnopolitical conflict in the caucasus*, Surrey, ,Curzon Press, 2001.

- CORNELL Svante E., MCDERMOTT Roger, O'MALLEY William, SOCOR Vladimir, STAAR Frederick, *Regional Security in the South Caucasus: The Role of NATO*, Washington, Cental Asia- Caucasus Institute, 2004.
- DOKUZLAR Bircan, *Dünya Güç Dengesinde Yeni Silah Doğalgaz*, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, İstanbul, Şubat 2006
- EBEL Robert et MENON Rajan (ed), *Energy an Conflict in Central Asia and the Caucasus*, USA, NBR The National Bureau of Asian Research, 2000.
- FORSYTHE Rosemary, *The politics of Oil in the Caucasus and Central Asia*, Adelphi Paper 300, UK, Oxford University Pres, Mars 1996.
- FOUSKAS Vassilis K., *Balkanlar Ortadoğu Kafkasya Soğuk Savaş Sonrası ABD Politikaları*, Ali Çakıroğlu (trans), Aykırı Araştırma, İstanbul, Şubat 2004.
- GAMMER Moshe (ed), *The Caspian Region Volume I*, Routledge, London and NewYork, 2004
- GÜL Atakan et GÜL Ayfer Yazgan, *Avrasya Boru Hatları ve Türkiye*, Bağlam Yayınları, İstanbul, 1995.
- HERZIG Edmund, Herzig, *The New Caucasus, Armenia, Azerbaijan and Georgia*, Royal Institute of International Affaires, London, 1999.
- KANTARCI Hakan, *Kıskaçtaki Bölge Kafkasya*, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, İstanbul, 2006.
- LANE David (ed), *The Political Economy of Russian Oil*, Rowman & Littlefield Publishers,inc, les Etats-Unis, 1999.
- LEFEBVRE Maxime, *Amerikan Dış Politikası*, İsmail Yerguz (trad.), İletişim Yayınları, İstanbul, 2005.
- MITCHELL John V., BECK Peter et GRUBB Michael, *The New Geopolitic of Energy*,Royal Institute of International Affaires, London, 1999.
- MITCHELL John, MORITA Koji, SELLEY Norman et STERN Jonathan, *The New Economy of Oil*, The Royal Institute of International Affaires, London, 2001.
- NOUSCHI André, *Pétrole et relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 1999.
- RYAN David, *US Foreign Policy in Word History*, Routledge, London, 2000.
- SÖNMEZOĞLU FARUK, *Uluslararası Politika ve Dış Holitika Analizi*, Filiz Kitabevi, İstanbul, 1995.
- VILBOUX Nicole, *Les stratégies de puissance américaine*, Ellipses-Fondation pour la recherche stratégique, Paris, 2000.

WINWROW Careth, *Turkey and the Caucasus*, Royal Institute of International Affaires, London, 2000.

YERGIN Daniel, *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*, New York: Simon&Schuster, 1991.

YERGIN Daniel, *Petrol ve Güç Çatışmasının Epik Öyküsü*, Kamuran Tuncay (trad),Kültür Yayınları, 3e edition, İstanbul, 2003.

Articles:

AĞACAN Kamil, “ABD’nin Kafkasya Politikası” dans Okan Yeşilot (ed)*Değişen Dünya Düzeninde Kafkasya*, İstanbul, Kitabevi, 2005, pp.31-46.

AĞACAN Kamil, “Bağımsızlığın 10. Yılında Gürcistan: ABD’nin Kafkasya’daki Kalesi mi?”, *Stratejik Analiz*, Vol.1, No.:11, Mars 2001, pp.32-38.

AĞACAN Kamil, “Değişim Zamanı: Rusya Federasyonu’nun Güney Kafkasya Politikası” *Stratejik Analiz*, Vol.6, s.61,Mai 2005,pp.51-55.

ALSTADT Audrey, “Azerbaidjan’s struggle towards democracy” dans Karen Dawisha et Bruce Parrott (ed),*Conflicts, cleavage and change in Central Asia and the Caucasus*,Cambridge, Cambridge University Press, 1997, pp.121-133.

ARBATOV Alexei, “Russian Domestic Politics, Foreign Affairs and Geopolitical Consideration”, dans David Carlton et Paul Ingram (ed), *The Search for Stability in Russia and the Former Soviet Bloc*, England: Ashgate Publishing Company, 1997, pp.9-21.

AYDIN Aydın, “Oil, Pipelines and Security: The Geopolitics of the Caspian Region”, dans Moshe Gammer (ed), *The Caspian Region Volume I*, Routledge, London and NewYork, 2004, pp.3-31.

AZİZİAN Rouben “A Marriage of Convenience”, *Asian Affairs*, Vol.30, No. 2, l’Été 2003, pp.151-159.

BARAN Zeyno, “The Caucasus : Ten Years after Independence”, *The Washington Quarterly*, Vol.25, No.1 Winter 2001, pp.221-234.

BEGOYAN Anush, “United Stated Policy in the South Caucasus: Securitisation of the Baku –Ceyhan Progect”, *Iran and Caucasus*, Vol.8, No.1, 2004, pp.141-155.

BLANK Stephan, “Energy, economics and security in Cental Asia: Russia and its rival”, *Central Asian Survey*, vol.14, no.3, 1995, pp.390-423.

BLANK Stephan, "Every shark east of Suez: great power interests, policies and tactics in the Transcaspian energy wars", *Central Asian Survey*, vol.18, no. 2, 1999, pp.149-184.

BLANK Stephan, "Russia's Back in Central Asia", *Middle East Quarterly*, June 1995, vol.2, no.2, <http://www.meforum.org/article/254>

BREMMER Ian et ZASLAVSKY Alexander, "Bush and Putin's Tentative Embrace", *World Policy Journal*, Vol.18, No.4, Hiver 2001-2002, pp.11-17.

BROWBACK Sam, "U.S. Economic and Strategic Interests in the Caspian Sea Region: Policies and Implications", *Caspian Crossroad Magazine*, Vol.3, No.2, Automne,1997,

<http://ourworld.compuserve.com/HOME/PAGES/USAZERB/321.htm>

BRZEZINSKI Zbigniew, "The Premature Partnership", *Foreign Affairs*, vol.73, no.2, Mars/Avril 1994, pp.67-82.

CROISSANT Michael P., "US Interests in the Caspian Sea Basin", *Comparative Strategy*, vol.16, 1997, p.352-372.

DE TINGUY Anne, "Les nouveaux états indépendants et la caspien: l'apprentissage d'une nouvelle vie internationale", *Cahier d'études sur Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, No.23, Janvier-Juin 1997, p.207-231.

EBEL Robert "et al", "Introduction: Energy, Conflict, and Development in the Caspian Sea Region" , Robert Ebel, Rajan Menon (ed), *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus* EU, NBR The National Bureau of Asian Research, 2000, p.1-19.

GIROGOSIAN Richard, "Azerbaijan: Relations with U.S. Enter a New Phase", *Radio Free Europe Radio Liberty*, le 8 août 2005, <http://www.rferl.org/featuresarticle/2005/08/d816f9b9-8f6c-48d7-903e-c4738b94f263.html>

GOLTZ Thomas, "Catch 907 in Caucasus", *The National Interest*, no.48, summer 1997, pp.37-45.

HUNTER Robert E., "Solving Russia: Final Piece in NATO's Puzzle", *Washington Quarterly*, 23:1, winter 2000, pp.115-134.

HOFFMAN David I, "Azerbaijan: The Politicization of Oil", dans Robert Ebel et Rajan Menon (ed), *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, USA, NBR The National Bureau of Asian Research, 2000, pp.55-77.

- JAFALIAN Annie, «L'Oléoduc Bakou-Ceyhan », *Politique Etrangère*, printemps 2004, no.1, p.151–165.
- JONES Scott A., “Introdoction” dans Bertch Craft and Scott A.Jones (ed), *Crossroads and Conflits, Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York ; Routledge, 2000,pp.8-11.
- KAHN Michael, “L'économie du sud caucase à l'épreuve de dix ans d'indépendance”, *Conférence: l'Europe et le Caucase du sud*”, Bakou, 11 juin 2001, <http://www.ceri-sciencespo.com/archive/june01/kahn.pdf>
- KALICKI Jan H., “Caspian Energy At the Crossroads”, *Foreign Affairs*, vol. 80, no.5, Sep/Oct. 2001, pp.120-134.
- KANTARCI Hakan, Kafkasya Jeopolitiğinde Kriz Alanları ve Güç Mücadelelerinin Türkiye'ye Etkileri, *İkibinyirmüç*, No.53,le 15 Septembre 2005, , p.32-36.
- KOBER Stanley, “The Great Game Round 2: Washington Misguided Support fort he Baku-Ceyhan Oil Pipeline”, *Foreign Policy Briefing*,., No,63, le 30 octobre 2000, <http://www.cato.org/pubs/fpbriefs/fpb63.pdf>
- KUZIO Taras, “Geopolitical Pluralism in the CIS: The Emergence of GUUAM”,*European Security*,vol.9, no.2, l'été 2000, pp.82-98.
- MACDOUGALL James, “A new stage in U.S.-Caspian See Basin Relations”, *Central Asia*, Vol.11, No:2, 1997, [http:// www.ca-c.org/dataeng/st_04_dougall.shtml](http://www.ca-c.org/dataeng/st_04_dougall.shtml).
- MAMMEDOV Rustam, « Baku's Oil Diplomacy », *International Affairs*, Vol.47, No.3, 2001, pp.161-169.
- MENON Rajan, “Treacherus Terrain: The political and Security Dimension of Energy Development in the Caspian Sea Zone”, *NBR Analysis*,US The National Bureau of Asian Research, les Etats-Unis, Vol.9, No.1, Février, 1998, p.7-36.
- MOHSENİN Mehrad, “Pipeline Options for Exporting Oil and Gas from the Caspian Basin”, *The Iranian Journal of International Affaires*, Vol.11, No.4, Hiver, 1999-2000, p.620-625.
- NOURZHANOV Kirill, “Caspian oil, geopolitical dreams and real issues”, *Australian Journal of International Affaires*, vol.60, no.1, mars 2006, p.59-66.
- PAMİR Necdet, “Bakü-Ceyhan: Bitmeyen Senfoni”, *Stratejik Analiz*, Vol.1, No.11, Mars 2001, pp.63-72.
- ROGOV Sergei, “Russia and United States at the Threshold of the Twenty-first Century (I)”, *Russian Social Sciences Review*, Vol.40, No:30, Mai -Juin 1999, p.12-33.

SASLEY Brent, "Turkey's Energy Politics in the Post Cold War Era", *Middle East Review of International Affairs*, Vol.2, No.4, Novembre 1998, <http://meria.idc.ac.il/journal/1998/issue4/jv2n4a4.html>

SHAFFER Brenda, "US Policy", *The South Caucasus: A Challenge for EU Chaillot Papers* No: 65, EU Institute for Security Studies, Paris, December, 2003,p.53-61.

SOYSAL İsmail, "Hazar Bölgesinde Petrol ve Gaz Kaynakları", Alaeddin Yalçinkaya (ed) *Türk Cumhuriyetleri ve Petrol boru Hatları* İstanbul, Bağlam Yayınları, novembre 1998, pp.19-22.

SWIETOCHOWSKI Tadeusz, "Azerbaijan: perspectives from the crossroads", *Central Asian Survey*, vol.18, no.4, 1999, p.419-434.

Journaux

Turkish Daily News

Sources électroniques:

<http://www.armenews.com>

<http://www.azer.com>

<http://www.btc.com.tr/proje.html>

<http://caucase.courriers.info/article0113.html>

<http://caucase.courriers.info/article0113.htm>

<http://www.ca-c.org>

<http://www.cato.org/pubs/fpbriefs/fpb63.pdf>

<http://www.ceri-sciencespo.com>

<http://www.chevron.com>

<http://www.defense.gouv.fr>

<http://www.eia.doe.gov>

http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-cepes.php3?id_article=581

<http://www.eurasianet.org>

<http://www.fas.org>

www.globalpolicy.org/security/natres/oil/2005/0730alqaeda.pdf

<http://www.globalresearch.ca/articles/GIL407A.html>

<http://www.guam.org/general/history.html>

<http://www.iraniantrade.org/12957.htm>

<http://www.iraiantrade.org/12959.htm>

<http://meria.idc.ac.il>

<http://www.mfa.gov.ge>

<http://mondediplomatique.fr>

<http://www.nato.int/issues/map/index-f.html>

<http://www.nihalatsiz.org/elcibey.htm>

<http://ourworld.compuserve.com>

<http://www.panarmenian.net/news/eng/?nid=20920>

<http://www.rferl.org>

<http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=2187>

<http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/euro/documents/Spetchinsky.pdf>

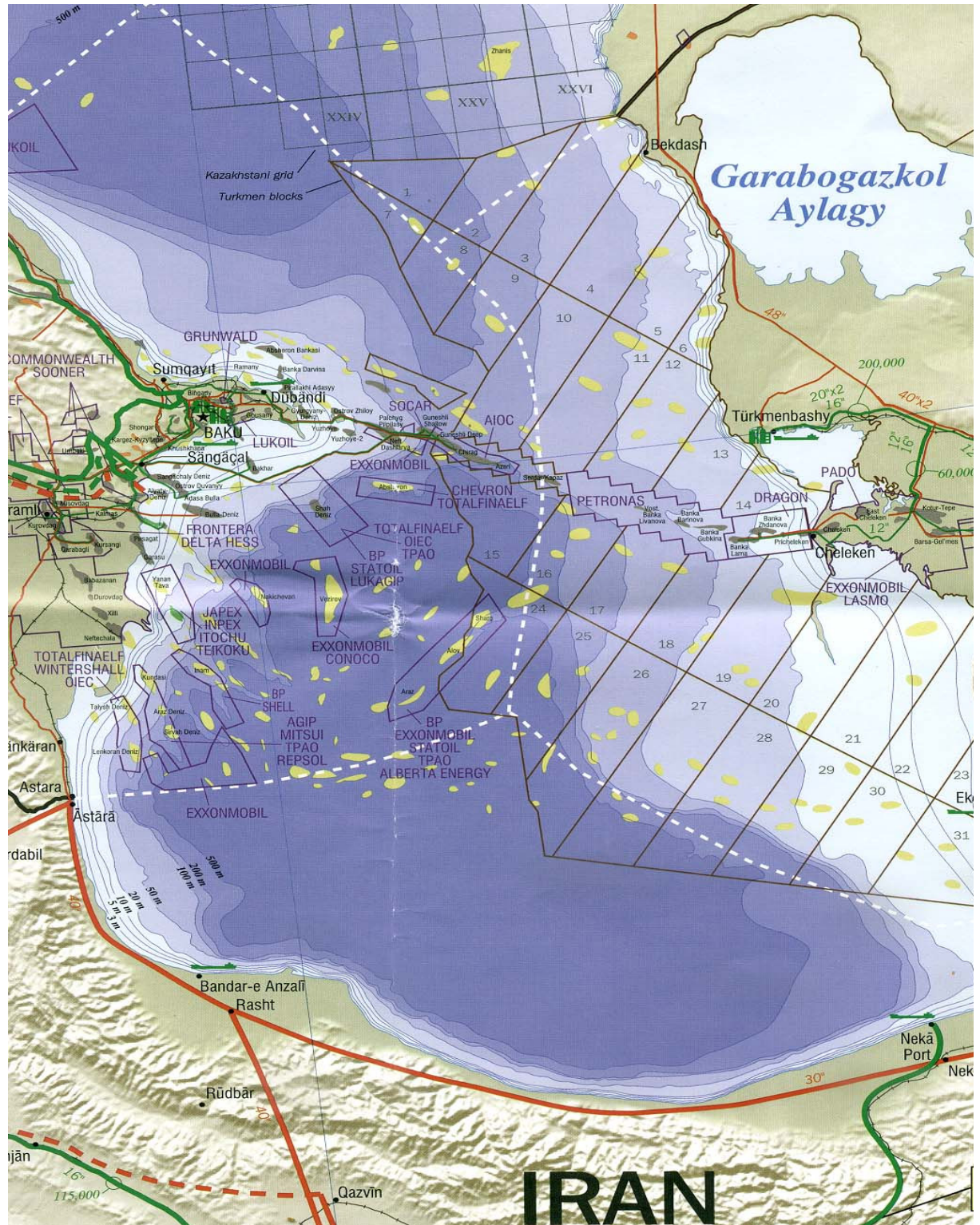
<http://www.un.org>

<http://www.usaengage.org>

ANNEXE I : La carte de la Transcaucasie¹⁸⁵

¹⁸⁵Voir le site Internet <http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900LargeMaps/SKAR-64GCMF?OpenDocument>

ANNEXE II: La carte des gisements du bassin caspien et les compagnies internationales¹⁸⁶



¹⁸⁶Voir le site Internet

http://www.lib.utexas.edu/maps/middle_east_and_asia/caspian_sea_s_rel01.jpg

ANNEXE III: La carte des oléoducs de la région caspienne¹⁸⁷

¹⁸⁷ Voir le site Internet <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Caspian/Maps.html>

ANNEXE IV : La carte des options de transportation du pétrole pour contourner le Bosphore ¹⁸⁸



¹⁸⁸ Voir le site Internet <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Caspian/Maps.html>